

# **Prévenir la Torture au Bénin**

Document réalisé sous la supervision  
de Joseph MEVOGNON, Directeur  
Exécutif de la Fondation

Contributeur : Camille SECCAUD,  
Juriste diplômée d'un Master de droit  
comparé et politique internationale

©OSIWA/FJW-Bénin, 2013.

La Fondation Joseph The Worker/ Structure Lazarienne, suivant son effort de protection des droits de l'homme en Afrique, tient à présenter sa contribution à la prévention de la torture par la parution du présent guide *Prévenir la torture au Bénin*.

La Fondation Joseph The Worker, créée en 1996, est une organisation qui défend les droits de l'homme en portant un accent particulier aux droits des femmes et aux droits de l'enfant.

La Fondation développe actuellement deux grands programmes pour la protection des enfants à savoir le programme *Corridor Cotonou-Ouagadougou de lutte contre la traite des enfants*, et le programme d' *Evaluation de la justice des mineurs, d'Amélioration de la protection des enfants en conflit avec la loi et de Renforcement des capacités des acteurs de la justice pour les enfants*. Dans le cadre de ces projets, la Fondation a élaboré plusieurs guides sur le rôle et les responsabilités de chaque maillon de la chaîne de responsabilité s'agissant des mineurs en conflit avec la loi, ainsi que sur les règles et les normes à respecter en vue notamment de prévenir la torture et autres traitements dégradants dont ces enfants pourraient être victimes.

Depuis Novembre 2012, la Fondation Joseph The Worker met en œuvre le projet d'*Amélioration des conditions de détention et de respect des droits de l'homme* avec l'appui financier d'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA). Ce projet repose sur différentes activités à savoir la conception des matériels didactiques dont des boîtes à images de prévention de la torture, un manuel commenté de prévention de la torture traduit en quatre langues nationales et sa vulgarisation dans les douze départements du Bénin, l'appui au Mécanisme National de Prévention dans son mandat ainsi que la formation du personnel judiciaire et pénitentiaire sur le nouveau code de procédure pénale sans oublier la visite d'échanges d'expériences de Avocats Sans Frontières France pour la mise en place d'une aide juridique aux détenus vulnérables.

La corédactrice du guide *Prévenir la torture au Bénin* est *Camille SECCAUD* qui a collaboré avec la Fondation Joseph The Worker/ Structure Lazarienne à la réalisation de ce guide. Camille SECCAUD est une juriste diplômée d'un Master de droit comparé et politique internationale dont l'essentiel des recherches a été consacré à l'étude et l'analyse des droits humains et des droits de l'enfant au niveau international, régional et local. Elle a parallèlement travaillé en tant que volontaire au sein de différentes organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme.

Il est possible de recevoir sur commande des exemplaires du présent guide en s'adressant directement à la Fondation à l'adresse suivante :

---

**Fondation Joseph The Worker / Structure Lazarienne**

PK 18 Route de Porto-Novo

Bâtiment annexe maison des Jeunes de Sèmè-Pofji

171 Sèmè-Podji

BENIN

Tel: 229 21 19 6076/229 97 38 96 31/ 229 95 45 02 05

E-mail: [fondationjosephtheworker@gmail.com](mailto:fondationjosephtheworker@gmail.com)

Site web: [www.fondationjosephtheworker.org](http://www.fondationjosephtheworker.org)

# Table des matières

Avant-propos .....	4
Liste des abréviations .....	5
Introduction à l'intention des utilisateurs.....	6
<b>Introduction – Comprendre les concepts de torture et de prévention de la torture....</b>	<b>7</b>
<b>Qu'est-ce que la torture ? .....</b>	<b>10</b>
<b>Qu'est-ce que la prévention de la torture ? .....</b>	<b>13</b>
<b>Partie I - Le cadre juridique de la prévention de la torture.....</b>	<b>15</b>
<b>Chapitre 1 – La prévention de la torture dans le système international .....</b>	<b>16</b>
<b>1.....</b>	<b>N</b>
<b>ormes internationales régissant l'interdiction et la prévention de la torture.....</b>	<b>16</b>
1.1. La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.....	17
1.2.....	Le
Protocole facultatif à la Convention contre la torture .....	20
1.3.....	Au
tres principales normes internationales .....	24
<b>2.....</b>	<b>Le</b>
<b>s mécanismes internationaux de contrôle .....</b>	<b>26</b>
2.1.....	Le
s mécanismes conventionnels .....	26
2.2.....	Le
s mécanismes Institué par le Conseil des droits de l'homme.....	26
<b>Chapitre 2 – La prévention de la torture dans le système africain .....</b>	<b>30</b>
<b>1.....</b>	<b>N</b>
<b>ormes juridiques relatives à la prévention de la torture en Afrique.....</b>	<b>31</b>
1.1.....	La
Charte africaine des droits de l'homme et des peuples .....	31
1.2.....	Le
s lignes de Robben Island .....	33

<b>2.....</b>	<b>Le</b>	
<b>s organes régionaux africains de contrôle.....</b>		<b>35</b>
2.1.....	La	
Commission africaine des droits de l'homme et des peuples .....		36
2.2.....	La	
Cour africaine des droits de l'homme et des peuples .....		40
2.3.....	Le	
s mécanismes subsidiaires .....		42
<b>Chapitre 3 – La prévention de la torture dans le système juridique béninois.....</b>		<b>44</b>
<b>1.....</b>	<b>L'i</b>	
<b>nterdiction de la torture au niveau constitutionnel.....</b>		<b>45</b>
1.1.....	Le	
principe de l'interdiction de la torture .....		46
1.2.....	La	
Cour Constitutionnelle : organe de promotion.....		46
<b>2.....</b>	<b>L'i</b>	
<b>nterdiction et la prévention de la torture dans le système législatif béninois .....</b>		<b>48</b>
2.1. Absence de définition de la torture et de sa criminalisation.....		48
2.2. Reconnaissance de droit et de garanties fondamentales .....		49
2.3. Les mécanismes de contrôle.....		50
<b>Partie II - La mise en œuvre de la prévention de la torture.....</b>		<b>51</b>
<b>Chapitre 1 – Le système de surveillance des lieux de détention.....</b>		<b>52</b>
<b>1.....</b>	<b>Le</b>	
<b>s grands principes directeurs des enquêtes en cas d'allégations de torture .....</b>		<b>53</b>
1.1.....	Le	
déclenchement de l'enquête.....		53
1.2.....	La	
procédure d'enquête sur des cas de torture.....		54
1.3.....	Le	
s garanties procédurales .....		60
<b>2.....</b>	<b>Le</b>	
<b>s grands principes directeurs des visites des lieux de détention.....</b>		<b>61</b>
2.1.....	La	
préparation de la visite .....		65
2.2.....	La	
conduite d'une visite .....		65
2.3.....	Le	
suivi de la visite .....		71
<b>3.....</b>	<b>Le</b>	
<b>s grands principes directeurs des Mécanismes nationaux de prévention .....</b>		<b>73</b>

3.1.	Forme des mécanismes nationaux de prévention	73
3.2.	Garanties de fonctionnement	74
3.3.	Mandat des mécanismes nationaux de prévention	75
3.4.	Pouvoirs des mécanismes nationaux de prévention	76

## **Chapitre 2 – La mise en œuvre des autres mesures préventives ..... 77**

<b>1.</b>	<b>La formation des fonctionnaires à l'interdiction et à la prévention de la torture</b>	<b>78</b>
1.1.	Objectifs de la formation des fonctionnaires	79
1.2.	Le contenu des programmes de formation	79
1.3.	Les destinataires des programmes de formation	81
1.4.	Les responsables de la formation	83
<b>2.</b>	<b>La sensibilisation de la société civile à la prévention de la torture</b>	<b>84</b>
2.1.	Objectifs et avantages de la sensibilisation	85
2.2.	Les acteurs de la sensibilisation	85
2.3.	Le public ciblé par la sensibilisation	86
<b>3.</b>	<b>La réparation des victimes de torture et autres mauvais traitements</b>	<b>88</b>
3.1.	La réparation, pour quelles violations ?	88
3.2.	La réparation, pour quelles victimes ?	89
3.3.	Les formes de réparation	90
3.4.	La protection des victimes	92

## **Informations pratiques ..... 93**

Adresses utiles	94
Foire aux questions	97

## **Annexes ..... 100**

Annexe 1. Principales dispositions internationales et régionales régissant la prévention.....	101
Annexe 2. Directrices et Mesures d'Interdiction et de Prévention de la Torture en Afrique .....	103
Annexe 3. Lignes directrices pour la présentation des communications .....	107
Annexe 4. Model questionnaire to be completed by persons alleging torture.....	108
Annexe 5. Directives pour l'évaluation médicale de la torture et autres mauvais traitements...	110
Annexe 6. Résultat du vote sur le Protocole facultatif à la Convention contre la torture .....	114
Annexe 7. Principes relatifs aux moyens d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour établir la réalité des faits.....	116

## Avant-propos

La République du Bénin a garanti constitutionnellement l'interdiction de la torture, en intégrant cette interdiction au sein de la Constitution du 11 Décembre 1990. L'article 18 dispose que « nul ne sera soumis à la torture, ni à des sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Par la suite, la République du Bénin a réaffirmé à de nombreuses reprises son attachement à la prohibition de la torture notamment par la ratification des instruments internationaux relatifs à l'interdiction de la torture à savoir la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants le 12 Mars 1992 et le Protocole facultatif à la Convention contre la torture le 20 Septembre 2006.

Pour autant, l'affirmation de l'interdiction de la torture n'est pas marquée par son effectivité dans la pratique. En effet, alors même que le recours à la torture est interdit depuis 65 ans, celle-ci est encore pratiquée dans de nombreux pays, dont le Bénin fait malheureusement partie.

Malgré de nombreuses campagnes de sensibilisation initiées par différents organismes non gouvernementaux et des condamnations de la Cour Constitutionnelle qui ont occasionné une baisse de la pratique, la torture trouve toujours un terrain fertile au Bénin.

La lutte contre la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants constitue un objectif prioritaire dans un Etat de droit. Combattre efficacement nécessite d'une part la connaissance et la compréhension des normes et d'autre part la mise en œuvre d'outils de prévention.

Nous espérons que la parution de ce guide permettra de conduire ces objectifs au Bénin.



## Liste des abréviations

**AG** : Assemblée Générale des Nations Unies

**CADHP** : Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

**CICR** : Comité International de Croix-Rouge

**CPP** : Code de Procédure Pénale

**CPTA** : Comité de prévention de la torture en Afrique

**DUDH** : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

**ECOSOC** : Conseil Economique et Social des Nations Unies

**IGM** : Inspection General du Ministère

**MNP** : Mécanisme National de Prévention contre la torture

**ONU** : Organisation des Nations Unies

**ONG** : Organisation non-gouvernementale

**OPCAT** : Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

**OUA:** Organisation de l'Union Africaine

**SPT :** Sous-comité pour la prévention de la torture

**UA:** Union Africaine

**UNCAT:** Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants



## Introduction à l'intention des utilisateurs

Le présent *Guide de vulgarisation* a pour but essentiel de guider, soutenir et renforcer les actions menées dans la lutte contre la torture dans les lieux de détention au Bénin. Il s'adresse aux ONG, aux Institutions nationales des droits de l'homme, à l'administration pénitentiaire, à tous défenseurs de la lutte contre la torture, aux avocats et magistrats, ainsi qu'aux victimes elles-mêmes et à la population civile dans son ensemble.

### Objectifs et Angle d'analyse

Ce guide est consacré à la lutte contre la torture au Bénin par la mise en place de mesures visant sa prévention. La lutte contre la torture impose de connaître les normes qui régissent son interdiction et sa prévention mais également de mettre en œuvre ces normes dans la pratique.

La République du Bénin a fait de nombreux efforts en ce sens notamment concernant la ratification des principaux instruments internationaux. Cependant, il reste encore de nombreuses lacunes notamment concernant la mise en place de mesures préventives par le Bénin en vertu de son obligation de prévenir la torture. Ce guide donne un aperçu de ces lacunes et tends à mettre en avant les outils préventifs qui permettront de lutter efficacement et effectivement contre la torture.

### Contenu

Le guide débute par une partie introductive visant à expliquer les deux concepts à la base de cet ouvrage à savoir la torture et la prévention de la torture. Le guide se divise finalement en deux parties principales. La première partie s'attachera au cadre juridique encadrant l'interdiction et la prévention de la torture au niveau international, régional (africain) et national (béninois) et dans la seconde partie à la mise en œuvre de la prévention de la torture.

### Note au lecteur

En raison d'une certaine méconnaissance tant du cadre juridique en matière de prévention de la torture que des éléments fondamentaux et outils permettant sa mise en œuvre, nous espérons que ce guide permettra de rendre accessible, à toutes les personnes concernées par la lutte contre la torture, les informations et outils nécessaires pour contribuer à la prévention de la torture.

Cherchant en permanence à améliorer les bonnes pratiques et informations utiles concernant la prévention de la torture, nous aimerions recevoir vos commentaires et suggestions d'amélioration que nous pourrions apporter par la suite.

Pour nous adresser vos commentaires, vous pouvez nous contacter à partir du site web de la Fondation : <http://www.fondationjosephtheworker.org/contact.php>

# INTRODUCTION

Comprendre les concepts de torture  
et de prévention de la torture

« Chaque jour, des femmes, des hommes et des enfants sont torturés ou maltraités dans l'intention de détruire leur sens de la dignité ou de leur valeur en tant qu'êtres humains. Parfois, cela fait partie d'une politique délibérée de l'État visant à susciter la peur et à intimider sa population. »

M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU  
26 juin 2012

La torture a été pratiquée de tout temps et par la plus grande majorité des civilisations mais la Seconde Guerre mondiale a marqué, de par son intensité, une prise de conscience que la torture était l'un des actes les plus vils perpétrés par des êtres humains contre leurs semblables.

En réaction aux atrocités perpétrées durant la Seconde Guerre mondiale a été fondé l'Organisation internationale des Nations Unies en 1945. À cette époque, 51 pays ont été « *déterminés à maintenir la paix et la sécurité internationales, à développer des relations amicales entre les nations, à promouvoir le progrès social, à instaurer de meilleures conditions de vie et à accroître le respect des droits de l'homme* ».

Le respect des droits de l'homme a été l'une des premières préoccupations de l'ONU qui s'est engagé dans la reconnaissance que tout être humain possède des droits fondamentaux par **l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948**. Avec cette proclamation, les États ont affirmé le droit de tout être humain à ne pas être soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements.

En effet, **l'interdiction de la torture a été proclamée pour la première fois en 1948** dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme :

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 10 Décembre 1948  
Article 5

« **Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.** »

Cette Déclaration a, par la suite, servi de pierre angulaire pour l'adoption de nombreuses autres conventions internationales et régionales qui ont réaffirmé le principe fondamental d'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

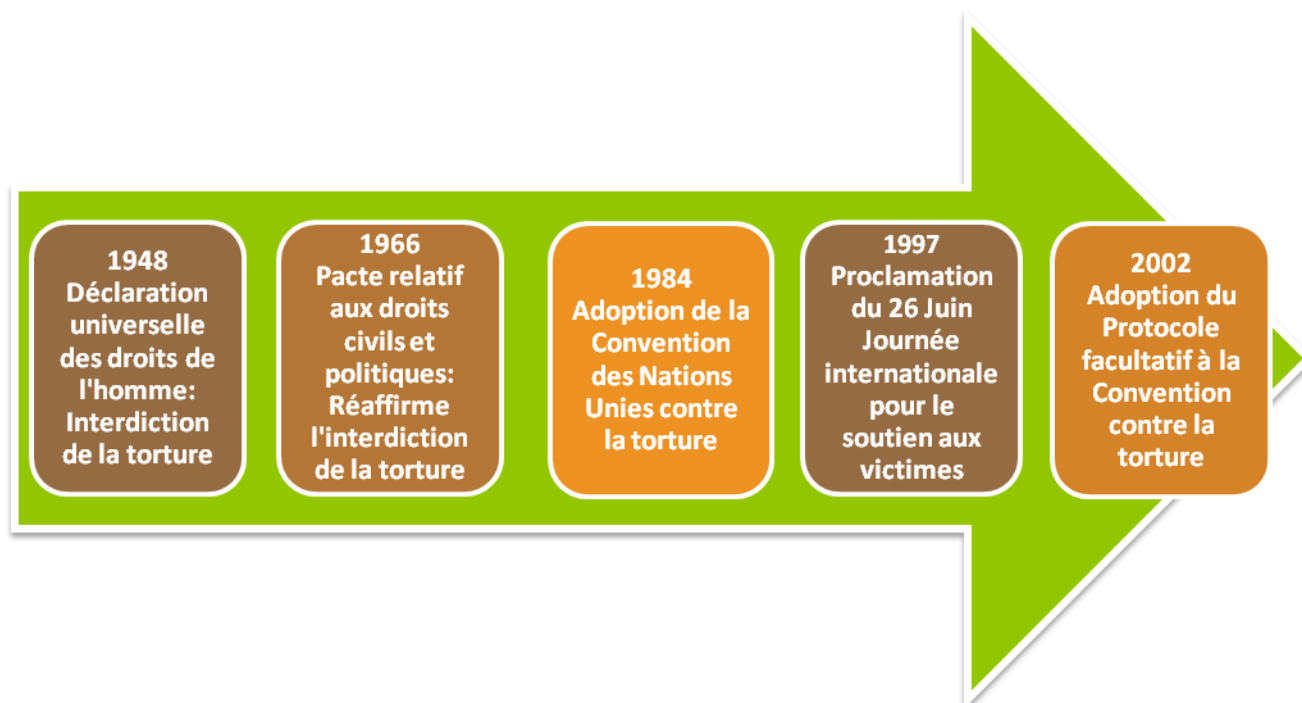
C'est ainsi **qu'en 1966, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques a réaffirmé la prohibition de la torture** et autres traitements cruels, par son article 7 qui stipule que « nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique ».

Depuis lors, experts, chercheurs, organisations non gouvernementales internationales et locales ainsi que membres de la société civile sont à l'origine d'un véritable mouvement international en vue de combattre, prévenir et sanctionner la torture. Malgré la prise de conscience et de nombreux résultats obtenus, Amnesty International notait en 1984 que plus de 98 pays, entre 1980 et 1983 avaient eu recours à des actes de torture et autres traitements cruels<sup>1</sup>.

Devant ce constat alarmant, la communauté internationale a décidé d'adopter un instrument international spécifiquement consacré à l'interdiction de la torture. Le **10 décembre 1984, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.**

De nombreuses autres normes internationales aussi bien contraignantes que non contraignantes relatives aux personnes privées de liberté et à la prévention de la torture ont été adoptées par les Nations Unies. Et, par sa résolution 52/149 de 1997, l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé le **26 Juin Journée Internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture** en vue d'exprimer le plus fermement la condamnation de la torture.

En même temps qu'était négociée la Convention contre la torture, naissaient les idées sur la mise en place d'un système préventif basé sur des actions coordonnées entre le niveau international et national. À la suite d'un long processus de négociation, un système de mise en œuvre de la prévention de la torture a été instauré, **le 18 décembre 2002, par l'Assemblée générale des Nations unies en adoptant le Protocole facultatif à la Convention de l'ONU contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.**



<sup>1</sup>Amnesty International, Combattre la torture – Manuel pour l'action, 2004, à la p. 5.

## Qu'est-ce que la torture ?

### Définition juridique universellement acceptée de la torture

En **1984**, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Cette convention pose comme principe **l'interdiction absolue de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants** et oblige les Etats membres à prendre des mesures effectives en vue d'empêcher la commission de tels actes.

La Convention contre la torture fournit, à son article premier, une définition juridique de la torture internationalement acceptée, qui se lit comme suit :

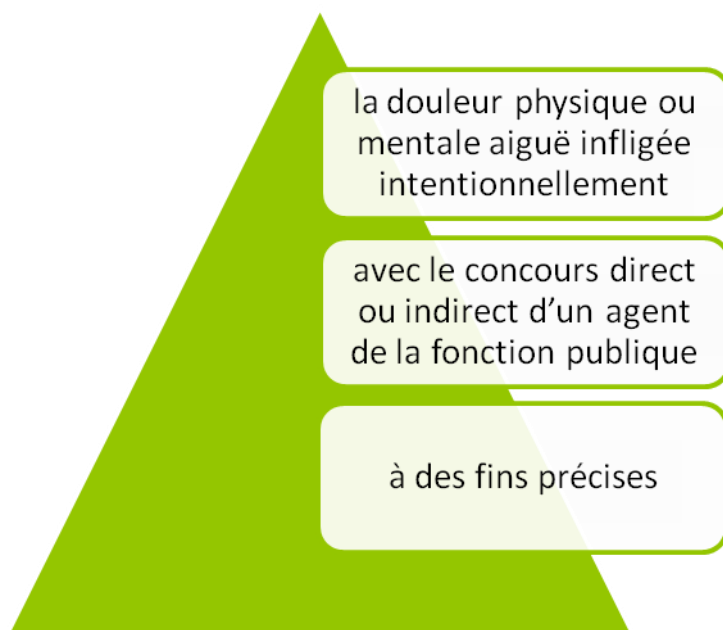
Convention contre la torture et autres peines ou traitements  
cruels, inhumains ou dégradants

#### Article 1

**Le terme « torture » désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.**

Ainsi, la définition contenue dans la Convention contre la torture comporte **trois éléments principaux constitutifs** d'un acte de torture. Autrement dit, trois éléments doivent être remplis pour pouvoir qualifier un acte d'acte de torture.

## Les trois éléments constitutifs de la torture



## Caractère absolue de l'interdiction de la torture

La torture est universellement condamnée par la communauté internationale. Son interdiction fait partie intégrante du droit international coutumier, en tant que norme de *jus cogens* (caractère de norme impérative) et par conséquent, **s'applique à tous les Etats**, qu'ils aient ratifié ou non les instruments juridiques pertinents relatifs à cette interdiction.

De ce fait, l'interdiction de la torture est absolue ne pouvant jamais, et en aucun cas, être restreinte ni se justifier. La communauté internationale **exclut la torture de toute restriction ou dérogation** fondée sur des circonstances telles que l'ordre public, la sécurité nationale ou l'état d'urgence<sup>2</sup>.

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 2 (2)

**« Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse d'un état de guerre ou d'une menace de guerre, d'une instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture ».**

<sup>2</sup>Comité des droits de l'homme, Observation générale n°29, 2001, CCPR/C/21/Rev.1/Add.11, par.7.

## Autre peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

L'interdiction de la torture est accompagnée par une interdiction des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La « torture » et les « peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » ne peuvent s'entendre comme deux catégories distinctes puisque la torture constitue une forme de peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant mais qui en est une forme délibérée et aggravée.

Comme nous l'avons vu, la torture exige la rencontre de trois éléments : (i) des souffrances physiques ou mentales infligées intentionnellement, (ii) par un agent de la fonction publique, qui est directement ou indirectement impliqué et (iii) à des fins précises.

Lorsqu'un, ou plusieurs, de ces critères est manquant, **un acte peut toutefois être couvert par l'interdiction absolue des « peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » prévue à l'article 16 de la Convention contre la torture<sup>3</sup>.**

- La première différence peut tenir dans le **degré de violence** de la douleur ou de la souffrance subie. Ce degré dépend généralement d'une multitude de facteurs tels que la nature et la durée des sévices infligés, la fragilité physique ou morale particulière de la victime, son sexe, son âge, son état de santé...
- La seconde différence résulte dans le **caractère intentionnel ou non intentionnel de l'acte**. A la différence de la torture, les traitements cruels, inhumains ou dégradants peuvent survenir à la suite d'actes de négligence comme cela peut-être le cas, par exemple, de conditions de détention précaires, de conditions sanitaires insuffisantes ou du manque d'accès à des médicaments.

## Les victimes potentielles de la torture

**Toute personne peut potentiellement être victime de torture.** Le risque de torture varie en fonction du contexte culturel, politique et social de chaque Etat.

Les personnes privées de liberté, arrêtées ou détenues, sont les plus susceptibles d'être victimes de torture et d'autres mauvais traitements. Par définition, les lieux de détention sont des lieux clos, non ouverts au monde extérieur, où les risques de torture sont, par conséquent, plus élevés.

Il est également reconnu que certaines personnes sont exposées plus fortement au risque de torture. Cela est particulièrement le cas pour les **catégories dites vulnérables** telles que les femmes, les mineurs, les migrants, les personnes handicapées, les minorités ethniques, religieuses et raciales ainsi que pour les **catégories d'opposition aux régimes** tels que les opposants politiques, les défenseurs des droits de l'homme, les suspects d'actes terroristes, les journalistes.

<sup>3</sup> Art 16 de la Convention contre la torture : « Tout Etat partie s'engage à interdire dans tout territoire sous sa juridiction d'autres actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui ne sont pas des actes de torture telle qu'elle est définie à l'article premier ».

## Qu'est-ce que la prévention de la torture ?

De par son caractère de violation de la dignité humaine pouvant engendrer de graves conséquences physiques et psychologiques, la torture ne peut totalement se réparer. De ce fait, la prévention de la torture devient primordiale. Elle a pour but essentiel d'empêcher la commission de toutes violations au principe d'interdiction de la torture et autres mauvais traitements sur le territoire des Etats.

### Obligation des Etats de prévenir la torture

Le droit international des droits de l'homme énonce à la fois des droits et des obligations. Les Etats assument, en vertu du droit international, **l'obligation de respecter, de faire respecter et d'appliquer les normes des droits de l'homme**<sup>4</sup>. Ces obligations impliquent des Etats un devoir de prohibition, de prévention, d'enquête, de répression et de réparation.

Concernant la torture, les Etats n'ont pas seulement l'obligation d'interdire la torture et autres mauvais traitements, ils ont également l'obligation d'assurer l'effectivité de cette prohibition par la **mise en place de mesures préventives** qui garantissent la protection contre les risques de perpétuation de ces actes.<sup>5</sup>

La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, place sur les Etats, au-delà de leur obligation d'ériger l'interdiction de la torture, une **obligation explicite de prévention de la torture** et des autres traitements cruels.

En effet, en vertu de l'article 2 de la Convention, les Etats s'engagent à empêcher que des actes de torture soient perpétrés en prenant « des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces ». En outre, selon l'article 16, cette obligation s'applique de la même manière aux autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels,  
inhumains ou dégradants.

Art 2 (1)

**« Tout Etat partie prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction ».**

<sup>4</sup>Assemblée Générale des Nations Unies, Principes fondamentaux et Directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international relatif aux droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, Résolution 60/147, 16 Décembre 2005.

<sup>5</sup>Comité des droits de l'homme, Observation générale n°20, 1992, HRI/GEN/1/Rev.9, par 8 : « Le Comité note qu'il ne suffit pas, pour respecter l'article 7, d'interdire ces peines ou traitements, ni de déclarer que leur application constitue un délit. Les États parties doivent faire connaître au Comité les mesures législatives, administratives, judiciaires et autres qu'ils prennent pour prévenir et réprimer les actes de torture ainsi que les traitements cruels, inhumains ou dégradants dans tout territoire placé sous leur juridiction ».



## Les formes et outils de prévention de la torture

Prévenir la torture et les autres mauvais traitements est une obligation pour les Etats qui a pour objectif principal de réduire les risques de sa survenance.

Les mesures mises en place en vue de la prévention peuvent **intervenir aussi bien avant que la perpétration de la torture ou d'un autre mauvais traitement ait eu lieu qu'à la suite de sa survenance**<sup>6</sup>.

- Avant la survenance de la torture, les mesures préventives permettent de **créer « un environnement sur le long terme, un environnement dans lequel il est peu probable que survienne la torture »**<sup>7</sup>. De telles mesures préventives peuvent comprendre un système de visites inopinées et régulières, la formation de tous acteurs en contact avec des détenus, ainsi que la sensibilisation et l'éducation publique.
- À la suite de la survenance de la torture, les mesures préventives qui peuvent consister dans le déclenchement d'enquêtes, la poursuite d'auteurs et la réparation des victimes de torture, visent à **empêcher la répétition des violations**.

<sup>6</sup>Voir APT, Prévenir la torture – Guide pratique à l'intention des Institutions nationales des droits de l'homme, Mai 2010, à la p.3.

<sup>7</sup>Supra, à la p. 3.

# PREMIERE PARTIE

## Le cadre juridique de la prévention de la torture

# Chapitre 1 – La prévention de la torture dans le système international

## 1 Normes internationales régissant l'interdiction et la prévention de la torture

L'interdiction absolue de la torture et des autres mauvais traitements est encadrée par un vaste éventail de normes au niveau international relevant aussi bien du droit international des droits de l'homme, que du droit international humanitaire (droit des conflits armés) et du droit international pénal.

Proclamée dans la **Déclaration universelle des droits de l'homme** en 1948, l'interdiction de la torture obtient force obligatoire par son incorporation au sein du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** en 1966 et par le droit international humanitaire (règles contraignantes cherchant à limiter les effets des conflits armés internationaux et non internationaux) au travers des **Conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977** qui comportent de nombreuses dispositions interdisant la torture et autres mauvais traitements de manière absolue<sup>8</sup>. Aux termes du droit international humanitaire, la torture constitue un crime de guerre.

Le droit pénal international, avec l'adoption du Statut de Rome de 1998 instituant la Cour pénale internationale, a également reconnu que la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants pouvaient constituer des crimes de guerre ainsi que des crimes contre l'humanité.

### Qu'est-ce que signifie « normes internationales » ?

Les normes internationales réfèrent à la fois aux textes juridiques adoptés au niveau international qu'aux dispositions édictées en leur sein.

- Elles peuvent être contraignantes, c'est à dire qu'elles sont obligatoires pour les Etats qui en sont parties qui sont donc tenus de les respecter.
- Elles peuvent être non contraignantes, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas juridiquement obligatoires mais ont toutefois une portée morale.

<sup>8</sup> L'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève dispose que sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes : « Les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ; (...) ».

## 1.1 La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Adoptée en 1984, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT) est le premier traité universel qui porte exclusivement sur l'interdiction de la torture et autres mauvais traitements. **En mai 2013, 153 Etats étaient parties à la Convention contre la torture.**

### Etat des ratifications en Afrique: Convention contre la torture



<b>Etats qui ont signé et ratifié</b>	42
<b>États qui ont signé mais pas ratifié</b>	5
Comores, Gambie, Guinée-Bissau, Soudan, Sao Tomé et Príncipe.	
<b>États qui n'ont pas encore signé ou ratifié</b>	7
Angola, Erythrée, Soudan du Sud République arabe démocratique Sahrawi, République centrafricaine.	

La Convention contre la torture est divisée en deux parties :

- La première partie contient un certain nombre d'obligations positives pour les Etats parties afin de **garantir l'interdiction de la torture mais également sa prévention.**
- La deuxième partie concerne le Comité contre la torture. En effet, en sus d'imposer aux Etats un certain nombre d'obligations, **la Convention contre la torture, par son article 17, a également institué un organe** chargé de veiller à la mise en œuvre des obligations : **le Comité contre la torture**(voir Les mécanismes internationaux de contrôle, à la p.27).

Les obligations principales des Etats parties établies par la Convention contre la torture sont les suivantes :

### 1.1.1 - Obligation de prévenir la torture et les autres mauvais traitements

Conformément à **l'article 2**, les Etats ont une obligation explicite et impérative de prévenir la torture en prenant « des **mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher** que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction». De la même manière, l'article 16 oblige les Etats à prévenir les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La mise en œuvre de l'ensemble des obligations qui suivent concourent à garantir cette obligation de prévenir la torture.

### 1.1.2 - Obligation de non-refoulement

L'obligation de non-refoulement est prévue expressément à l'article 3 de la Convention contre la torture. Cette obligation impose aux Etats de **ne pas expulser, refouler, ni extraditer une personne vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture.**

Le principe de non-refoulement prévu à l'article 3 ne s'applique qu'aux risques réels de torture encourus par une personne et non à un risque de traitements cruels, inhumains ou dégradants.

### 1.1.3 - Obligation d'incriminer la torture

La Convention contre la torture donne explicitement aux Etats une obligation d'incriminer la torture dans leur droit interne. En effet, les Etats ont l'obligation d'interdire la torture en introduisant dans leurs législations pénales nationales une disposition prévoyant que **tous les actes de torture soient constitutifs d'une infraction pénale** (article 4 alinéa 1) **passibles de « peines appropriées »** proportionnées à la gravité de cette infraction (article 4 alinéa 2). De la même manière, doivent être incriminés la tentative de pratiquer de tels actes ainsi que la complicité dans leur commission.

Dans le cadre de cette incrimination, il convient de préciser qu'aucune circonstance ne peut venir justifier une dérogation au principe d'interdiction de la torture et doit donc être puni par les lois pénales internes sans aucune exception ni immunité. En effet, **la Convention contre la torture établit une interdiction absolue** qu'*« aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture »* (article 2 alinéa 2). Il est également reconnu que l'ordre donné par un supérieur hiérarchique ou d'une autorité publique ne peut jamais justifier la torture (article 2 alinéa 3).

### 1.1.4 - Obligation de reconnaître une compétence universelle

Selon l'article 5 de la Convention, les Etats ont **l'obligation de reconnaître leur compétence sur les actes constitutifs d'un crime de torture indépendamment du lieu où le crime a été commis, de la nationalité de celui qui l'a commis ou de celle de la victime.**

La Convention contre la torture exige, donc, aux Etats de poursuivre un individu soupçonné de torture ou, à défaut, d'extrader celui-ci vers un Etat qui le demande pour le poursuivre. L'idée derrière cette disposition est que **la torture constitue un crime d'une telle gravité que quiconque le perpétue doit en répondre, où qu'il se trouve.** La reconnaissance de la compétence universelle vise à lutter contre l'impunité des auteurs de tels crimes et tend à garantir la non-répétition des actes de torture.

Cette disposition implique toutefois que soit promulguées des lois internes spécifiques reconnaissant la compétence universelle des juridictions nationales.

### 1.1.5 - Obligation d'examiner les conditions de détention

Les Etats sont tenus par l'article 11 de la Convention **d'instaurer un système de surveillance systématique** des règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoires ainsi que des procédures relatives à la détention des personnes privées de liberté. Les Etats sont, en vertu de cette obligation, tenus de respecter également les normes internationales y compris l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus<sup>9</sup>.

### 1.1.5 - Obligation d'enquêter sur les actes de torture et autres mauvais traitements

La Convention **oblige les Etats à déclencher immédiatement une enquête impartiale** par les autorités compétentes «chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction» (article 12). Cette disposition est complétée par l'article 13 qui dispose que toute personne qui prétend avoir été soumise à la torture, sur tout territoire sous sa juridiction, a le **droit de porter plainte devant les autorités compétentes**. L'Etat devra examiner sa cause par le déclenchement immédiat d'une enquête impartiale.

L'obligation de l'Etat d'enquêter ainsi que le droit de porter plainte, prévus respectivement aux articles 12 et 13, s'appliquent aussi bien aux actes constitutifs de la torture qu'aux autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants tel que le prévoit l'article 16.

### 1.1.6 - Obligation de garantir une réparation aux victimes

Les Etats ont l'obligation, selon l'article 14, d'accorder et garantir aux victimes d'actes de torture **un droit effectif à réparation et à indemnisation** par l'octroi d'une compensation juste et satisfaisante et par les moyens nécessaires **à une réhabilitation aussi complète que possible**.

Les Etats doivent promulguer des textes législatifs reconnaissant le droit à une réparation aux victimes afin de donner effet à l'article 14 de la Convention contre la torture. Ils doivent également prendre en considération les circonstances spécifiques de chaque affaire, et adapter la réparation aux besoins particuliers de la victime et proportionner celle-ci à la gravité des violations commises.

L'objectif principal de la réparation est le rétablissement de la victime dans sa dignité. Cette obligation s'inscrit dans un objectif préventif et sans laquelle l'ensemble des dispositions contenues dans la Convention contre la torture auraient un caractère illusoire<sup>10</sup>.

Bien que la Convention ait marqué une étape primordiale et fondamentale dans la prévention de la torture, elle a été complétée par un Protocole facultatif en vue de prévenir plus efficacement les violations.

<sup>9</sup>Rés CES 663C (XXIV) 1957, amendé Rés CES 2076 (LXII) 13 mai 1977.

<sup>10</sup>Voir APT, La Torture en droit international- Guide de jurisprudence, 2008, à la p. 32.

## 1.2 Le Protocole facultatif à la Convention contre la torture

Le Protocole facultatif à la Convention contre la torture a été adopté le 18 Décembre 2002 (voir Annexe 6) et est entré en vigueur le 22 Juin 2006 après la ratification du 20<sup>ème</sup> Etat. Le Protocole vise à renforcer les obligations spécifiques relatives à la prévention de la torture contenues dans la Convention contre la torture.

### Qu'est-ce qu'un Protocole facultatif ?

**En Mai 2013, 68 Etats étaient parties au Protocole facultatif à la Convention contre la torture et 72 Etats étaient signataires.**

Un protocole facultatif est un texte qui complète un traité international. Il est facultatif car les dispositions qu'il contient ne lient pas automatiquement les Etats qui ont déjà ratifié le traité original. Les Etats peuvent ratifier ou non le Protocole facultatif.

Le Protocole facultatif est le résultat d'un long processus de négociation qui a débuté dès 1980 par une proposition du Costa Rica sur un projet de Protocole facultatif à la Convention contre la torture.<sup>11</sup> Cependant le projet n'a pas été examiné avant 1992, année durant laquelle la Commission des droits de l'homme a décidé de créer un groupe de travail ouvert à tous les Etats membres et chargé de rédiger un nouveau projet prenant pour base le projet costaricien<sup>12</sup>.

Les négociations ont mené à une impasse et n'ont finalement abouti que par l'acceptation d'un texte de compromis qui combinait les éléments du projet du groupe de travail établissant un mécanisme international de visite des lieux de détention et le projet du gouvernement mexicain qui proposait l'obligation pour les Etats d'instituer des mécanismes nationaux de visites des lieux de détention<sup>13</sup>.

### Etat des ratifications : Protocole facultatif à la Convention contre la torture



Etats qui ont signé et ratifié	11
Etats qui ont signé mais pas ratifié	10
Etats qui n'ont pas encore signé ou ratifié	33

<sup>11</sup>Projet de Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, E/CN.4/1409, 8 mars 1980.

<sup>12</sup>Voir Commission des droits de l'homme, Résolution 1992/43, 3 Mars 1992.

<sup>13</sup>Rapport du groupe de travail, E/CN.4/2002/78, 20 Février 2002.

### 1.2.1- Les objectifs du Protocole facultatif

Le Protocole facultatif à la Convention contre la torture est novateur notamment dans les objectifs qu'il tend poursuivre :

#### Un objectif préventif

Le Protocole facultatif se fonde exclusivement sur **une approche préventive basée sur un système de contrôle régulier des lieux de détention**, effectué par des experts, **au niveau international et national**. Le protocole établit un système agissant non pas une fois que la torture ait été commise mais avant que celle ne puisse l'être. L'objectif principal du protocole est la réduction des risques de torture et à terme d'empêcher que tout acte de torture puisse survenir.

#### Un objectif opérationnel

A la différence de la Convention contre la torture, le Protocole facultatif n'est pas conçu pour être un instrument normatif mais au contraire opérationnel. L'ensemble des normes relatives à l'interdiction et à la prévention de la torture établies par la Convention contre la torture confère un cadre juridique fort, fondement indispensable de la lutte contre la prévention.

Le Protocole n'instaure pas de nouvelles dispositions mais a été instauré comme un outil pratique permettant la mise en œuvre effective du cadre juridique établi par la Convention contre la torture, et plus particulièrement quant aux obligations de prévenir la torture.

#### Un objectif coopératif

Le protocole se base sur une approche aussi bien **complémentaire** entre les efforts dans la prévention de la torture menés au niveau international et national que **coopérative** en vue d'aider les Etats parties à mettre en œuvre les mesures préventives par un dialogue soutenu avec les Etats. En effet, le Protocole facultatif, à la différence de la Convention contre la torture, établit ce dialogue constructif non pas par l'examen public des rapports présentés par les Etats parties mais par une coopération étroite à travers une assistance technique et un échange d'information qui est, en outre, régi par une confidentialité.

Afin de garantir ces objectifs, le Protocole facultatif institue deux types de mécanismes : le Sous-comité pour la prévention de la torture et les mécanismes nationaux de prévention.

### 1.2.2 – Les mécanismes établis par le Protocole facultatif

Le projet initial du Protocole ne prévoyait que l'instauration d'un mécanisme international chargé des visites des lieux de détention. L'idée de créer un mécanisme à deux niveaux est née durant la période des négociations sous l'impulsion d'une proposition de la délégation mexicaine qui proposait d'inclure une obligation des Etats de mettre en place des mécanismes nationaux de visites des lieux de détention. Un texte de compromis a finalement été adopté en instaurant un système unique fondé sur deux niveaux : international avec la création du Sous-comité pour la prévention de la torture et national par la mise en place de mécanismes nationaux de prévention.



## Le Sous-comité pour la prévention de la torture (SPT)

L'article 2 du Protocole facultatif instaure la création d'un organe international : le Sous-comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le Sous-comité pour la prévention de la torture a été mis en place le 18 Décembre 2006 et est composé de 10 membres indépendants, puis de **25 membres à partir d'Octobre 2010** suite à la ratification par le 50<sup>ème</sup> Etat<sup>14</sup>.

### • La composition du SPT

Les membres du Sous-comité siègent à titre individuel, agissent en toute indépendance et impartialité (article 5, alinéa 6) et sont choisis « parmi des **personnalités de haute moralité ayant une expérience professionnelle** reconnue dans le domaine de l'administration de la justice, en particulier en matière de droit pénal et d'administration pénitentiaire ou policière, ou dans les divers domaines ayant un rapport avec le traitement des personnes privées de liberté » (article 5, alinéa 2).

En sus des exigences professionnelles, le Sous-comité doit assurer au sein de sa composition une **répartition géographique équitable** (article 5, alinéa 3) ainsi qu'une représentation respectueuse de **l'équilibre entre les sexes** (article 5, alinéa 4) afin d'assurer une plus grande légitimité dans l'exercice de son mandat.

### • Le mandat du SPT

L'article 11 du Protocole facultatif fixe le mandat préventif du Sous-comité à travers deux fonctions principales:

- **Effectuer des visites régulières et inopinées dans les lieux de détention** sans autorisation préalable de l'Etat partie et formuler des recommandations aux Etats parties concernant la protection des personnes privées de liberté (article 11, alinéa 1). Les visites ne sont que le moyen d'évaluer les différents risques de torture, la formulation des recommandations permet quant à elle d'établir un réel dialogue avec les autorités en vue de les assister dans la mise en place de toutes les mesures préventives, y compris les mesures légales et institutionnelles.

Afin de remplir cette fonction, **le Protocole facultatif établit certaines obligations aux Etats parties**. Les Etats parties s'engagent notamment :

- à **recevoir le Sous-comité sur son territoire** (article 12, alinéa 1). Le Sous-comité peut effectuer une visite sans consentement préalable de l'Etat partie mais doit, selon l'article 13, communiquer son programme de visites aux Etats parties.
- à **communiquer au Sous-comité tous les renseignements pertinents** qu'il pourrait demander (article 12, alinéa 2) et en particulier concernant le nombre de personnes se trouvant privées de liberté, le nombre de lieux de détention et leur emplacement ainsi

<sup>14</sup> Protocole facultatif à la Convention contre la torture, Article 5(1). La ratification de la Suisse a permis d'étendre la composition du Sous-Comité à 25 membres.

que tous les renseignements relatifs au traitement de ces personnes et à leurs conditions de détention (article 14, alinéas 1 et 2).

- à lui **autoriser l'accès à tous les lieux de détention et la possibilité de s'entretenir en privé, sans témoins, avec les personnes privées de liberté**(article 14, alinéas 3 et 4).

- **Offrir des avis et une assistance aux Etats parties** pour la mise en place des mécanismes nationaux de prévention **et aux dits mécanismes nationaux** pour évaluer les besoins et les moyens nécessaires afin de renforcer la protection des personnes privées de liberté (article 11, alinéa 2). La fonction consultative du Sous-Comité fait partie intégrante de son mandat préventif et se fonde sur la relation entretenue entre le Sous-comité et les mécanismes nationaux de prévention.

A ce titre, le Sous-comité communique des recommandations à titre confidentiel, un rapport de visite qui peut être publié à la demande de l'Etat et un rapport annuel public (article 16, alinéas 1, 2 et 3).

#### **Le Sous-Comité a effectué une visite au Bénin en Mai 2008.**

Le Bénin a été le deuxième pays africain à recevoir la visite du Sous-comité.

Le rapport du Sous-comité, en date du 17 Juin 2009, ainsi que la réponse de la République du Bénin, en date du 19 Janvier 2011 peuvent être consultés au lien suivant :

[http://www2.ohchr.org/english/bodies/cat/opcat/spt\\_visits.htm](http://www2.ohchr.org/english/bodies/cat/opcat/spt_visits.htm)

### **Les mécanismes nationaux de prévention (MNP)**

Les Etats ayant ratifié le Protocole facultatif ont **l'obligation d'administrer, établir ou de désigner un mécanisme national de prévention**. Aucune forme particulière n'est exigée par le Protocole facultatif mais **les MNP doivent être indépendants** des autorités de l'Etat tant dans l'exercice de leurs fonctions que dans l'indépendance de leur personnel (article 18).

Selon l'article 19 du Protocole facultatif, le mandat des MNP consiste à :

- **effectuer des visites régulières des lieux de détention**
- **faire des recommandations aux autorités compétentes** afin de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- **présenter des propositions** concernant des législations relatives à la prévention de la torture

En Mai 2013, sur les 68 Etats parties au Protocole facultatif, **42 Etats ont officiellement informé de la désignation d'un mécanisme national de prévention**.

Les informations concernant ces mécanismes peuvent être consultées au lien suivant : <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cat/opcat/mechanisms.htm>

*Considérant l'importance particulière que revêtent les mécanismes nationaux de prévention ces derniers seront étudiés de manière plus approfondie dans la seconde partie du guide.*

## 1.3 Autres principales normes internationales

### 1.3.1 - Les normes contraignantes

D'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains interdisent également la torture et autres mauvais traitements contre des groupes spécifiques de personnes considérées comme vulnérables.

- **La Convention relative aux droits de l'enfant** dispose que nul enfant ne doit être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (article 37).
- **La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles** dispose qu'aucun travailleur migrant ou membre de sa famille ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (article 10).
- **Observation n°19 du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes** qui concerne explicitement l'interdiction de la torture à l'encontre des femmes.

### 1.3.2 - Les normes non contraignantes

De nombreuses normes internationales n'ayant pas force obligatoire encadrent également la prévention de la torture et autres mauvais traitements en ce qu'elles établissent des mesures et garanties pour les personnes privées de liberté. Parmi ces principales normes adoptées par les Nations Unies, nous pouvons citer :

- **la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**, adoptée le 9 décembre 1975.
- **l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus**, approuvé les 31 juillet 1957 et 13 mai 1977,
- **le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois**, adopté le 17 décembre 1979,
- **les Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**, adoptés le 18 décembre 1982,
- **l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement**, adopté le 9 décembre 1988,
- **les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires**, adoptés le 15 décembre 1989,
- **Les Règles pour la protection des mineurs privés de liberté**, adoptées le 14 Décembre 1990,
- **Principes relatifs aux moyens d'enquête efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et d'établir la réalité de ces faits**(«Protocole d'Istanbul»), adoptés le 4 Décembre 2000.

## Garanties fondamentales et procédurales aux personnes privées de liberté

Les normes internationales citées au-dessus fixent des garanties fondamentales et procédurales pour les personnes privées de liberté qui contribuent à la réduction concrète et directe du risque de torture et autres mauvais traitements. Cette liste n'est pas exhaustive mais comporte des garanties procédurales majeures.

### ➤ Interdiction des détentions dans des lieux non officiels

La détention dans un lieu non officiel, sans aucun contrôle, est par nature propice à la torture.

- *Principe 6 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires*

### ➤ La tenue d'un registre dans les lieux de détention

La tenue d'un registre est une garantie importante pour les détenus qui permet de pouvoir garantir que les procédures ont été correctement suivies.

- *Article 7 de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus*

### ➤ Enregistrement de tous les interrogatoires

- *Principe 23 de l'Ensemble de principes pour la protection des personnes détenues*

### ➤ Droit d'accès à un médecin

L'accès à un médecin permet de contrôler les conditions sanitaires et physiques de la personne privée de liberté et également de pouvoir détecter tous signes éventuels de torture.

- *Principes 24 de l'Ensemble de principes pour la protection des personnes détenues*
- *Articles 22 et 24 de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus*
- *Article 6 du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois*

### ➤ Droit d'accès à un avocat

L'assistance d'un avocat est une garantie fondamentale qui peut nettement réduire le risque de torture, en particulier durant les interrogatoires.

- *Principes 17 et 18 de l'Ensemble de principes pour la protection des personnes détenues*

### ➤ Droit d'informer les membres de la famille

Le contact avec les proches permet de rompre avec l'isolement qui peut-être propice aux mauvais traitements.

- *Principes 16 et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection des personnes détenues*
- *Article 37 de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus*

### ➤ Séparation des détenus, dans des quartiers différents, en tenant compte de leur sexe, de leur âge, des motifs de leur détention et des exigences de leur traitement.

- *Règles 8, 67, 68 de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus*
- *Règle 29 des Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté*

## 2 Mécanismes internationaux de contrôle

Chacun des traités internationaux encadrant l'interdiction et la prévention de la torture prévoit en son sein la création d'un organe chargé de superviser le respect et la mise en œuvre des obligations spécifiques des traités qui les instituent. En sus de ces mécanismes conventionnels, le Conseil des droits de l'homme a également créé des mécanismes spéciaux en charge de la situation particulière d'un thème sous l'angle des droits de l'homme.

### 2.1 Les mécanismes conventionnels internationaux

Le Comité des droits de l'homme et le Comité contre la torture ont été respectivement créés par le Pacte international relatifs aux droits civils et politiques et par la Convention contre la torture.

#### 2.1.1 - Le Comité des droits de l'homme

Le Comité des droits de l'homme a été **établi par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (article 28)** en vue de surveiller l'application des obligations par les Etats parties. Il est **composé de dix-huit experts indépendants** élus par les Etats parties et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme.

Afin de remplir sa mission, le Comité des droits de l'homme est compétent pour examiner les rapports des Etats et recevoir des communications individuelles.

#### Examen des rapports des Etats

Les Etats parties sont tenus de **présenter un rapport initial au Comité un an après l'entrée en vigueur et les rapports suivants chaque fois que le Comité en fera la demande**, expliquant les mesures que les Etats prennent afin de donner effet aux droits reconnus par le Pacte (article 40). Le Comité examine les rapports et adresse ses observations générales et finales à l'Etat concerné.

#### Etat des rapports soumis par le Bénin

- Rapport initial présenté par le Bénin en Août 2004 (soumis avec plus de 10 de retard)
- 2<sup>ème</sup> rapport attendu depuis 2008.

#### Procédure de communications individuelles

Les Etats ont reconnu, aux termes du Pacte, la compétence du Comité pour **recevoir des communications individuelles** dénonçant une violation par un Etat partie d'un des droits contenus dans le Pacte, incluant ainsi le droit de ne pas être soumise à la torture, ni à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (article 41).

### 3.1.1 - Le Comité contre la torture

Le Comité contre la torture a été **institué par la Convention contre la torture**(article 17) afin de veiller au respect des obligations contenues par la Convention incombant aux Etats parties. Il est **composé dedix experts indépendants** élus par les Etats parties et possédant des compétences reconnues dans le domaine des droits de l'homme.

Dans le cadre de son mandat, le Comité contre la torture est compétent pour examiner les rapports des Etats, pour instituer des enquêtes et recevoir des communications individuelles.

#### Examen des rapports des Etats

Les Etats parties sont tenus de présenter au Comité un **rapport initial un an après avoir adhéré à la Convention et les rapports suivants tous les quatre ans** expliquant les mesures prises afin de mettre en application les obligations de la Convention contre la torture (article 19).

Le Comité examine les rapports et s'entretient avec les délégations de chaque Etat partie afin de clarifier certains éléments fondés sur le rapport et sur des informations supplémentaires qui auraient pu être présentées par des organisations non gouvernementales. A l'issue de l'examen, **le Comité établit des préoccupations éventuelles et des recommandations** sur les mesures à prendre afin de mettre en œuvre les obligations et ainsi, de prévenir la torture.

#### Etat des rapports soumis par le Bénin

- **Rapport initial présenté en Février 2001 soumis avec 7 ans de retard**
- **2<sup>ème</sup> rapport présenté en Avril 2007 soumis avec 8 ans de retard**
- **Le Bénin a encore trois rapports en retard.**

#### Procédure d'enquête

Le Comité est également **compétent pour effectuer des enquêtes confidentielles** s'il reçoit des renseignements crédibles et bien fondés que **la torture est pratiquée systématiquement** dans un Etat partie (article 20). Le Comité **demande à l'Etat concerné de coopérer** en envoyant ses observations et suggestions. Toutes les informations obtenues au cours de ce processus sont confidentielles (article 20, paragraphe 5). Néanmoins, après avoir contacté l'Etat, le Comité peut introduire dans son rapport annuel un compte rendu succinct des résultats obtenus.

#### Procédure de communications individuelles

Le Comité est **compétent pour recevoir des communications individuelles émanant de particuliers** prétendant être victimes d'une violation des droits garanties par la Convention mais **seulement si l'Etat mis en cause a expressément reconnu la compétence du Comité pour examiner ces requêtes** (article 22).

Si la communication est recevable, le Comité invite, tout d'abord, l'Etat concerné à présenter des informations, et émet, par la suite, ses constatations à l'Etat concerné et au particulier et feront l'objet d'une publication dans le rapport annuel du Comité.

## 2.2 Les mécanismes institués par le Conseil des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme, qui a remplacé la Commission des droits de l'homme le 15 Mars 2006, a institué divers mécanismes spéciaux comprenant des Rapporteurs spéciaux, des Groupes de travail ou encore des Comités chargés d'examiner les violations des droits de l'homme sur un thème spécifique. À la différence des mécanismes conventionnels, la compétence de ces mécanismes s'applique à tous les Etats.

Certains d'entre eux ont une importance particulière quant à la prévention de la torture :

- Le Rapporteur spécial sur la torture et les peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Le Rapporteur Spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires
- Le Groupe de travail sur la détention arbitraire
- Le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

### 2.2.1 - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture

En **1985**, l'ancienne Commission des droits de l'homme a nommé un rapporteur spécial **chargé d'examiner toutes les questions relatives à la torture**<sup>15</sup>. Le mandat du rapporteur spécial comprend trois fonctions principales :

#### Procédure de communications aux Etats

Le Rapporteur peut **adresser aux Etats des communications** sur la base d'informations bien fondées émanant d'individus ou d'organisations non gouvernementales qui allégueraient de **cas présumés de torture** ou de mauvais traitements. Après avoir été adressé aux Etats concernés, ces derniers sont tenus de répondre sur ces accusations. Dans son rapport annuel, le Rapporteur présente les communications reçues et envoyées pendant l'année.

#### Appels urgents aux Etats

Le rapporteur peut **adresser des appels urgents** requérant aux Etats de **répondre en urgence aux informations selon lesquelles une personne peut être en danger de torture**.

#### Procédure des visites d'établissement des faits

Le rapporteur spécial peut entreprendre une visite afin d'établir des faits de torture ou de mauvais traitements si et seulement si l'Etat lui a envoyé une invitation à cet effet.

Lors de cette visite, le Rapporteur peut s'entretenir avec des fonctionnaires, des ONG ou des victimes et peut également accéder aux lieux de détention. Il émet par la suite un rapport de visite contenant des recommandations.

**Depuis 2010, le Rapporteur spécial sur la torture est M. Juan Mendez (Argentine).**

**Le Bénin n'a pas fait l'objet de visite du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture.**

<sup>15</sup> Commission des droits de l'homme, Résolution 1985 /33, 13 Mars 1985.

## 2.2.2 - Autres mécanismes thématiques

D'autres mécanismes thématiques ont une incidence particulière sur les questions liées à la prévention de la torture. Dans le cadre de leur mandat spécifique, ils ont des fonctions similaires à celles du Rapporteur spécial sur la torture : transmission d'appel urgents et de communications et effectuer des visites et enquêtes sur demande des Etats.

- **Le Rapporteur Spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires** a été institué en 1982 par la Commission des droits de l'homme<sup>16</sup>. Il a pour mandat **d'intervenir dans tous les cas de violation du droit à la vie**, et notamment les décès résultant de tortures durant la détention.
- **Le Groupe de travail sur la détention arbitraire**, composé de cinq experts indépendants a été institué en 1991 par la Commission des droits de l'homme<sup>17</sup>. Il a pour mandat **d'enquêter sur les cas de détention imposés arbitrairement** ou de toute manière incompatible avec les normes internationales pertinentes.
- **Le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences** a été institué en 1994 par la Commission des droits de l'homme<sup>18</sup>. Il a pour mandat de recueillir et d'analyser un vaste ensemble de données et de recommander des mesures visant à éliminer la violence à l'égard des femmes.

## 3.1.2 - Examen périodique universel (EPU)

L'EPU est un mécanisme qui a été créé en 2008 mené par les Etats sous les auspices du Conseil des droits de l'homme. Il consiste, sous forme de dialogue entre la délégation de l'Etat examiné, les membres du conseil et les autres Etats, à passer en revue les pratiques et mesures prises par l'Etat sur des sujets liés aux droits de l'homme pouvant inclure la torture et les autres formes de mauvais traitements.

L'objectif de ce mécanisme est de rappeler aux Etats leurs responsabilités quant au respect et la mise en œuvre de leurs obligations relatives aux droits de l'homme. Les ONG peuvent soumettre des rapports en vue de l'examen périodique universel d'un Etat.

Le premier examen périodique universel concernant le Bénin a eu lieu le 7 Mai 2008  
et le second examen a eu lieu le 25 Octobre 2012.

Le rapport final établi peut être consulté au lien suivant :

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/BJSession14.aspx>

<sup>16</sup> Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 1982/29, 11 Mars 1982.

<sup>17</sup> Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 1991/42, 5 Mars 1991.

<sup>18</sup> Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Résolution 1994/45, 4 Mars 1994.



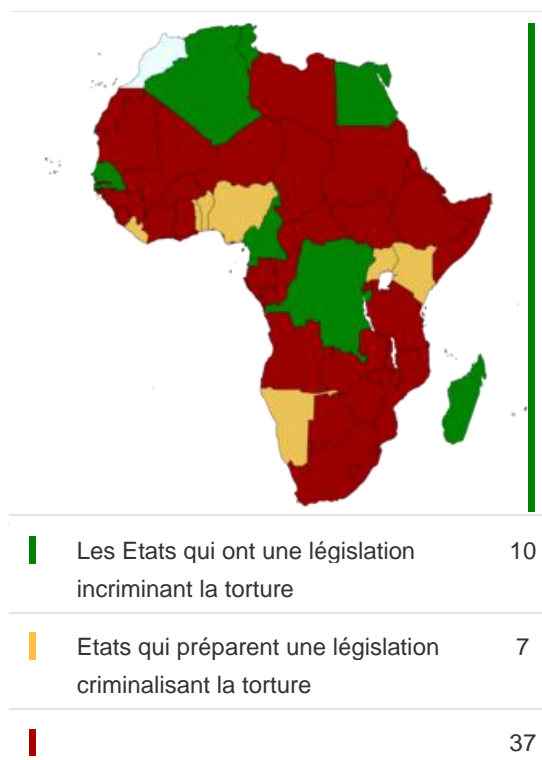
## Chapitre 2 - La prévention de la torture dans le système africain des droits de l'homme

A l'instar de nombreux autres systèmes régionaux des droits de l'homme, et face à une persistance criante des actes de torture, **le système africain s'est doté au fil du temps de nombreux mécanismes régionaux relatifs à l'interdiction et à la prévention de la torture en Afrique**. Ces mécanismes incluent notamment des **textes juridiques régionaux** contraignants relatifs à la prévention de la torture ainsi que **des organes de contrôle** chargé de rendre effectives les normes pertinentes.

### Criminalisation de la torture en Afrique

Malgré les efforts internationaux, régionaux et nationaux, la torture serait encore présente sur tous les continents et plus d'un pays sur deux pratiquerait encore la torture en 2013. L'Afrique, où la pratique de la torture reste une réalité préoccupante, enregistrait le plus grand nombre de cas de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en 2007.

En Afrique, la torture trouve un terrain fertile en raison des discriminations, de la situation des conflits, de l'absence des garanties procédurales fondamentales et de l'impunité des auteurs d'actes de torture. Parmi les 42 Etats africains signataires de la Convention contre la torture, seulement 10 ont adopté une législation spécifique criminalisant la torture.



# 1 Mes juridiques relatives à la prévention de la torture en Afrique

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, en tant que convention internationale à portée régionale, est le premier instrument régissant la protection des droits de l'homme sur le continent africain. La Charte a été adoptée en juin 1981 à Nairobi au Kenya, et est entrée en vigueur le 21 octobre 1986.

En tant qu'instrument de protection des droits de l'homme, la Charte africaine a également consacré l'interdiction absolue de la torture.

## 1.1 La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

S'inspirant de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et à l'instar de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres traitements dégradants, la Charte africaine consacre l'inviolabilité de la personne humaine, et ses corolaires, les droits à la vie et au respect de l'intégrité physique et morale de la personne<sup>19</sup>.

Pour compléter l'inviolabilité de la personne humaine, la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples consacre l'interdiction de la torture en son article 5, tel que suit :

### ARTICLE 5

Charteafricaine des droits de l'homme – article 5

**« Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine et à la reconnaissance de sa personnalité juridique. Toutes formes d'exploitation et d'avilissement de l'homme notamment l'esclavage, la traite des personnes, la torture physique ou morale, et les peines ou les traitements cruels inhumains ou dégradants sont interdites »**

Cet article 5 consacre, tout comme la Convention internationale contre la torture, le **principe absolu de l'interdiction de la torture**. Ainsi, aucunes circonstances ne permettent de déroger à ce principe en vertu de la Charte africaine.

Cette interdiction est renforcée et complétée par les articles 6 et 7 de la Charte consacrant respectivement le droit à la liberté et à la sécurité de sa personne et les garanties de procès équitable.

<sup>19</sup> Art 4 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

La Charte africaine a été complétée par deux protocoles :

- **Protocole à la Charte Africaine portant création d'une Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples**, adopté le 9 Juin 1998 et entré en vigueur le 25 Janvier 2004.
- **Protocole à la Charte africaine relatif aux droits des femmes en Afrique**, adopté le 12 juillet 2003 et entré en vigueur le 25 novembre 2005.

Ce protocole complète notamment l'article 5 de la Charte africaine en traitant des aspects de la torture et des mauvais traitements qui affectent spécifiquement les femmes : le droit à la dignité (article 3), les droits à la vie, l'intégrité et la sécurité de la personne (article 4) et l'élimination des pratiques néfastes (article 5) .

### Etat des ratifications des principaux instruments juridiques africains



#### **Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples**

**53** Etats avaient ratifié la Charte en 2013.

Seul le Soudan du Sud n'a ni signé ni ratifié la Charte.

**Ratifiée par le Bénin le 20 Janvier 1986**

#### **Protocole à la Charte Africaine portant création d'une Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples**

**24** Etats ont ratifié le protocole en 2013

**25** Etats ont signé mais pas ratifié

**5** Etats ont ni ratifié ni signé

**Signé par le Bénin le 09 Juin 1998**

#### **Protocole à la Charte africaine relatif aux droits des femmes en Afrique**

**28** Etats ont ratifié le protocole en 2013

**18** Etats ont signé mais pas ratifié

**8** Etats ont ni ratifié ni signé

**Ratifié par le Bénin en Septembre 2005**

Consciente de la difficulté de mettre en œuvre les obligations internationales et africaine relatives à l'interdiction et à la prévention de la torture, la Commission a adopté la résolution sur les lignes et mesures d'interdiction et de prévention de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

## 1.2 Les Lignes directrices de Robben Island

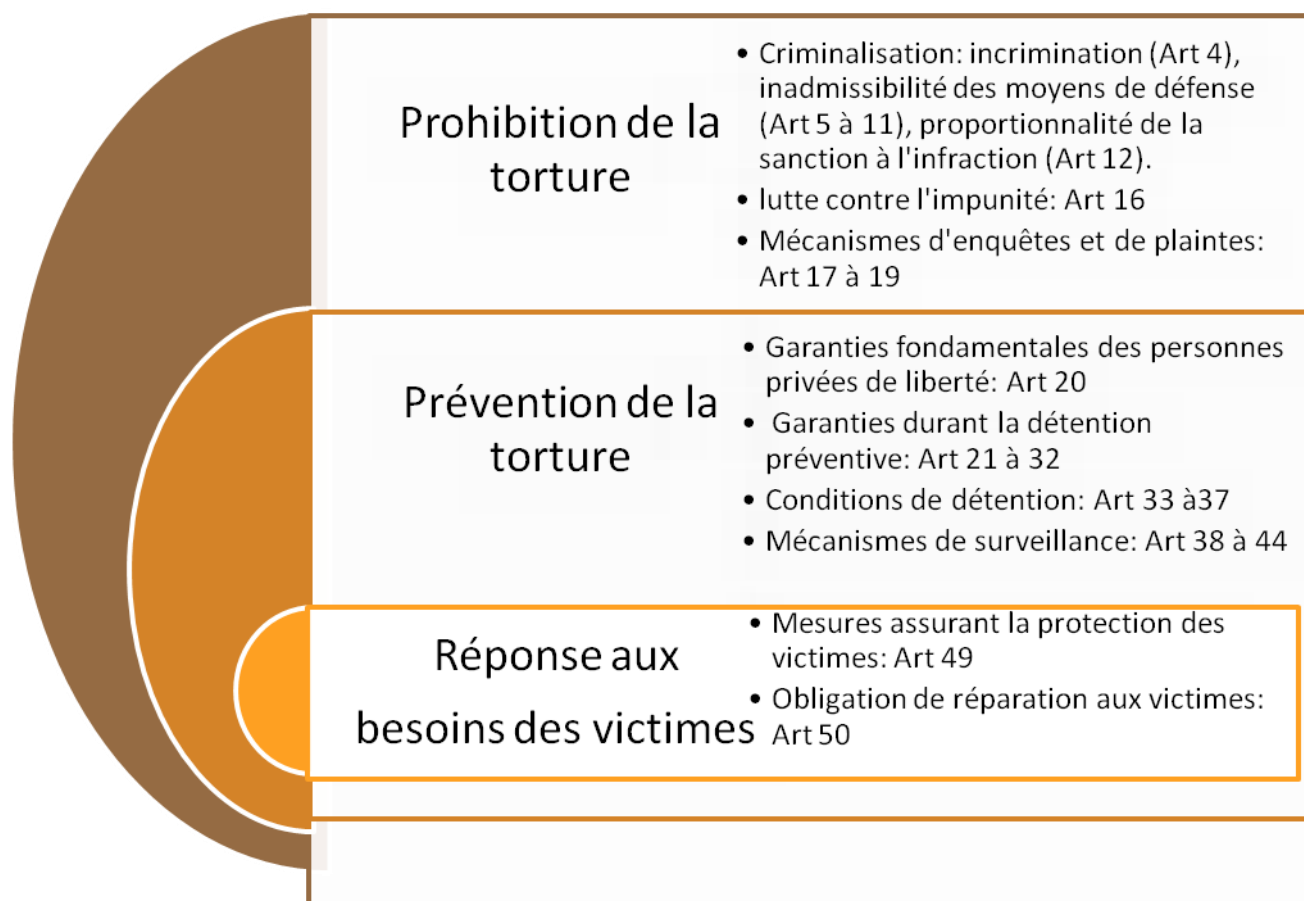
Les Lignes directrices et Mesures d'Interdiction et de Prévention de la Torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, aussi appelées Lignes directrices de Robben Island, ont été **adoptées par une résolution de la Commission africaine en octobre 2002**, et ont été approuvées par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en 2003.

S'inspirant de la condamnation universelle de la torture dans les textes internationaux, les lignes directrices de Robben Island édictent une condamnation absolue, universelle et non-dérogeable.

### 1.2.1 - Objectifs des Lignes directrices de Robben Island

Ces lignes directrices ont pour objectif « **d'aider les Etats à accomplir leurs obligations nationales, régionales et internationales pour un renforcement effectif et une mise en œuvre de la prohibition et de la prévention de la torture** »<sup>20</sup>.

L'Etat doit sanctionner, prévenir et réparer. Les lignes directrices sont divisées en **trois parties complémentaires**:



<sup>20</sup> Lignes directrices et Mesures d'Interdiction et de Prévention de la Torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

### 1.2.2 - Les garanties pour les personnes privées de liberté

Toute décision de privation de liberté devrait être encadrée par un certain nombre de garanties fondamentales qui seront appliquées dès le début de la détention.

#### Qu'est-ce qu'une garantie fondamentale ou procédurale ?

Ce sont des droits ou des mesures concrètes qui contribuent à la réduction du risque de torture et de mauvais traitements dans les lieux de détention.

**Les garanties fondamentales** dès lors qu'une personne est privée de liberté par les autorités publiques, prévues à l'**article 20**, sont:

- a) Le droit à ce qu'un membre de la famille ou toute autre personne appropriée soit informée de la détention ;
- b) Le droit à un examen par un médecin indépendant ;
- c) Le droit d'accès à un avocat ;
- d) Le droit de la personne privée de liberté d'être informée des droits ci-dessus dans une langue qu'elle comprend.

**Les garanties procédurales** s'appliquent au cours des différentes phases de détention, notamment dans la phase de détention préventive, c'est-à-dire la détention en attente d'un procès. Ces garanties incluent:

- l'interdiction des lieux de détention non-autorisés : article 23
- l'interdiction de la détention au secret : article 24
- l'information immédiate des charges au moment de son arrestation (article 26) et de sa détention (article 25)
- le déferrement sans délai devant une autorité judiciaire : article 27
- la tenue d'un procès-verbal de tous les interrogatoires indiquant l'identité des personnes présentes, et si possible un enregistrement audio ou vidéo : article 28
- la tenue d'un registre officiel tenu à jour dans les lieux de détention : article 29
- le droit de contester la légalité de la détention : article 32

**Les conditions de détention** peuvent constituer en soi une violation de ces dispositions. Les mesures préconisées imposent notamment de:

- séparer les personnes en détention préventive des personnes reconnues coupables : article 35
- séparer les jeunes, les femmes et toute autre personne appartenant à un groupe vulnérable dans des locaux appropriés : article 36

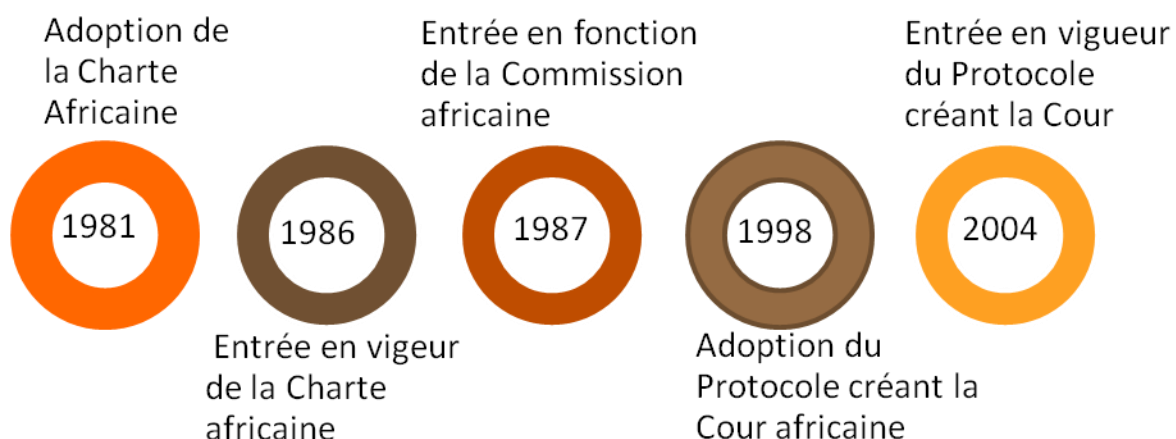
## 2

## organes régionaux africains de contrôle

Jusqu'à l'entrée en vigueur en janvier 2004 du Protocole à la Charte africaine portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, la **Commission africaine était le seul organe de contrôle du respect des dispositions de la Charte africaine**. Elle était, par conséquent, seule compétente, au niveau régional, pour contrôler le respect du droit à ne pas être soumis à la torture et aux autres formes de mauvais traitements.

La Cour africaine a été créée principalement afin de compléter les fonctions de protection des droits de l'homme conférées à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Depuis le 25 Janvier 2004, la **Cour africaine des droits de l'homme est donc également compétente pour connaître les violations du droit à ne pas être soumis à la torture** et aux autres formes de mauvais traitements.

En vue de la mise en œuvre effective des droits de l'homme, la **Commission africaine a également créé des mécanismes subsidiaires**. Certains de ces mécanismes visent directement à rendre plus efficace la mise en œuvre des normes relatives à l'interdiction et la prévention de la torture et autres traitements cruels. Ces mécanismes, tels que les rapporteurs spéciaux et les comités, permettent notamment de pouvoir traiter plus spécifiquement de certains sujets de préoccupation relative à la prévention de la torture en Afrique.



## 2.1 La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

La Commission africaine est un organe régional permanent qui est **entré en fonction le 2 novembre 1987**. Elle siège en Gambie et se réunit en session ordinaire deux fois par an. Elle est **composée de 11 membres** siégeant à titre personnel et indépendant, élus pour une durée de 6 ans renouvelable.

L'**article 30** de la Charte africaine **prévoit la création d'une Commission des Droits de l'Homme et des Peuples** et établit que la Commission a un double **mandat de promotion et de protection des droits de l'Homme** sur le continent africain. L'article 45 précise qu'elle doit :

- (i) promouvoir le respect de la Charte,
- (ii) assurer la protection des droits et des libertés fondamentales contenus dans la Charte,
- (iii) interpréter toute disposition de la Charte, notamment en faisant des recommandations pour son application.

Dans le cadre de son mandat de protection des droits de l'homme, la Commission veille à ce que les États ne violent pas les droits et libertés reconnus par la Charte africaine et, s'ils le font, à ce que les victimes soient réhabilitées dans leurs droits.

A cette fin, l'**article 49** de la Charte établit **une procédure de communication et une procédure d'examen des rapports**.

### 2.1.1 - Procédure de communication

Les communications **peuvent être introduites par**:

- **un Etat** qui estime qu'un autre Etat partie a violé une ou plusieurs dispositions de la Charte : article 48 et 49 de la Charte.
- **des individus ou des organisations** qui estiment qu'un Etat Partie a violé une ou plusieurs dispositions de la Charte : article 55 de la Charte.

**Qu'est-ce qu'une communication ?**

Le terme « **communication** » désigne le document déposé par un Etat partie, une ONG ou un individu alléguant des violations des dispositions de la Charte africaine par un Etat partie.

**Les allégations de torture et d'autres mauvais traitements commis en violation de la Charte africaine peuvent être soumises par le biais d'une communication individuelle ou d'une communication entre Etats.**

## Conditions requises pour présenter une communication

Pour être recevable par la Commission africaine, une communication individuelle doit respecter les 7 conditions de recevabilité de l'article 56.

### Conditions de recevabilité d'une communication individuelle

#### Article 56 de la Charte

- **indiquer l'identité de son auteur, nationalité, profession, adresse et signature** même si celui-ci demande l'anonymat.  
Si une personne souhaite garder l'anonymat, elle doit l'indiquer et la communication est enregistrée sous une forme anonyme. L'auteur n'a pas à expliquer les raisons pour lesquelles il souhaite garder l'anonymat. S'il s'agit d'une ONG, les noms de ses représentants doivent être indiqués. Le nom et l'adresse facilitent aussi la correspondance entre le plaignant et la Commission;
- **invoquer les dispositions de la Charte Africaine** et/ou les principes contenus dans la Charte supposés avoir été violés ;
- **ne pas contenir des termes outrageants ou insultants** à l'égard de l'Etat mis en cause, de ses institutions ;
- **viser des faits dont l'auteur de la communication est capable d'établir la véracité.** Les auteurs des communications doivent présenter les faits avec précision, en joignant, si possible, les pièces pertinentes, et en évitant d'invoquer des allégations en termes vagues ;
- **être postérieure à l'épuisement des recours internes** s'ils existent, à moins qu'il ne soit manifeste à la Commission que la procédure de ces recours se prolonge d'une façon anormale, par des ajournements multiples et indus ;
- **être introduite dans un délai raisonnable** après l'épuisement des recours internes.
- **ne doit pas concerner un cas qui a déjà été réglé** par un autre organe international de défense des droits de l'homme, notamment les organes des Nations unies de l'OUA.

***Point de vigilance : pour les communications interétatiques, des règles particulières sont prévues aux articles 48 à 53 de la Charte Africaine et aux articles 93 à 101 du Règlement intérieur de la Commission Africaine.***



## Examen au fond des Communications

Si la Commission se déclare saisie alors **l'Etat concerné est informé des allégations** portées à son encontre et il peut être **invité à soumettre ses commentaires ou observations**. L'Etat partie doit donner des réponses précises et des preuves suffisantes pour réfuter valablement les allégations.

L'examen des arguments des parties se fait **à la lumière des dispositions de la Charte africaine ainsi que des autres règles internationales des droits de l'homme**.

**En cas de situation d'urgence, la Commission peut prononcer des mesures provisoires<sup>21</sup>**. Elle demande alors à l'Etat concerné de n'entreprendre aucune action susceptible de causer un préjudice irréparable à la victime, en attendant la décision finale de la Commission sur ce cas.

## Recommandations de la Communication

Si la Commission établit qu'il y a eu violation d'une ou de plusieurs dispositions de la Charte, elle fait des recommandations à l'Etat partie. Ces recommandations demandent à l'Etat d'agir pour remédier à la situation et, le cas échéant, réparer le dommage de la victime.

## Suivi des recommandations

Il n'existe pour l'instant **aucune procédure en vue du suivi des recommandations** hormis les lettres de rappel. Comme la Commission est un organe quasi-juridictionnel, ses recommandations n'ont pas de force juridique contraignante.

Une communication doit être écrite et adressée au secrétariat de la Commission ou à son président. Il n'y a pas de forme stricte pour la présenter mais elle doit comprendre toutes les informations pertinentes sur le cas (voir Annexe 3 sur les Lignes directrices de présentation d'une communication).

**Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples**  
**P. O. Box 673**  
**Banjul, Gambie**

<sup>21</sup> Communication 269/03, INTERIGHTS (au nom de Safia Yakubu Husaini et al) / Nigéria, Vingtième Rapport d'activités. Le 6 février 2002, le Président de la Commission africaine a lancé un appel urgent au Président de la République fédérale du Nigéria en lui demandant respectueusement de surseoir à l'application des décisions et dispositions pénales de la Charia aussi bien qu'aux condamnations y relatives, notamment l'affaire Mme Safiya YAKUBU, en attendant les conclusions de l'examen des plaintes introduites auprès de la Commission africaine. De même Affaire 137/94-139/94-154/96-161/97, International PEN, Constitutional Rights, Interights au nom de Ken SARO-WIWA Jr. t Civil Liberties Organisation / Nigéria.

## 2.1.2- Procédure des rapports des Etats

L'article 62 de la Charte prévoit que **tous les deux ans, les Etats parties à la Charte doivent présenter des rapports** «sur les mesures d'ordre législatif ou autre, prises en vue de donner effet aux droits et libertés reconnus et garantis dans la présente Charte ».

### Objectifs des rapports des Etats

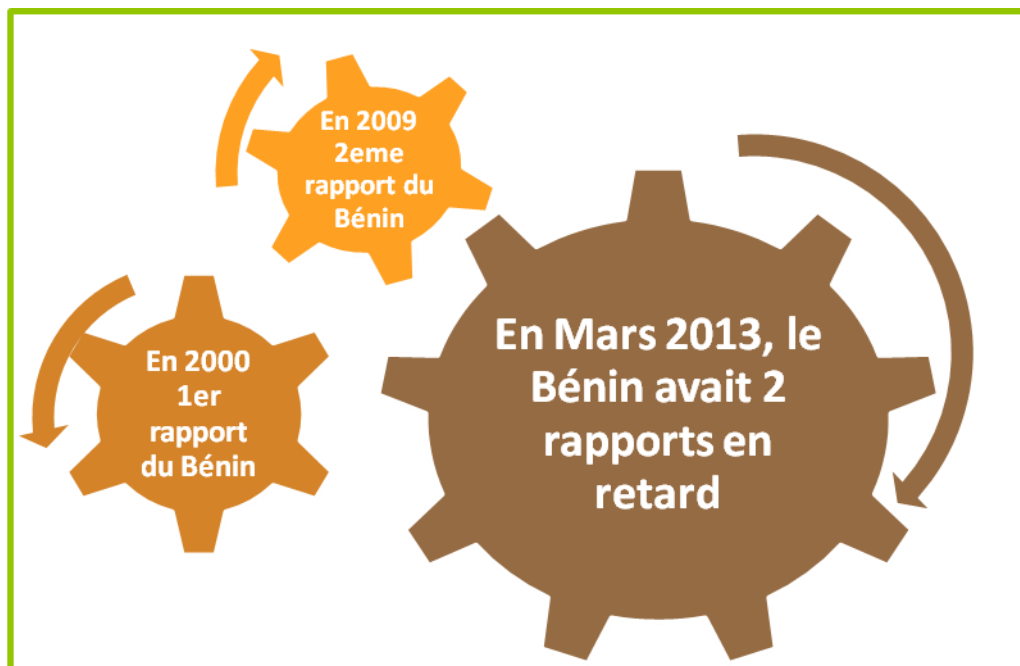
L'un des objectifs majeurs de la procédure d'examen des rapports des Etats par la Commission est de **créer un cadre de dialogue constructif entre la Commission et les Etats** pouvant être utilisé pour **renforcer les mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme et des peuples**.

### Avantages des rapports des Etats

La Commission souligne que les avantages desdits rapports sont triples :

- (i) **surveiller la mise en œuvre de la Charte** en donnant à « la Commission une meilleure compréhension des problèmes rencontrés par les Etats dans leurs efforts de concrétisation de la Charte », et « proposer des mesures qui peuvent être prises pour résoudre ces problèmes et promouvoir une mise en œuvre effective de la Charte »,
- (ii) **identifier les difficultés** afin de permettre une collaboration entre l'Etat et la Commission « pour diagnostiquer les problèmes et trouver les solutions adéquates »,
- (iii) **échanger des informations** entre Etats « afin que ces derniers puissent apprendre les uns des autres ».

### Etat des rapports présentés par le Bénin



L'Etat des rapports des Etats peut être consulté sur le site de la Commission africaine en suivant le lien suivant : <http://www.achpr.org/fr/states/>

## 2.2 La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

La Cour est **composée de onze juges** élus à titre individuel pour un **mandat de six ans renouvelable** et sélectionnés parmi « des juristes jouissant d'une très haute autorité morale, d'une compétence juridique, judiciaire ou académique reconnue dans le domaine des droits de l'homme et des peuples ».

### 2.2.1 - Quel est le mandat de la Cour ?

Protocole portant

Protocole portant création de la Cour africaine  
Article 2

**La Cour complète les fonctions de protection que la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples a conférées à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.**

### 2.2.2- Quelles sont les Compétences de la Cour ?

La Cour est compétente principalement pour connaître de toutes les affaires et de tous les différends dont elle est saisie **concernant l'interprétation et l'application de la Charte, du Protocole et de tout autre instrument pertinent relatif aux droits de l'homme et ratifié par les Etats concernés**.

### 3.1.3 - Qui peut saisir la Cour ?

- **La Commission africaine (article 5 alinéa 1 du Protocole):**
  - en cas de **graves violations des droits de l'Homme** portées à sa connaissance commises par un Etat partie au Protocole de la Cour
  - en cas d'**inexécution par un Etat** d'une mesure provisoire ou de la décision au fond décidée par la Commission au titre d'une communication
- **Les Etats parties (article 5 alinéa 1 du Protocole) :**
  - Etat partie qui a saisi la Commission
  - Etat partie contre qui une plainte a été déposée devant la Commission
  - l'Etat partie dont le ressortissant est victime d'une violation des droits de l'homme
- **Les organisations intergouvernementales africaines (article 5 alinéa 1 du protocole)**
  - L'Union Africaine
  - Les communautés économiques régionales

### ➤ Les individus et les ONG

- peuvent **saisir la Cour directement** (article 5 alinéa 3). Les individus et les ONG ayant le Statut d'observateur auprès de la Commission africaine peuvent saisir directement la Cour **si l'Etat concerné par la plainte a fait une déclaration au titre de l'Article 34 (6)** du Protocole reconnaissant la compétence de la Cour pour l'examen de telles communications.
- peuvent **saisir la Cour indirectement** en présentant une communication individuelle à la **Commission qui peut alors saisir la Cour en cas de graves violations ou d'inexécution** d'une mesure provisoire ou des décisions au fond par un Etat partie au Protocole

#### POINT DE VIGILANCE

**En Avril 2013, seuls le Burkina Faso, le Ghana, la Malawi, le Rwanda et la Tanzanie avaient fait une déclaration acceptant la compétence de la Cour permettant ainsi aux individus de saisir directement la Cour Africaine.**

### 2.2.4 - La Cour peut-elle prononcer des mesures conservatoires ?

Lorsqu'elle est saisie d'une requête, la Cour africaine peut décider de prononcer, de sa propre initiative ou à la demande des parties, des mesures conservatoires des droits à titre provisoire (article 27 du Protocole).

#### **Affaire Commission africaine contre Libye<sup>22</sup>**

##### **Ordonnance portant mesures conservatoires**

Afin d'éviter un préjudice irréparable aux personnes faisant l'objet de la requête, la Cour a invité l'Etat à s'abstenir immédiatement de tout acte qui pourrait provoquer des pertes en vies humaines ou constituer une atteinte à l'intégrité physique des personnes en violation de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ou des autres instruments internationaux des droits de l'homme auxquels la Libye est partie.

<sup>22</sup> Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Requête 002/2013, Ordonnance portant mesures conservatoires.

## 2.3 Les mécanismes subsidiaires du système africain

### 2.3.1 - Rapporteur Spécial sur les Prisons et les Conditions de détention

La fonction de Rapporteur Spécial sur les prisons et les conditions de rétention a été créée par la Commission africaine en 1996. Le Rapporteur Spécial est **habilité à examiner la situation des personnes privées de liberté dans les territoires des États parties à la Charte Africaine et a donc un rôle très important dans la problématique de la torture et de sa prévention**. Le mandat du Rapporteur Spécial consiste notamment à :

- examiner l'état des conditions de détention en Afrique et faire des recommandations ;
- examiner la législation pertinente et leur mise en œuvre dans les États parties ;
- formuler des recommandations à la demande de la Commission, sur les communications qui ont été déposées ;
- proposer des mesures d'urgence appropriées ;
- préparer un rapport annuel et des rapports par pays.

Sur invitation des gouvernements et généralement à la demande du Rapporteur Spécial lui-même, ce dernier peut entreprendre **une mission sur le terrain**. Le Rapporteur spécial rencontre les autorités, les représentants des institutions, les ONG et se rend dans les lieux de détention. Les rapports sur ces missions mentionnent les mesures prises par le gouvernement ainsi que les recommandations du rapporteur Spécial. Depuis 1997, **plus de 20 missions ont eu lieu**.

**En 1999, le Bénin a reçu la visite du Rapporteur Spécial sur les prisons et les conditions de détentions.**

Le rapport est disponible au lien suivant :

<http://www.achpr.org/fr/states/benin/missions/prisons-1999/>

### 2.3.2 - Rapporteur Spécial sur les Droits des Femmes

Le Rapporteur Spécial a été établi par la Commission africaine en 1998, en reconnaissance de la nécessité de mettre un **accent particulier sur les problèmes et les droits spécifiques aux femmes en Afrique**. Le mandat du Rapporteur Spécial consiste notamment à :

- lorsqu'approprié, rédiger des résolutions sur la situation de la femme dans les divers pays africains et les proposer aux membres de la Commission pour adoption.
- définir des lignes directrices pour l'élaboration de rapports d'Etat, afin d'amener les États membres à mieux traiter les questions relatives aux droits de la femme dans leurs rapports périodiques et/ou initiaux soumis à la Commission africaine.

### 2.3.3 - Groupe de travail sur la Peine de mort et les Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Afrique.

La Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples a adopté en 2005 le mandat du Groupe de travail sur la peine de mort. Le mandat du Groupe de travail consiste notamment à :

- élaborer davantage un Document de conception sur la peine de mort en Afrique ;
- développer des Plans stratégiques, y compris un cadre pratique et juridique sur l'abolition de la peine de mort ;
- collecter des informations et continuer de suivre la situation de l'application de la peine de mort dans les Etats africains ;

### 2.3.4 - Comité pour la Prévention de la Torture en Afrique

Pour garantir la mise en œuvre effective de la prohibition et de la prévention de la torture, la Commission a créé le **Comité desuivi de la mise en œuvre des Lignes directrices de Robben Island en 2004**. Chargé de promouvoir et de faciliter la mise en œuvre effective des Lignes directrices de Robben Island au sein des Etats Parties, ledit Comité a été **rebaptisé en Comité pour la Prévention de la Torture en Afrique** afin de lier explicitement son nom à son mandat de prévention de la torture.

Le mandat du Comité consiste notamment à :

- Organiser, avec le soutien d'autres partenaires intéressés, des séminaires pour diffuser les Lignes directrices de Robben Island auprès des acteurs nationaux et internationaux ;
- Développer et proposer à la Commission africaine des stratégies de promotion et de mise en œuvre des Lignes directrices de Robben Island au niveau national et régional ;
- Promouvoir et faciliter la mise en œuvre des Lignes directrices de Robben Island au sein des Etats Membres ;
- Faire rapport à la Commission sur l'état de la mise en œuvre des Lignes directrices de Robben Island.

**En 2009, le Comité pour la prévention de la torture en Afrique a rendu visite au Bénin pour une mission de promotion pour la mise en œuvre des Lignes directrices de Robben Island et a organisé des séminaires pour les responsables de la sécurité et les autres parties intéressées.**

## Chapitre 3 - La prévention de la torture dans le système juridique béninois

L'**article 147 de la Constitution**<sup>23</sup> réaffirme la supériorité des traités internationaux sur les lois en disposant que *«les traités ou accords régulièrement ratifiés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois»*. De plus, le **préambule de la Constitution** *«réaffirme [l'] attachement aux principes de la démocratie et des Droits de l'Homme, tels qu'ils ont été définis par la Charte des Nations Unies de 1945 et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (...), et dont les dispositions font partie intégrante de la présente Constitution et du droit béninois et ont une valeur supérieure à la loi interne»*.

Par conséquent, les juridictions nationales, notamment judiciaires, doivent faire prévaloir les traités sur toute loi nationale contraire, que cette loi soit antérieure ou postérieure au traité international.

Ainsi, **en matière de prévention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, les différentes dispositions des traités internationaux et régionaux auxquels le Bénin est partie doivent trouver un écho dans les lois nationales** (administratives, pénales et constitutionnelles).

### Convention contre la torture et peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Ratification par le Bénin : **12 Mars 1992** Entrée en vigueur : **12 Avril 1992**

Les **articles 2 et 16** font obligation à tout Etat Partie de prendre des mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants soient commis dans tout territoire sous sa juridiction.

### Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Ratification par le Bénin : **20 Septembre 2006** Entré en vigueur : **20 Octobre 2006**

L'**article 1** dispose que *«le Protocole a pour objectif l'établissement d'un système de visites régulières, effectuées par des organismes internationaux et nationaux indépendants, sur les lieux où se trouvent des personnes privées de liberté, afin de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants »*.

<sup>23</sup>Loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin.

# 1 Interdiction de la torture au niveau constitutionnel

L'article 8 de la Constitution béninoise consacre le principe d'inviolabilité de la personne humaine, assorti de l'obligation absolue de l'Etat de respecter et de protéger la personne humaine qui, selon l'article 15, a « le droit à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité de sa personne ».

## 1.1 Le principe de l'interdiction de la torture

Le principe de l'interdiction de la torture, des sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est consacré par l'article 18 de la Constitution.

Constitution

Constitution de la République du Bénin

Art 18

**« Nul ne sera soumis à la torture, ni à des sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».**

L'effectivité du principe est assurée par l'article 19 qui prévoit la mise en place de sanctions applicables en cas de violation de l'interdiction de la torture. Cet article est d'application très large en ce qu'il sanctionne la commission de tels actes (i) qu'ils soient commis par des agents de l'Etat ou (ii) par toute personnes privées ou publiques et (iii) que lesdits actes soient commis dans le cadre de l'exercice de fonction ou non.

Par conséquent et selon l'alinéa 1 de l'article 19, « tout individu, tout agent de l'Etat qui se rendrait coupable d'acte de torture, de sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soit de sa propre initiative, soit sur instruction, sera puni conformément à la loi ». L'article 19 va plus loin en visant les actes ordonnés par l'Etat et en érigeant en norme constitutionnelle le devoir de désobéissance en disposant que « tout individu, tout agent de l'Etat est délié du devoir d'obéissance, lorsque l'ordre reçu constitue une atteinte grave et manifeste au respect des droits de l'homme et des libertés publiques ».

### 1.1.1 - La consécration d'un principe d'interdiction absolue

Servant de cadre de référence en matière de protection des droits de l'Homme, la Constitution, par son article 34, fait du respect de « l'ordre constitutionnel établi, ainsi que les lois et règlements de la République » « un devoir sacré » qui s'impose « tout citoyen béninois, civil ou militaire » ; et ce « en toutes circonstances »<sup>24</sup>.

<sup>24</sup> Article 34 de la Constitution.



Cet article 34 fait écho à l'article 19 en insistant sur le caractère universel de ces dispositions qui visent aussi bien les civils que les militaires et en précisant qu'aucune circonstance ne permet de déroger à ce devoir sacré.

## **1.2 La Cour Constitutionnelle : organe de protection et de promotion des droits de l'homme**

Le respect de la Constitution est assuré par la Cour Constitutionnelle béninoise qui en est la gardienne, et qui donc *«garantit les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques»<sup>25</sup>*.

Le contrôle de constitutionnalité opéré par la Cour Constitutionnelle est d'autant plus opérant que les conditions de saisine de la Cour permettent un très large accès à la juridiction :

- (i) la Cour peut s'autosaisir et se prononcer sur la constitutionnalité de tout texte de loi censé porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne humaine et aux libertés publiques (article 121 de la Constitution),
- (ii) la Cour peut être saisie par les autorités publiques (article 121 de la Constitution), et surtout
- (iii) la Cour peut être saisie par *« tout citoyen »* (article 122 de la Constitution).

Ces garanties procédurales sont optimisées par le rôle actif des juges constitutionnels béninois qui promeuvent la protection des droits de l'homme en précisant certains principes ou en créant de nouveaux principes<sup>26</sup> lors du contrôle de constitutionnalité.

### **1.2.1 - Définition des traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La Cour Constitutionnelle a défini les notions de traitements cruels, inhumains et dégradants en considérant qu'ils *« s'apprécient non seulement en fonction de leur effet sur l'état physique ou mental de l'individu, mais également au regard de leur durée, de leur caractère délibéré et des circonstances dans lesquelles ils ont été infligés »<sup>27</sup>*.

En outre, elle a précisé que le respect de la dignité humaine interdit *« l'usage de la contrainte, des pressions, et tous actes de violence caractérisés, provoquant chez la victime des souffrances physiques ou mentales, ou aboutissant à une désintégration de sa personnalité ou l'anéantissement de sa volonté »*.

<sup>25</sup> Article 114 de la Constitution.

<sup>26</sup> Maître Robert S. M. DOSSOU, Président de la Cour Constitutionnelle du Bénin, *«La Cour Constitutionnelle du Bénin: L'Influence de sa Jurisprudence sur le Constitutionnalisme et les Droits de l'Homme»*, Conférence Mondiale sur la Justice Constitutionnelle Cap Town, Afrique du Sud, 23-24 janvier 2009

<sup>27</sup> Décision DCC 99-011 du 04 février 1999, AHINON Jacques, Recueil des décisions et avis, 1999, p.37

A titre d'exemples considérés par la Cour Constitutionnelle béninoise comme des traitements cruels, inhumains et dégradants:

- des gifles, des coups de poings, des coups de pieds ou de rangers, des coups de lanière, de chicottes ou de matraques (...) perpétrés par les agents des Forces de sécurité publique sur les citoyens.
- la détention d'un citoyen pendant 15 jours dans un local non aéré, à peine éclairé, dans les odeurs pestilentielles d'urines et parfois même de matières fécales.
- Les sévices corporels ayant créé une incapacité physique temporaire ou définitive.

### 1.2.2 - La reconnaissance du droit à réparation aux victimes

La Cour Constitutionnelle a **créé un nouveau principe** en accordant expressément le droit à réparation aux victimes de violations de droits de l'homme.

Dans la **jurisprudence FANOU**, la Cour avait été saisi d'une plainte relative à une arrestation illégale, une détention arbitraire accompagnée de sévices, traitements inhumains, cruels ou dégradants et avait fait une demande d'endommages-intérêts pour la disparation de ses effets personnels. En «*faisant une lecture combinée et croisée* » des articles 8 et 15 de la Constitution, d'une part, et des articles 4 et 5 de la Charte Africaine, d'autre part, ainsi que de la coutume internationale, la Cour constitutionnelle béninoise en a déduit que **le droit à réparation aux victimes de violations de droits de l'homme est un droit à valeur constitutionnelle**<sup>28</sup>.

Dans la continuité de cette jurisprudence, la Cour est devenue une Cour de cassation de fait en matière de réparations des dommages nés des abus des droits de l'Homme par **jurisprudence FAVI** de 2002<sup>29</sup>. Dans cette affaire, la plaignante avait porté plainte contre des militaires de la garde rapprochée du Président de la République pour « traitement inhumain et barbare ». Ces différentes brutalités avaient entraîné une admission au service de santé des Armées de Cotonou, des dommages physiques et « *une incapacité temporaire de travail de dix-huit jours* ».

**Cette jurisprudence consacre le droit des citoyens béninois de saisir les juridictions de l'ordre judiciaire aux fins d'exécuter une décision de la Cour Constitutionnelle**, notamment par le paiement d'une compensation ordonnée par la Cour Constitutionnelle en réparation du dommage causé par une violation des droits de l'Homme.

<sup>28</sup>Voir Décision DCC 02-052 du 31 mai 2002 Recueil des décisions et avis, 2002, p.217

<sup>29</sup>Décision DCC 02-058 du 4 Juin 2002, FAVI Adèle, Recueil, 2002, p.243.

## 2 Interdiction et la prévention de la torture dans le système législatif béninois

A l'heure à laquelle nous écrivons ce guide, la **République du Bénin est toujours doté du Code Pénal Bouvenet** datant du 6 Mai 1877. Ce Code étant devenu largement obsolète en raison des transformations survenues dans la société béninoise depuis la fin de l'ère coloniale, le gouvernement a choisi en 2001 de le remplacer par le **projet de loi du nouveau code pénal qui été transmis à l'Assemblée générale**. L'Assemblée générale devrait poursuivre son adoption courant 2013.

Afin que tous les éléments de la justice pénale soit compatible, un projet de **nouveau Code de procédure pénale a été adopté le 30 Mars 2012**. Cependant, en raison de son incompatibilité avec l'actuel Code Bouvenet, le nouveau Code de procédure pénale ne pourra être promulgué qu'à la suite de l'adoption du nouveau Code pénal.

Bien que de nombreuses lacunes persistent dans les deux projets de loi, et notamment concernant la définition de la torture et de son incrimination, de nombreux progrès ont été réalisés quant à la prévention de la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains et dégradants.

### 2.1 Absence de définition de la torture et de sa criminalisation

Bien que l'interdiction de la torture et des sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants soit constitutionnellement consacrée, aucune définition de la torture n'est contenue dans le droit pénal béninois. De la même manière alors que la Constitution de la République du Bénin stipule que tout individu coupable de torture, de sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sera puni conformément à la loi, il n'existe aucune criminalisation de la torture explicitement prévue par le droit pénal.

Dès 2001, lors de l'examen du rapport initial présenté par le Bénin, le Comité contre la torture des Nations Unies s'était dit préoccupé par **l'absence de définition de la torture strictement conforme à l'article premier de la Convention contre la torture** ainsi que par **l'inexistence de peines spécifiques pour le crime de torture**<sup>30</sup>. Cette crainte a, de nouveau, été réaffirmée lors de l'examen périodique universel. Une absence de définition crée un vide juridique qui peut avoir des conséquences importantes notamment du point de vue de la lutte contre l'impunité.

Bien que le Bénin ait formulé un engagement dans ce sens, et face aux recommandations exprimées par de nombreux Etats en 2012<sup>31</sup>, **aucune définition de la torture n'apparaît dans le projet de nouveau Code pénal**.

<sup>30</sup> Comité contre la torture, *Conclusions et Recommandations : Bénin*, 2002, A/57/44, paras.30-35

<sup>31</sup> Conseil des droits de l'homme, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel-Bénin, Décembre 2012, A/HRC/22/9.

## 2.2 Reconnaissance de droits et de garanties fondamentales

Le nouveau Code de procédure pénale a pris en compte nombreuses recommandations relatives à **la prévention de la torture et des autres mauvais traitements qui se traduit à tous les stades de la procédure** par l'existence de droits et de garanties fondamentales.

### 2.2.1 - Garanties fondamentales

Au moment de la garde à vue, que ce soit dans le cadre d'une flagrance ou d'une enquête préliminaire, le prévenu jouit d'un certain nombre de droits qui doivent lui être notifiés dès sa mise en détention.

Nouveau Code de Procédure pénale  
Article 59

**« Toute personne gardée à vue [à droit] à constituer un avocat, à se faire examiner par un médecin de son choix et à informer et à recevoir un membre de sa famille».**

Le droit à examen médical reprend l'exigence constitutionnelle de l'article 18 de la Constitution. Ce droit est renouvelé en même temps que les renouvellements de garde à vue (articles 67 NCPP).

Le droit d'être assisté à un avocat est reconnu dès l'enquête préliminaire et dans toutes les étapes de la procédure. Ce droit inclut l'obligation de la présence de l'avocat lors de sa comparution et l'obligation par l'officier de police judiciaire de recevoir au procès-verbal les mentions faites par l'avocat sur toutes les irrégularités éventuelles (article 78 NCPP).

### 2.2.2 - Garanties procédurales et conditions de détention

Le nouveau Code de Procédure pénale inclut également des garanties procédurales reconnues aux personnes privées de liberté qui visent à prévenir les risques de torture :

- la détention provisoire est une mesure exceptionnelle (article 146)
- l'information des charges et du droit au silence au moment de la première comparution (article 125)
- la tenue d'un procès-verbal de tous les interrogatoires (article 130)
- des registres officiels doivent être tenus rigoureusement dans tous les lieux de détention et les postes de police (article 805)
- isolement des personnes en détention provisoire des personnes condamnées (article 798)
- séparation des femmes (article 800)
- la mise en liberté d'office du détenu en préventive par les régisseurs de prison en l'absence d'une ordonnance de prolongation de détention
- l'incrimination pour détentions arbitraires (article 806)

## 2.3 Les mécanismes de contrôle

Ces garanties sont rendues effectives et efficaces par différents systèmes de contrôle.

L'article 38 du Nouveau Code de procédure pénale prévoit un système de contrôle chargé de **mener des enquêtes objectives en cas d'allégation de torture** ou autres traitements cruels, inhumains ou dégradants par les officiers de police judiciaire ou par le personnel pénitentiaire.

Nouveau Code de Procédure pénale

Article 38

« Dans tous les cas où il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis, le procureur de la République a l'obligation de procéder immédiatement à une enquête objective et impartiale même en l'absence de toute plainte de la victime ».

Il est également prévu par l'article 808 du Nouveau Code de Procédure pénale un **mécanisme de visites des établissements pénitentiaires**.

Ainsi, ont le droit de visiter les établissements pénitentiaires :

- Le juge d'instruction, le président de la chambre d'accusation, le juge des libertés et de la détention, le président de la chambre des libertés et de la détention, le procureur de la République, le procureur général
- toute personne physique ou morale à qui les conventions internationales, auxquelles la République du Bénin est partie, donnent pouvoir, a le droit de visiter les établissements pénitentiaires ou tout autre lieu de privation de liberté

## DEUXIEME PARTIE

### La mise en œuvre de la prévention de la torture

## Chapitre 1- Le système de surveillance des lieux de détention

Le cadre juridique national est un élément indispensable dans la lutte contre la torture. Cependant, **le cadre juridique ne peut à lui seul garantir la prévention de la torture, il faut que le cadre juridique soit également mis en œuvre dans les faits.** Pour garantir cette mise en œuvre effective, un système de surveillance des lieux de détention doit être mis en place.

Cette surveillance peut consister dans le **déclenchement d'une procédure d'enquête en cas d'allégations de torture menées par des experts indépendants ainsi que par les inspections régulières des lieux de détentions.** Ces deux mesures de contrôle concourent à prévenir la torture mais s'effectuent à des stades différents : la procédure d'enquête consiste en un contrôle une fois que la torture a eu lieu tandis que l'inspection des lieux de détentions vise à contrôler que les lieux de détention répondent aux normes qui limitent ou empêchent que la torture ne se produise.

- Depuis longtemps, le droit international impose aux Etats l'obligation de réprimer les actes de torture et de veiller à ce que toute allégation de torture fasse l'objet d'une enquête rapide et impartiale. Afin de veiller à l'efficacité de cette obligation, **des principes directeurs pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ont été dégagés**, notamment au sein du Protocole d'Istanbul (1).
- L'idée de créer un système de visites préventives dans les lieux de détention n'a, quant à elle, émergé que progressivement. Dans les années 1970, l'idée de créer un système de surveillance basé sur des visites régulières dans les lieux de détention a émergé. De nombreuses organisations de la société civile, au rang desquelles l'Association pour la prévention de la torture, ont défendu l'idée que les visites régulières des lieux de détention constituaient l'un des moyens les plus efficaces de prévenir la torture. À l'issue d'un long processus de négociations, un système de surveillance des lieux de détention a finalement été instauré par l'adoption du Protocole facultatif à la Convention contre la torture.

Les visites de surveillance des lieux de détention est une mission très délicate qui doit reposer sur une méthodologie solide. **Certains principes directeurs régissant la visite des lieux de détention ont été au fil du temps dégagés par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ainsi que par des organisations de la société qui ont une forte expérience en la matière (2).**

- La surveillance des lieux de détention incombe, au même titre que l'obligation d'enquêter, en premier lieu aux Etats. Afin de garantir que cette surveillance soit impartialement effectuée, des mécanismes nationaux de prévention devraient être mis en place. **Le Protocole facultatif impose aux Etats parties cette mise en place et énonce des principes directeurs pour le fonctionnement de tous les mécanismes qui seraient susceptibles de conduire des visites préventives dans les lieux de détention (3).**

## 1

## Les grands principes directeurs des enquêtes en cas d'allégations de torture

Les Etats sont tenus par l'article 12 de la Convention contre la torture et autres mauvais traitements, de procéder « **immédiatement à une enquête impartiale chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction** » ainsi qu'au dépôt d'une plainte comme le stipule l'article 13 de la Convention.

L'objectif général de l'enquête est expliqué par le Protocole d'Istanbul comme suit :

### Protocole d'Istanbul

**L'objectif général de l'enquête est d'établir les faits relatifs à des allégations de torture, en vue d'identifier les éventuels responsables et de permettre leur inculpation, ou pour s'en servir dans le cadre d'autres procédures destinées à obtenir réparation pour des victimes.**

### 1.1 Le déclenchement de l'enquête sur des cas de torture

Pour un souci d'efficacité, les Etats n'ont pas voulu conditionner le déclenchement d'une enquête sur des actes de torture à l'accomplissement d'une formalité particulière. En effet, la Convention contre la torture ni son protocole ne contiennent de dispositions sur les conditions de recevabilité et de délai pour le déclenchement de l'enquête.

**Dès lors qu'une personne allègue avoir été soumise à la torture ou dès lors qu'il existe des éléments concordants et sérieux laissant penser que l'on se trouve en présence de traitements inhumains et dégradants, l'État partie concerné a l'obligation de diligenter « immédiatement » une enquête.**

Si les enquêtes ne peuvent être diligentées immédiatement stricto sensu, elles **doivent l'être dans un délai très court**. Cependant, il n'existe aucune règle fixant ce délai. Les seuls indicateurs sont les décisions prises au cas par cas par le Comité contre la torture.

Le Comité contre la torture a estimé que **des retards de 14 jours<sup>32</sup>, 10 mois<sup>33</sup> et 15 mois<sup>34</sup> dans le déclenchement d'une enquête constituent une violation de la Convention contre la torture.**

Chaque procédure est particulière, les enquêteurs veilleront donc à prendre les mesures les mieux adaptées à la procédure. Toutefois, certains grands principes devront être respectés.

<sup>32</sup> Comité contre la torture, Communication N° 59/1996, Encarnación Blanco Abad c. Espagne, 1996, paras.8.4, 8.5.

<sup>33</sup> Comité contre la torture, Communication N° 60/1996, Khaled ben M'Barek c. Tunisie, Novembre 1996, par 11.5.

<sup>34</sup> Comité contre la torture, Communication N° 8/1991, Qani Halimi-Nedzibi c. Autriche, Septembre 1991, para.13.5.



## 1.2 La procédure d'enquête sur des cas de torture

### 1.2.1 - Quelles sont les autorités compétentes pour diligenter une enquête ?

Lorsque des actes de torture ou autres traitements graves et dégradants sont constatés ou présumés, l'Etat doit **saisir les autorités compétentes selon leur droit national** pour procéder aux enquêtes.

Dans tous les cas, les **enquêteurs doivent être compétents, impartiaux et indépendants** vis-à-vis des suspects et de l'organe qui les emploie<sup>35</sup>.

**IMPARTIALITE** : condition qui exige que les autorités chargées de l'enquête n'entretiennent pas de liens étroits avec un quelconque individu, organisme d'État, parti politique ou autre organisme potentiellement impliqué dans les faits soumis à enquête.

**INDEPENDANCE** : les autorités ou personnes chargées de l'enquête devraient être reconnus pour leur loyauté et leur droiture.

**COMPETENCE** : Dans le cas des actes graves de tortures et autres traitements inhumains et dégradants, les enquêteurs doivent **avoir été formé ou avoir de l'expérience dans la gestion d'événements traumatiques**. Si tel n'est pas le cas, les enquêteurs sont encouragés à s'auto-former en lisant les directives internationales et en faisant appel à des experts internationaux.

#### POINT DE VIGILANCE : Risque pour les enquêteurs

Les enquêteurs doivent faire attention à ne pas perdre leur objectivité en s'identifiant avec la victime présumée ni à minimiser l'histoire des victimes du fait d'une accoutumance aux récits de torture s'il s'agit d'enquêteurs expérimentés.

#### Commission d'enquête indépendante

Lorsque la pratique de la torture semble être systématique, et donc à priori cautionnée par l'Etat ou lorsque l'impartialité des autorités publiques, voir celle des enquêteurs, est remise en question, **une commission indépendante doit être établie** pour diligenter des enquêtes impartiales et objectives.

Selon le Protocole d'Istanbul, les commissions d'enquête doivent bénéficier d'**un mandat bien défini** :

- formulé en des termes neutres, exempts de tout présupposé quant à l'issue de l'enquête
- établissant clairement les faits et les questions qui doivent être couverts par l'enquête
- garantissant une flexibilité dans la portée de l'enquête

A l'instar des enquêteurs, les **membres de la commission doivent être choisis pour leur impartialité, indépendance et compétence**.

<sup>35</sup> Principes relatifs aux moyens d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour établir la réalité des faits

## 1.2.2 - Quels sont les pouvoirs des enquêteurs ?

Les enquêteurs doivent se voir attribuer les pouvoirs suivants:

- Auditionner la ou les victimes présumées et si possible enregistrer une déclaration
- Identifier et auditionner des témoins potentiels
- Citer à comparaître tout témoin utile pour l'enquête, y compris les officiels et les fonctionnaires en cause
- Obliger à citer à comparaître et à témoigner toute personne agissant à titre officiel dont on suppose qu'elle est impliquée dans des actes de torture ou des mauvais traitements.
- Exiger la production de documents constituant des preuves
- Prendre connaissance ou demander des avis d'experts, notamment des experts médicaux
- Avoir accès aux conseils et à l'assistance d'experts internationaux
- Collecter, analyser et conserver les preuves y compris médicales
- Avoir accès sans restriction à tous les lieux où les actes de torture présumés sont censés avoir été commis

Lorsqu'une **commission d'enquête** est chargée de diligenter l'enquête, les pouvoirs de ladite commission doivent être précisés dans son mandat.

## 1.2.3 – La conduite de l'entretien avec la victime

### Objectifs de l'entretien

L'entretien permet à l'enquêteur :

- de comprendre l'histoire de la victime
- de retracer les événements afin de l'aider dans son travail de recherche
- obtenir et recouper les informations utiles pour l'enquête.

#### POINT DE VIGILANCE

**Les victimes de torture peuvent être désorientées et très traumatisées, leur description des faits pourra donc manquer de cohérence. Il appartiendra donc aux enquêteurs de faire des recoupements afin de retracer le déroulement des faits.**

### Formulation des questions

Les enquêteurs doivent **adopter une approche souple en posant des questions ouvertes** (pourquoi ... ? comment... ?) et **non biaisées** afin de laisser le plus de champs possible à la victime pour décrire son histoire. Afin de l'aider, les enquêteurs peuvent **poser des questions incitant les victimes à utiliser leur mémoire sensorielle**. S'appuyer sur la mémoire sensorielle peut s'avérer très utile lorsque les victimes ont eu les yeux bandés ou lorsqu'elles n'arrivent pas à mettre des mots sur leurs maux ou sur les sévices qu'elles ont subies.

## Informations à donner à la victime

Au cours de l'entretien avec la victime présumée, l'enquêteur doit :

- informer la victime sur la nature et les raisons de l'enquête et les conséquences éventuelles de son implication
- expliquer à la victime les éléments qui pourront être rendus publics et sur ceux qui seront tenus confidentiels
- informer la victime sur tous les services d'assistance à sa disposition (assistance médicale, psychologique, juridique)
- informer la victime sur son droit de faire des pauses, de stopper l'entretien ou de refuser de répondre à certaines questions

## Informations à recueillir auprès de la victime

Dans la mesure du possible, au cours de l'entretien avec la victime, l'enquêteur doit recueillir le plus d'informations possibles concernant :

- la chronologie et la circonstance des faits
- l'identification et la description de ou des auteurs des actes (détails physiques, langue, accent, cicatrices, tatouages, taille, poids etc...)
- l'identité des témoins éventuels
- la nature des actes perpétrés et des méthodes employés
- la caractérisation de violences sexuelles (le viol, la sodomie, les décharges électriques sur les parties génitales, les attouchements, le déshabillage, les comportements lubriques, etc...)

### POINTS DE VIGILANCE

**L'écoute est primordiale. Il faut savoir privilégier la personne et ses besoins, ne jamais forcer une personne à raconter ses sévices si elle ne le souhaite pas, faire des pauses ou arrêter l'entretien peut s'avérer nécessaire, assurer la confidentialité des échanges.**

**Dans le cas de victimes ayant été l'objet de récents sévices sexuels, les enquêteurs doivent faire preuve d'une compréhension respectueuse et devront être formés, ou s'assurer d'avoir une équipe spécialisée de soutien psychologique.**

**Il convient de laisser le choix à la victime concernant le sexe de l'enquêteur, du médecin et de l'interprète. Ce choix dépendra souvent du contexte culturel, du sexe de la victime et de la nature des actes perpétrés.**

## Assistance d'un interprète

Dans le cas où les services d'un interprète s'avèrent indispensables, il est **préférable de faire appel à un interprète extérieur** (extérieur à la communauté locale ou à l'ethnie d'appartenance de la victime) **et indépendant**. L'interprète doit être **considéré comme un tiers neutre par la victime** qui doit se sentir en confiance. S'il est fait appel à un membre de la famille ou de la communauté locale pour les traductions, l'enquêteur devra être conscient que le récit de la victime pourra être parcellaire du fait de la gêne ou de la honte ressentie.

Les interprètes sont dûment soumis au **principe de confidentialité** des échanges.

### POINT DE VIGILANCE

**Une bonne communication passe par une interaction constante entre vous et la victime et ce même si un tiers interprète prend le relai de la langue.**

**Garder le contact visuel avec la victime, s'adresser à la victime et non à l'interprète, prêter attention au langage corporel, aux non-dits, au silence, aux réactions, au ton de la voix.**

## 1.2.4 - La conduite d'un entretien avec des enfants

La conduite d'un entretien avec un enfant peut s'avérer bien plus difficile que celui conduit auprès d'adultes notamment en raison du fait que les réactions des enfants varient considérablement en fonction de leur âge et degré de développement.

L'enquêteur devra impérativement tenir compte de l'âge, du niveau de développement et des capacités cognitives de l'enfant afin d'évaluer les possibilités d'interaction lors de l'entretien.

Face à un enfant ayant été victime ou témoin de torture, l'enquêteur doit observer plus attentivement le comportement de l'enfant, qui peut lui même varier en fonction de son âge, que son expression verbale. Certains enfants peuvent montrer des signes d'hypernervosité, d'hypervigilance, d'agressivité ou encore de repli sur soi.

### POINT DE VIGILANCE

**L'entretien avec un enfant nécessite de la patience et d'obtenir une grande confiance :**

- **Il peut être utile de créer un climat sécurisant grâce à la présence d'un proche ou d'un parent par exemple.**
- **Il peut s'avérer utile d'avoir recours à d'autres moyens de communication, tel que le dessin, ou le recours à des images ou à des photos.**

## 1.2.5 - La conduite de l'entretien avec les témoins

### Informations à donner aux témoins

Au cours de l'entretien avec le témoin, l'enquêteur doit :

- informer le témoin sur la nature de l'enquête et les conséquences de sa participation
- informer le témoin sur sa possibilité de recourir aux services de psychologues
- informer le témoin sur le droit d'interrompre ou de faire une pause et de son droit au silence

### Protection et sécurité des témoins

Lorsque l'on conduit un entretien avec un témoin, plusieurs mesures peuvent être prises en vue de leur sécurité :

- identifier les meilleurs moyens d'interroger les témoins sans mettre leur sécurité en danger notamment pour les personnes détenues
- Dans le cas des personnes détenues, il peut être judicieux d'organiser dans un premier temps des réunions d'information de groupe, puis dans un deuxième temps des entretiens individuels qui pourront être organisés en dehors de la prison – des groupes entiers de prisonniers étant convoqués pour l'occasion afin d'empêcher l'identification du témoin.
- mener l'entretien dans un lieu dans lequel le témoin sera protégé et libre de parler
- retirer des rapports publics les informations permettant d'identifier les témoins

## 1.2.6 - Collecte et analyse des preuves matérielles

L'une des conditions principales pour une enquête effective sur des allégations de torture est la collecte et l'analyse du plus grand nombre de preuves possibles. A cette fin, il convient de prendre des mesures telles que :

- S'assurer d'avoir toutes les autorisations pour visiter les lieux où sont réputés avoir eu lieu les actes de torture
- Documenter la méthode de prélèvement et de conservation des preuves en vue de leur utilisation future dans un procès
- Relever toutes les preuves: fluides corporelles, empreintes, cheveux, instruments présumés de la torture, etc. Si cela est possible, envoyer les vêtements de la victime au laboratoire pour relever tous les indices possibles
- Prendre des photographies en couleur des lieux, des blessures de la victime en utilisant un mètre à ruban pour indiquer l'échelle
- Faire un croquis détaillé des lieux

#### Point de vigilance

**Il convient de s'assurer que les lieux visés par l'enquête ne soient ouverts qu'aux enquêteurs et à leurs collaborateurs afin d'éviter la détérioration et la destruction des preuves matérielles.**

### 1.2.7 - Les constatations médicales et psychologiques

Les constatations médicales et psychologiques ne permettent pas d'établir avec certitude que la torture ait eulieu mais elles peuvent **permettre corroborer les dires de la victime** et viendront donc renforcer les allégations. Toutefois, l'absence de preuves physiques de torture ne présuppose pas qu'il n'y ait pas eu torture.

Les examens médicaux et psychologiques doivent être **établis par des experts médicaux qualifiés** qui doivent conduire leur évaluation avec objectivité et impartialité<sup>36</sup>. En ce qui concerne les constatations médicales, elles devraient être soumises le plus rapidement à un examen puisque les signes physiques de torture peuvent s'estomper avec le temps.

#### Les constatations médicales

Si un examen médical ne peut être réalisé, l'enquêteur peut lui-même procéder à certaines constatations après avoir recueilli le consentement de la victime présumée. À ce titre, devraient être notés :

- les hématomes, les cicatrices, les fractures, les coupures, les éraflures ou les brûlures
- les difficultés à réaliser certains mouvements, les engourdissements, les douleurs musculaires, les déformations osseuses
- les vomissements, constipations, douleurs génito-urinaire

Pour chacun des types de lésions corporelles constatés, il convient de noter la **taille** à l'aide d'un mètre ruban, la **couleur**, le **nombre** de lésions, la **forme** de la lésion, les **caractéristiques** et **l'emplacement** qui peut être représenté sur un dessin.

Il peut être **utile de prendre des photographies** nettes et en couleur si la victime y consent. Des photographies à angle large devraient être prises pour constater leurs emplacements et des photographies en gros plan devraient être prises pour chaque lésion. Ces photographies pourront alors être remises à des experts médicaux pour une évaluation professionnelle.

#### Les constatations psychologiques

Les constatations psychologiques devraient être **évaluées par un expert professionnel compétent** en la matière. Les effets psychologiques de la torture sont plus difficiles à constater et diffèrent d'un individu à un autre. Toutefois, des premières observations peuvent être également établies par l'enquêteur et pourront être soumises à évaluation par un expert par la suite. Devraient être notés, décrits et complétés au besoin par d'autres témoignages:

- Les troubles du sommeil : difficultés à s'endormir, cauchemars récurrents, etc...
- Les troubles du comportement : irritabilité, colère, hypervigilance, anxiété généralisée, difficulté à se concentrer, inaptitude à se remémorer, etc...
- Les psychoses : idées délirantes, hallucinations, idées suicidaires, troubles psychotiques.

<sup>36</sup>Protocole d'Istanbul, à la p. 37.

## 1.3 Les garanties procédurales

Toutes procédures d'enquête doit répondre à certaines garanties.

### 1.3.1 - Garanties de procédure de l'enquête

- Les enquêteurs doivent être compétents, impartiaux et indépendants.
- La confidentialité de l'entretien doit être garantie. Les informations doivent être gardées confidentielles en l'absence du consentement de la victime pour les divulguer.
- La sécurité de la victime et des témoins doit être garantie à tous les stades de la procédure d'enquête, y compris suite à l'entretien.
- Les personnes éventuellement impliquées dans des actes de torture ou des mauvais traitements doivent être écartées de toute fonction leur permettant d'exercer une autorité, directe ou indirecte, sur les plaignants, les témoins et leur famille.
- Les victimes doivent se voir garantir des droits : le droit d'être assisté par un avocat, le droit d'accès aux informations touchant l'enquête, le droit de fournir des preuves supplémentaires, le droit de garder le silence, le droit de refuser de participer à l'enquête, le droit au respect du secret médical et le droit de refuser l'examen médical.

### 1.3.2 - Garanties procédurales de l'examen médico-légal pour les détenus<sup>37</sup>

- Un examen médico-légal ne peut être effectué que **sur demande écrite du ministère public**, d'une autorité compétente ou sur demande du détenu lui-même, de sa famille et de son conseil
- Le détenu doit être escorté par des fonctionnaires du ministère public et la **présence de son avocat** est requise pendant et après le transfert du détenu en vue de l'examen
- L'examen médico-légal du détenu doit s'effectuer **sans la présence des forces de l'ordre**, sauf si la sécurité du personnel de santé est menacée. Si des fonctionnaires sont présents alors il y a une obligation de le mentionner au rapport avec leur identité, titre et fonction.
- **Le rapport doit être transmis** au ministère public et communiqué au détenu et à son avocat s'ils le réclament (droit d'accès au rapport)
- Tout détenu doit faire l'objet d'un **examen médical au moment de sa détention et de sa remise en liberté**.
- Si les allégations de torture sont avérées par l'examen médico-légal, le détenu ne doit pas être ramené à son lieu de détention.

<sup>37</sup> Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Protocole d'Istanbul, 1999, à p. 29.

## 2

## principes directeurs des visites des lieux de détention

Le Protocole facultatif répond explicitement à la mise en œuvre de l'obligation de prévention qui incombe aux Etats par la mise en place d'un système de visites des lieux de détention. Ces visites de surveillance devraient revêtir trois caractéristiques: régulières, inopinées et préventives.

### Caractéristiques des visites

**Visites régulières** : les visites font parties d'un système permanent et continu. Tous les lieux de détention doivent être visités de manière régulière, les visites doivent donc être répétées dans le temps. La régularité des visites a un impact dissuasif sur la commission d'actes de torture et permet également d'effectuer un réel suivi sur l'amélioration ou la détérioration des conditions de détention.

**Visites inopinées** : les visites doivent pouvoir se dérouler en tout temps et à l'improviste. En pratique, des visites inopinées peuvent être combinées avec des visites programmées car il peut être également utile d'annoncer la visite afin d'établir une rencontre avec les responsables des lieux de détention. Toutefois, la possibilité d'effectuer des visites inopinées a un réel effet dissuasif en ce qu'elles exercent sur les autorités la pression constante d'une présence et d'un contrôle extérieur. Les visites imprévues ont également l'avantage de présenter une réalité non dissimulée ou déformée des conditions de détention dans les lieux de détention.

**Visites préventives** : les visites de surveillance des lieux de détention sont avant tout préventives en ce qu'elles interviennent avant que la torture soit alléguée en cherchant à identifier et analyser les éléments qui pourraient concourir à des actes de torture ou des mauvais traitements des détenus.

### Objectif du système des visites

Les visites de surveillance des lieux de détention répondent à un objectif différent que celles réalisées dans le cadre des enquêtes. Bien que le but des visites effectuées pour enquêter est à terme de prévenir la torture et les autres mauvais traitements par une garantie de non répétition, **les visites de surveillance sont par nature préventives puisqu'elles interviennent le plus souvent avant et non en réaction au dépôt d'une plainte par un détenu ou à des allégations de torture.**

L'objectif n'est pas de dénoncer mais d'analyser les conditions des personnes privées de liberté dans les lieux de détention en vue de les améliorer par un dialogue constructif avec les autorités et ainsi, empêcher que des mauvais traitements ne surviennent.



**Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture**

Le fait même que des experts nationaux ou internationaux peuvent, à tout moment et à l'improviste, inspecter tout lieu de détention [...] a un fort effet dissuasif. [...] De nombreux problèmes proviennent de systèmes inadéquats qui peuvent facilement être améliorés par un contrôle régulier. En visitant régulièrement les lieux de détention, les experts amorcent généralement un dialogue constructif avec les autorités concernées pour les aider à résoudre les problèmes constatés<sup>38</sup>.

**Quels lieux de détention sont concernés par le système de visites?**

L'article 4 (1) du Protocole facultatif donne une **définition large des lieux de détention** permettant de n'exclure aucun lieu où peuvent se trouver des personnes privées de liberté.

Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture  
Article 4 (1)

**L'État autorise des visites dans tout lieu placé sous sa juridiction ou sous son contrôle où se trouvent ou pourraient se trouver des personnes privées de liberté sur l'ordre d'une autorité publique ou à son instigation, ou avec son consentement exprès ou tacite.**

Cette définition **pose quatre critères** permettant de définir s'il s'agit d'un lieu de détention susceptible d'être contrôlé.

**• Critère du lieu physique de la détention**

En précisant « tout lieu où pourrait se trouver des personnes privées de liberté », le Protocole sous-tend que les visites pourront s'effectuer dans les **lieux destinés par nature à la détention**, telles les prisons qui sont construites à cette fin, mais aussi tout autre **lieu de détention non officiel dès lors qu'il est présumé que des personnes y sont détenues**, des lieux qui seraient transformés en centre de détention ou encore des lieux en construction.

**• Critère du lien effectif entre les lieux de détention et les autorités de l'Etat**

En principe en droit international, le territoire d'un Etat est *sous sa juridiction et sous son contrôle*. On entend par territoire, **l'espace où l'Etat exerce des compétences déduites de sa souveraineté** incluant le territoire terrestre, y compris les voies d'eau et certains espaces maritimes.

<sup>38</sup> Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Rapport 2006, E/CN.4/2006/6, par. 24.

Ainsi, un lieu de détention peut inclure les bateaux ou les avions s'ils appartiennent à l'Etat concerné, une structure implantée sur la plate-forme continentale de l'Etat partie concerné, mais aussi dans des lieux tels qu'une ambassade, une base militaire, des locaux de détention ou tout autre espace sur lequel un Etat partie exerce un contrôle effectif<sup>39</sup>.

### • Critère de la privation de liberté

Selon l'alinéa 2 de l'article 4, on doit entendre par *privation de liberté* : « **Toute forme de détention ou d'emprisonnement, ou le placement dans un établissement public ou privé de surveillance dont elle n'est pas autorisée à sortir à son gré, ordonné par une autorité judiciaire ou administrative ou toute autre autorité publique** ».

Ce troisième critère met en avant, d'une part, l'inclusion des visites dans des institutions non dirigées par des autorités publiques donc dans des lieux de détention privatisés et, d'autre part, la contrainte exercée sur l'individu qui ne peut se déplacer à son gré.

### • Critère du contrôle étatique sur la détention

L'alinéa 1 de l'article 4 mentionne qu'il faut « **l'ordre d'une autorité publique, ou à son instigation, ou avec son consentement exprès ou tacite** ».

#### Exemples de lieux de détention

- les postes de police
- les prisons civiles et militaires
- les maisons d'arrêt
- les lieux de détention administrative
- les lieux de détention préventive
- les centres de détention pour mineurs
- les postes de forces de sécurité
- les zones d'attente et de transit des immigrés
- les zones de transit des ports internationaux et des gares
- les institutions de santé (médicales et psychiatriques)

Les mécanismes habilités à effectuer des visites de surveillance des lieux de détention doivent choisir parmi ces lieux de détention ceux qu'ils souhaitent visiter en établissant leur programme de visites.

<sup>39</sup> Comité contre la Torture, Observation Générale N° 2, Application de l'article 2 par les Etats parties, CAT/C/GC/2, 2008, para.16.

## 2.1 La préparation de la visite

Chaque visite se doit d'être réfléchie et planifiée afin d'être réellement efficace. Le mécanisme de visite doit préparer la visite<sup>40</sup>, en établissant un programme. Pour cela, il doit notamment :

### 2.1.1 - Choisir les lieux de détention à visiter

Parmi les lieux de détention évoqués ci-dessus, le mécanisme de visite doit **établir son calendrier de visite et donc choisir les lieux de détention qu'il souhaite visiter en priorité**. Afin d'effectuer ce choix, le mécanisme **peut se baser sur différents critères** et choisir par exemple :

- les lieux qui ont reçu un nombre élevé de plaintes ou n'en ont reçu aucune
- les lieux qui ont un nombre élevé de détenus notamment les cas de surpopulation
- les lieux qui ont rarement ou jamais été visité
- les lieux où les personnes sont interrogées
- les lieux où les détenus sont particulièrement vulnérables

### 2.1.2 - Définir les objectifs de la visite

Toute visite doit se **baser sur des objectifs précis et préalablement définis**. Le premier objectif doit être celui du monitoring des conditions générales de la détention, et l'élaboration de recommandations sur le fonctionnement des lieux de détention.

D'autres objectifs plus spécifiques peuvent être poursuivis, dans le cadre des visites de suivis, en fonction des problèmes qui ont été constatés lors du monitoring général (les soins médicaux, les conditions matérielles, les procédures de plainte ou encore les mesures disciplinaires etc...). L'objectif peut être également le suivi de la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations.

### 2.1.3 - Planifier le travail

Une fois que les objectifs ont été clairement définis, l'équipe chargée de la visite doit :

- répartir le travail entre les membres de l'équipe qui assumeront des responsabilités clairement établies
- choisir un membre responsable de la coordination de la visite
- préparer des outils pratiques pour la visite tels que des formulaires pour les entretiens.

### 2.1.4 - Recueillir des informations

Avant de mener une visite, l'équipe chargée de la visite doit avoir des **connaissances sur le lieu de détention qu'elle s'apprête à visiter**. Elle doit pour cela recueillir un certain nombre d'informations à partir des rapports d'organisations étatiques, d'organisations non gouvernementales, des rapports judiciaires ou administratifs notamment auprès des organes chargés de recevoir les plaintes ou encore de rapports de visites établis précédemment.

<sup>40</sup> Voir Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Manuel de formation sur le monitoring des droits de l'homme, 2001, Chapitre 9, à la p. 162 ; voir également APT, Visiter des lieux de détention, 2008, aux p. 74-76.

## 2.2 La conduite d'une visite dans les lieux de détention

La visite d'un lieu de détention est une mission difficile qui requiert des connaissances mais également une bonne méthodologie de visite qui repose sur différentes étapes.

### 2.2.1 – Que regarder lors d'une visite ?

#### Les registres des lieux de détention

La consultation des registres permet d'obtenir des informations très utiles sur le fonctionnement du lieu de détention. Si la consultation est effectuée au début de la visite, les informations consignées peuvent être vérifiées par la visite des locaux ainsi que par les entretiens.

Les membres de l'équipe doivent **indiquer toutes les contradictions ou le manque de données qu'ils constateront au sein des registres ainsi que l'absence de registres ou la mauvaise tenue de ces registres**. Il convient de noter que le nombre et le type de registres dépendra de la nature du lieu de détention visité.

- **Le registre des détentions.** Il conviendrait de porter une attention particulière sur le nombre de détenus, la répartition des détenus en fonction de leur sexe, âge, des motifs de leur détention et des exigences relatives à leur traitement, la présence de titre valable de détention pour chaque détenu, les heures et motifs de déplacements à l'extérieur ou à l'intérieur du lieu de détention ainsi que les dates légales de remise en liberté.
- **Le registre des mesures disciplinaires.** La consultation de ce registre peut renseigner sur la nature et la durée des mesures disciplinaires prises, le nombre et la fréquence des sanctions, la proportionnalité des sanctions prises par rapport aux infractions commises ainsi que l'existence ou non de recours par les détenus et les décisions sur ces recours.
- **Le registre des incidents.** Il devrait être porté une attention particulière à la fréquence des incidents, au nombre de recours à la force par le personnel pénitentiaire, aux circonstances et à la proportionnalité de ces recours à la force, ainsi qu'au déclenchement ou non d'enquête et à l'existence ou non de plaintes formulés par des prévenus.
- **Les registres et dossiers médicaux<sup>41</sup>.** Afin d'évaluer les soins de santé dans le lieu de détention, la consultation des dossiers médicaux peut s'avérer utile. La présence d'un médecin au sein de l'équipe est indispensable non seulement pour l'accès aux dossiers que pour leur analyse. L'accès aux dossiers médicaux nécessite au préalable **l'accord de la personne visée** par le dossier, accord qui peut être demandé pendant la phase des entretiens. De la même manière, les informations contenues dans les dossiers médicaux

<sup>41</sup> Voir APT, Visiter des lieux de détention : Quel rôle pour les médecins et autres professionnels de la santé, 2008, à la p. 16.

peuvent être utilisées à la condition que les **données personnelles soient protégées et dissimulées**.

#### Point de vigilance

**Dans le cas où la délégation des visiteurs ne comprendrait pas de médecins ou professionnels de la santé, les membres devront toutefois s'informer sur les conditions générales liés aux services médicaux dans le lieu de détention.**

### Les documents de politique interne

Les documents de politique interne ont également une grande importance permettant d'avoir une appréciation du fonctionnement du système du lieu de détention. Parmi les documents, et éléments contenus dans les documents, devant être consultés :

- **Le règlement intérieur.** Le règlement intérieur d'un lieu de détention contient de nombreuses informations mais il devrait être utile aux visiteurs d'analyser en particulier : le régime des sanctions disciplinaires y compris les infractions, la nature des mesures disciplinaires, les personnes habilitées à prendre les sanctions et les possibilités de recours, les instructions et restrictions relatives à l'usage de la force, les personnes habilitées à porter des armes et le type d'armes autorisé, les procédures de plaintes, d'enquêtes et d'inspections internes.

#### Point de vigilance

**Il conviendrait également de s'informer sur l'accessibilité du règlement intérieur aux détenus et au personnel pénitentiaire et d'observer notamment si ce dernier est affiché et facilement consultable en tout temps.**

- **La liste du personnel et les contrats de travail** permettent de renseigner l'équipe sur l'effectif du personnel médical (médecins, infirmiers, psychologues, gynécologues, pédiatres, psychiatres, assistants sociaux, etc...) et l'effectif du personnel pénitentiaire, sur le temps de travail hebdomadaire, la rémunération, les conditions de recrutement, l'accès à la formation continue, la répartition entre le jour et la nuit et la répartition entre les hommes et les femmes.

## Les locaux au sein du lieu de détention

L'inspection des locaux et de toutes les installations au sein des lieux de détention est particulièrement importante puisqu'elle permet de visualiser l'agencement du lieu de détention, les installations utilisées par les détenus, la séparation effective des détenus en différents quartiers ainsi que l'ensemble des conditions matérielles, sanitaires et sécuritaires.

L'inspection des locaux nécessite d'avoir un aperçu général des locaux mais également d'inspecter de manière plus approfondie certaines installations en raison de leur importance première et de l'objectif poursuivi par la visite.

Parmi les installations et les éléments qui devraient être inspectés :

- **Les cellules des détenus** : taille des cellules, taux d'occupation par cellule, conditions générales d'hygiène, matériel disponible, type de literie, de ventilation et d'éclairage.
- **Le quartier disciplinaire et les cellules d'isolement** : description du quartier, existence ou non de cellules d'isolement, taille des cellules, conditions d'hygiène, accessibilité aux sanitaires, type de literie, de ventilation et d'éclairage, système de sécurité.
- **Les parloirs** : description des parloirs ou des salles de visites y compris le nombre, l'ambiance, la possibilité de contact direct ou non avec les visiteurs.
- **Les installations sanitaires** : existence ou non d'installations sanitaires dans les cellules, nombre et accessibilité aux sanitaires et aux douches, condition d'hygiène.
- **L'infirmerie ou locaux médicaux** : conditions d'hygiène et d'intimité, nombre de lits, équipements, gestion et sécurité des stocks de médicaments, nombre de détenus en soins au moment de la visite, existence de différents locaux médicalisés par catégories de détenus, évaluation des soins, existence ou non d'une salle privée pour les consultations.

### Point de vigilance

**Certains locaux peuvent être dissimulés, il peut alors s'avérer utile de demander aux détenus lors des entretiens s'ils ont connaissance de lieux susceptibles d'être cachés par l'administration.**

**Si les autorités évoquent des questions de sécurité pour refuser l'accès à certaines pièces, la délégation de visiteurs devrait si possible vérifier l'exactitude des raisons évoquées et dans tous les cas, indiquer les refus dans le rapport de visite.**

## 2.2.2 - Avec qui s'entretenir ?

### Le directeur du lieu de détention

L'entretien avec le directeur est très important, il doit avoir lieu au début de la visite et à la fin de la visite<sup>42</sup>.

#### Au début de la visite

L'objectif de l'entretien avec le directeur est très important afin **d'établir une coopération constructive**. Durant l'entretien, l'équipe doit :

- Présenter les membres de l'équipe
- Expliquer les objectifs de la visite et le mandat de la délégation
- Expliquer les méthodes de travail notamment préciser la nécessité de visiter toutes les parties de l'établissement, de consulter les registres, d'effectuer des entretiens confidentiels individuels avec les détenus et de fixer un entretien final avec le directeur.
- Obtenir des informations sur le lieu de détention afin de confirmer certaines informations obtenues préalablement, et questionner le directeur sur les problèmes rencontrés et les solutions qui pourraient être envisagées.

#### À la fin de la visite

L'entretien final **nécessite que les membres se concertent** afin de définir les éléments à évoquer avec le directeur et dans quel ordre les évoquer. Durant l'entretien, l'équipe pourra :

- Demander des éclaircissements sur les différences existantes entre les informations fournies par le directeur et les informations obtenues par les observations et les entretiens
- Aborder les situations les plus urgentes
- Expliquer les étapes qui suivront la visite notamment dans la présentation des rapports de suivi de la visite
- Emettre des suggestions préliminaires

#### Point de vigilance

**L'entretien avec le directeur a pour but d'établir une relation et coopération constructive. Les membres doivent faire preuve de confiance et d'assurance mais aussi de courtoisie envers le personnel et les détenus. Ils devront également respecter le règlement interne et les consignes de sécurité.**

**Il peut être utile de rappeler que la visite peut avoir des bénéfices pour le directeur notamment en lui apportant des conseils et des aides techniques sur l'amélioration du lieu de détention .**

<sup>42</sup> Voir Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Manuel de formation sur le monitoring des droits de l'homme, 2001, Chapitre 9, à la p.166 et à la p. 172.

## Le personnel du lieu de détention

En sus de l'entretien avec le directeur, l'équipe chargée de la visite devrait également s'entretenir avec des membres aussi bien du personnel pénitentiaire que du personnel médical. Ces entretiens peuvent permettre **d'approfondir les informations sur le fonctionnement du lieu de détention mais également de recouper certaines informations obtenues préalablement**. En outre, lors de la visite des locaux, les visiteurs peuvent également engagés des conversations informelles avec les membres du personnel.

### Le personnel pénitentiaire

Bien que l'entretien avec les membres du personnel pénitentiaire, peut être compliqué par l'organisation du système pénitencier qui impose une présence constante des effectifs chargés de la sécurité, il est toutefois utile de pouvoir engager un dialogue et s'entretenir avec des membres du personnel en privé<sup>43</sup>. Le dialogue avec les membres du personnel pénitentiaire peut permettre d'obtenir leur point de vue sur les conditions de leur travail et sur le fonctionnement du lieu de détention.

### Le personnel médical

L'entretien avec des membres du personnel médical, et notamment avec le médecin, peut permettre d'obtenir d'autres informations notamment sur:

- les difficultés que peuvent rencontrer les membres de l'équipe médicale dans l'exercice de leurs fonctions
- des cas éventuels de torture ou de mauvais traitements constatés par l'équipe médicale
- l'insuffisance dans les soins médicaux ou dans les ressources accordées aux soins médicaux
- les conditions matérielles qui pourraient nuire à la santé des détenus

Le dialogue avec le médecin peut s'amorcer au cours de la visite mais il peut également être utile s'il existe un médecin dans la délégation de s'entretenir en privé avec lui afin d'établir une réelle relation de confiance<sup>44</sup>.

## Les détenus du lieu de détention

L'entretien avec les détenus est **une des parties les plus importantes de la visite** puisqu'il permet d'obtenir les propres sentiments, impressions et expériences des détenus sur leur traitement dans le lieu de détention. La conduite d'un entretien avec des détenus à l'occasion d'une visite dans un lieu de détention répond aux **mêmes exigences évoquées dans le cadre d'une enquête**(voir la conduite d'un entretien, à la p. 55).

Compte tenu de la nature de la visite, la délégation **peut recourir à des entretiens collectifs ou individuels**. Les entretiens collectifs ont l'avantage de permettre à la délégation d'entendre un nombre plus important de détenus mais ils ont avant tout pour objectif de traiter des questions

<sup>43</sup> Voir Apt, Visiter des lieux de détention, 2008, à la p. 86.

<sup>44</sup> Voir APT, Visiter des lieux de détention : Quel rôle pour les médecins et autres professionnels de la santé, 2008, à la p.17.



d'intérêt commun, de comprendre la culture politique qui règne dans l'établissement, et d'identifier les personnes à interroger individuellement. Du fait du manque de confidentialité des entretiens collectifs, les questions sensibles ne peuvent y être abordées et seront donc réservées aux entretiens individuels.

Les entretiens individuels doivent être soumis au principe de la confidentialité et établis sur une relation de confiance. Le choix de l'équipe quant aux personnes avec qui s'entretenir devrait se porter sur un échantillon représentatif des différentes catégories de détenus.

#### Point de vigilance

**L'équipe doit être vigilante sur le choix du lieu où se tiendront les entretiens privés :**

- **Ce lieu ne doit pas être susceptible d'écoute de la part de l'administration pénitentiaire**
- **Si l'administration choisit elle-même, il conviendrait de refuser en raison du risque d'écoutes et donc de sécurité pour les détenus**

### 2.2.3 - Que faire en cas d'allégations de torture ou de mauvais traitements ?

Lorsqu'on effectue une visite de surveillance des lieux de détention, il se peut que l'on se retrouve confronté à des personnes alléguant de sévices et autres mauvais traitements.

S'entretenir avec une personne qui allègue des faits de torture requiert des **connaissances préalables sur la manière de conduire au mieux l'entretien et d'obtenir les informations utilisables dans le cadre d'une enquête**(voir les principes directeurs de l'enquête, à la p. 53).

La personne chargée de l'entretien devra recueillir l'ensemble des informations qui permettront d'établir la véracité des faits de torture ou de mauvais traitements, notamment il conviendra :

- De recueillir la chronologie et la circonstance des faits, l'identification et la description de ou des auteurs des actes (détails physiques, langue, accent, cicatrices, tatouages, taille, poids etc...), l'identité des témoins éventuels, la nature des actes perpétrés et des méthodes employés.
- De recueillir des preuves matérielles y compris des photos et des croquis.
- D'effectuer des constatations physiques et psychologiques de la torture par le biais d'un expert médical ou à défaut par le visiteur lui-même.

La délégation sera tenue de transmettre les informations collectées aux autorités compétentes dans le droit national pour diligenter une enquête qui seront à même de recueillir les preuves et de les analyser.

## 2.3 Le suivi de la visite

Du fait de la nature préventive de la visite de surveillance, **le suivi de la visite est une étape primordiale pour pouvoir entreprendre de véritables changements dans les conditions de détention des personnes privées de liberté**. Le suivi de la visite, à travers la rédaction des rapports de visite et la formulation de recommandations, vise à créer un dialogue constructif afin de permettre la mise en œuvre des mesures pratiques et réalistes qui visent à prévenir la torture et les mauvais traitements.

### 2.3.1 - La rédaction des rapports de suivi

Suite aux visites des lieux de détention, l'équipe chargée de la visite doit rédiger des rapports adressés aux autorités compétentes afin d'établir les bases pratiques en vue de l'amélioration des conditions de détention<sup>45</sup>.

#### Le rapport de visite

Le rapport de visite doit être adressé en premier lieu au responsable du lieu de détention visité rapidement après la visite. Le rapport de visite peut également être adressé à un échelon supérieur, notamment aux représentants du gouvernement chargés des questions de détention.

Ce rapport vise à renforcer le dialogue avec le responsable et l'assister dans l'amélioration du fonctionnement du lieu de détention. Le rapport doit faire **état des résultats de l'inspection des conditions de détention en les classant thématiquement, en analysant les problèmes, en établissant la priorité et en adressant des recommandations sur les actions à entreprendre**.

#### Le rapport annuel

Les rapports annuels sont l'occasion de présenter le travail de visite effectué durant l'année, les différentes observations relatives aux conditions de détention et les recommandations formulées. Elles peuvent également proposer d'autres recommandations pertinentes qui pourraient être prises au niveau législatif. Les rapports annuels **doivent être accessibles au public** et doivent pouvoir être diffusés à l'usage d'autres organismes œuvrant dans les droits de l'homme. Les rapports annuels peuvent également servir de base d'informations pour les mécanismes internationaux, régionaux et nationaux de prévention de la torture.

En sus des rapports annuels, les mécanismes de visite peuvent également élaborer des **rapports analytiques ou thématiques relatifs à des questions spécifiques** qui sont communes à plusieurs lieux de détention.

<sup>45</sup> Voir APT, Visiter un lieu de détention, 2005, aux p. 87 à 95.

### 2.3.2 - La formulation des recommandations

Les recommandations contenues dans les rapports sont un outil primordial dans le système de visites des lieux de détention. Les recommandations sont à la **base des changements des conditions de détention dans les lieux visités puisqu'elles fixent les actions à mener et leurs priorités**<sup>46</sup>. Elles permettent également d'évaluer les améliorations ou les dégradations.

- Chaque recommandation doit viser un problème spécifique
- Chaque recommandation doit proposer une ou plusieurs actions à mener découlant d'un problème spécifique.
- Chaque recommandation doit fixer des mesures réalisables et concrètes
- Chaque recommandation devrait inclure des détails techniques pour la mise en œuvre des mesures
- Chaque recommandation devrait être fondée sur une analyse et des faits objectifs recueillis durant la visite ainsi que sur les normes internationales et nationales correspondantes
- Chaque recommandation doit être déterminée dans le temps : recommandations pouvant être appliquées à court, moyen ou long terme. L'équipe de visite devra également **décider quelles recommandations nécessitent d'être traitées en priorité.**

### 2.3.3 - Les visites de suivi

Bien qu'il convienne de laisser un délai raisonnable aux autorités pour se conformer aux recommandations, des visites de suivi **peuvent être entreprises afin de constater l'évolution des améliorations engagées et observer dans quelle mesure les réponses formulées par les autorités correspondent à la réalité dans le lieu de détention.** Durant les visites de suivi, les détenus précédemment interrogés devraient être à nouveau entendus notamment pour s'assurer que ne leur a été infligé aucun mauvais traitement<sup>47</sup>.

<sup>46</sup> Voir APT, Monitoring des lieux de détention, Briefing n°1 Faire des recommandations efficaces, 2008.

<sup>47</sup> Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Manuel de formation sur le monitoring des droits de l'homme, 2001, Chapitre 9, à la p.174.

## 3

## Les principes directeurs des mécanismes nationaux de prévention

Les Etats parties au Protocole facultatif ont **l'obligation de mettre en place, de désigner ou d'administrer un ou plusieurs mécanismes nationaux de prévention** chargés de visiter les lieux de détention au niveau national afin de prévenir les actes de torture et autres mauvais traitements.

Protocole facultatif à la Convention contre la torture  
Article 17

**Chaque Etat Partie administre, désigne ou met en place au plus tard un an après l'entrée en vigueur ou la ratification du présent Protocole, ou son adhésion audit Protocole, un ou plusieurs mécanismes nationaux de prévention indépendants en vue de prévenir la torture à l'échelon national. Les mécanismes mis en place par des entités décentralisées pourront être désignés comme mécanismes nationaux de prévention aux fins du présent Protocole, s'ils sont conformes à ses dispositions.**

### 3.1 La forme des mécanismes nationaux de prévention

Le Protocole facultatif n'impose **aucune forme particulière** que doivent revêtir les mécanismes nationaux de prévention laissant ainsi leur forme à **l'appréciation des Etats** afin d'avoir des mécanismes adaptés au contexte culturel, géographique et politique de chaque Etat partie.

Les Etats peuvent donc décider de:

- désigner un organe préexistant
- créer un nouvel organe spécifiquement créé pour effectuer le mandat d'un MNP
- désigner plusieurs organes (préexistants, nouveaux ou combinaison des deux)

Dans tous les cas, **le processus de décision pour déterminer la forme la plus adaptée doit être transparent, non exclusif et ouvert** à un large éventail d'acteurs y compris à la société civile<sup>48</sup>.

La désignation d'un organe préexistant au titre de MNP nécessite certaines modifications afin qu'il puisse répondre aux exigences que requièrent le Protocole facultatif. Dans le cas où plusieurs mécanismes nationaux de prévention sont mis en place ou désignés par un Etat, ils doivent tous répondre aux exigences et garanties de fonctionnement établies par le Protocole facultatif.

<sup>48</sup> Sous-Comité pour la prévention de la torture, Directives concernant les mécanismes nationaux de prévention, Novembre 2010.

## 3.2 Les garanties de fonctionnement

Quelle que soit la forme choisie par l'Etat partie, l'article 18 impose des garanties spécifiques qui doivent être garanties aux mécanismes nationaux de prévention.

L'article 18 alinéa 4 fait référence aux *Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme* « *Principes de Paris* »<sup>49</sup>. Ces principes qui mettent en exergue l'indépendance fonctionnelle, l'autonomie opérationnelle et la transparence des institutions nationales des droits de l'homme peuvent constituer un modèle pour les Etats parties lorsqu'ils mettent en place des MNP.

### 3.2.1- Indépendance fonctionnelle des MNP

L'efficacité et l'effectivité des mécanismes nationaux de prévention ne peuvent être garanties que si les dits mécanismes sont réellement indépendants. L'article 18 (1) exige que **les Etats parties garantissent une indépendance fonctionnelle** aux mécanismes qu'ils mettent en place.

L'indépendance fonctionnelle signifie que les mécanismes nationaux doivent pouvoir agir de manière autonome et sans ingérence étatique. Afin de garantir cette indépendance fonctionnelle et empêcher toute dissolution ou modification par l'Etat, le Sous-comité pour la prévention de la torture recommande que **les mécanismes nationaux doivent être créés par un texte constitutionnel ou législatif**.<sup>50</sup>

#### Point de vigilance : base juridique indépendante

Les pouvoirs, la structure et l'indépendance fonctionnelle du mécanisme ainsi que son mandat et sa composition doivent être définis dans une loi spéciale, qui doit énoncer les compétences professionnelles que ses membres doivent posséder, le mode de nomination de ces derniers, la durée de leur mandat et les immunités dont ils bénéficient.

### 3.2.2- Indépendance financière des MNP

L'article 18(3) exige que l'Etat Partie dégage les ressources nécessaires, notamment financières, au fonctionnement du mécanisme national de prévention.

L'indépendance financière est un critère indispensable sans lequel les mécanismes nationaux de prévention ne peuvent exercer leur indépendance fonctionnelle ni prendre de décisions de manière autonome<sup>51</sup>. Le Sous-comité pour la prévention de la torture recommande que les mécanismes nationaux de prévention aient un **budget indépendant** qu'ils déterminent et gèrent de manière autonome.

<sup>49</sup> Principes de Paris concernant le statut des institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'Homme, RES/AG/48/134, 20 Décembre 1993.

<sup>50</sup> Sous-comité pour la prévention de la torture, Troisième rapport annuel, CAT/C/44/2, par. 52

<sup>51</sup> APT, Protocole facultatif à la Convention contre la torture : manuel de mise en œuvre, 2010, à la p. 97.

### 3.2.3 - Indépendance des membres et du personnel des MNP

L'article 18 (2) prescrit aux Etats parties de prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que :

- les membres possèdent les compétences et les connaissances professionnelles requises
- l'équilibre entre les sexes et une représentation adéquate des groupes ethniques et minoritaires du pays soient assurés.

En outre, les Principes de Paris recommandent que les institutions nationales bénéficient d'une composition pluraliste de ces membres. Ainsi, chaque mécanisme national de prévention devrait veiller à ce que, par sa composition, **son personnel présente une diversité de milieux**, de compétences et de connaissances professionnelles, notamment juridiques et médicales<sup>52</sup>. Afin de garantir l'indépendance du mécanisme de prévention, les Etats doivent veiller à ne pas nommer des membres qui occupent une position susceptible de donner lieu à des conflits d'intérêts. Ainsi, la qualité de membre du mécanisme est **incompatible avec toute autre fonction qui pourrait compromettre son indépendance et son impartialité**<sup>53</sup>.

## 3.3 Le mandat des mécanismes nationaux de prévention

Le mandat premier des mécanismes nationaux de prévention est de prévenir la torture et autres mauvais traitements en effectuant des visites régulières des lieux de détention (article 1 et 3).

### Protocole facultatif à la Convention contre la torture Article 19

Les mécanismes nationaux de prévention sont investis à tout le moins des attributions suivantes :

- (a) Examiner régulièrement la situation des personnes privées de liberté se trouvant dans les lieux de détention visés à l'article 4, en vue de renforcer, le cas échéant, leur protection contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- (b) Formuler des recommandations à l'intention des autorités compétentes afin d'améliorer le traitement et la situation des personnes privées de liberté et de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, compte tenu des normes pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;
- (c) Présenter des propositions et des observations au sujet de la législation en vigueur ou des projets de loi en la matière.

Selon l'article 19 qui définit plus précisément le mandat des mécanismes nationaux de prévention, les mécanismes doivent **effectuer des visites régulières des lieux de détention et formuler des recommandations orientées vers la prévention de la torture et l'amélioration des conditions de détention**. Au-delà de son mandat de visites, les MNP devraient avoir la capacité de formuler des propositions et observations sur les législations relatives à la prévention de la torture.

<sup>52</sup>Sous-Comité pour la prévention de la torture, Directives concernant les mécanismes nationaux de prévention, CAT/OP/12/5, Novembre 2010, par. 20.

<sup>53</sup>Supra, par. 18.

### 3.4 Les pouvoirs des mécanismes nationaux de prévention

Afin de pouvoir remplir leur mandat, le Protocole facultatif par son article 20 établit certains pouvoirs que les Etats parties devraient accorder aux mécanismes nationaux de prévention.

#### 3.4.1 - Accès à l'information

L'article 20 (a) et (b) obligent les Etats parties à accorder aux mécanismes nationaux de prévention un **libre accès à toutes les informations nécessaires relatives au nombre et à l'emplacement des détenus et des lieux de détention**, ainsi qu'à tous les renseignements relatifs au traitement de ces personnes et à leurs conditions de détention, y compris l'accès aux dossiers des détenus.

#### 3.4.2 - Accès aux lieux de détention et aux personnes privées de liberté

L'article 20 (c) et (d) exige respectivement que les Etats garantissent aux MNP **l'accès à tous les lieux de détention**, tels que nous les avons définis auparavant, et la **possibilité de s'entretenir en privé avec les personnes privées de liberté**. Selon l'article 20 (e), les mécanismes nationaux de prévention sont **libres de choisir par eux-mêmes les personnes qu'ils rencontreront et les lieux de détention qu'ils visiteront**. Le Sous-comité rappelle que les mécanismes sont également libres de choisir la fréquence à laquelle ils conduiront les visites et de procéder à tout moment à des visites inopinées<sup>54</sup>.

#### Etat de la mise en place d'un MNP au Bénin

**Le Bénin a décidé de créer un nouvel organe : l'Observatoire National de prévention de la torture.** Le projet de loi du 23 Août 2007 contient de nombreuses dispositions concernant :

**Mandat :** organe indépendant qui a pour but de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants notamment dans les lieux de détention (art. 3)

**Composition :** composé de cinq membres avec un équilibre entre hommes et femmes ayant les compétences requises en matière de droits de l'homme ou avoir une expérience professionnelle dans l'administration de la justice (art.4)

**Garanties de fonctionnement :** L'Observatoire jouit de la personnalité juridique et de l'autonomie financière (art.1)

**Pouvoirs :** effectuer des visites régulières, annoncées ou inopinées, dans tous les lieux de détention; examiner la situation des personnes privées de liberté se trouvant dans ces lieux ; formuler des recommandations aux autorités compétentes ; présenter des propositions au sujet de la législation en vigueur ou des projets de loi ; développer une coopération avec des structures nationales, régionales et internationales (art.13)

**Le projet de loi a été adopté par la Commission nationale de législation et de codification le 23 Septembre 2008. Le projet de loi est toujours pendant devant l'Assemblée nationale et n'a pour l'instant pas abouti à une adoption.**

<sup>54</sup> SPT, Directives concernant les mécanismes nationaux de prévention, CAT/OP/12/5, Novembre 2010, par. 25.

## Chapitre 2 - La mise en œuvre des autres mesures préventives

La prévention de la torture commence nécessairement par l'instauration d'un cadre juridique fort interdisant la torture. Toutefois, le cadre juridique ne se suffisant pas à lui-même pour prévenir la torture, des mesures doivent être mise en place pour permettre son application. La mise en place d'un système de surveillance des lieux de détention en est une des mesures primordiales.

De nombreuses autres mesures préventives devraient être mises en place et en œuvre afin de prévenir durablement la torture au niveau national. **C'est particulièrement le cas de la formation des agents amenés à travailler avec les personnes privées de liberté, de la sensibilisation de la société civile à la prévention de la torture ainsi que de la réparation des victimes de torture et autres mauvais traitements.**

Une stratégie de prévention efficace implique notamment que l'interdiction de la torture et que les mesures préventives prises au niveau institutionnel soient transmises, comprises et appliquées par les fonctionnaires ainsi que par l'ensemble de la société civile. En l'absence de l'implication et la participation de la société civile et des agents étatiques dans la mise en œuvre de l'interdiction de la torture, les autres mesures préventives établies n'auront que peu d'impact dans la réalité. **Ces mesures préventives ne seront efficaces que si elles se déroulent dans un environnement de soutien du plus grand nombre à l'interdiction de la torture qui passe par la transformation en profondeur des perceptions et des mentalités sur la torture.**

De la même manière, la lutte contre la torture ne peut être déconnectée du sort des victimes. Les victimes sont souvent contraintes au silence et peuvent être stigmatisées en dépit du crime dont elles ont été victimes. Ceci rejoint étroitement l'ignorance de la société civile sur l'interdiction de la torture.

Dans la pratique, les victimes restent délaissées par les programmes de prévention et largement ignorées au niveau national dans leur droit à obtenir réparation pour le préjudice qu'elles ont subi. Les Etats ont, pourtant, une obligation vis-à-vis des victimes de leur offrir une pleine et effective réparation. Cette réparation fait partie intégrante d'une stratégie globale de prévention au même titre que les nombreuses autres mesures évoquées auparavant. La reconnaissance publique aussi bien de la souffrance des victimes que de la responsabilité des auteurs concoure activement à conscientiser la population, à lutter contre l'impunité qui entoure la torture et à la prévenir par l'effet dissuasif qu'elle génère.



## 1

## La formation des fonctionnaires à l'interdiction et à la prévention de la torture

La formation des fonctionnaires doit être au centre d'une stratégie efficace pour prévenir l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

L'éducation et la sensibilisation aux droits de l'homme, et plus particulièrement à l'interdiction et à la prévention de la torture, doit faire partie intégrante de la formation professionnelle de tout personnel susceptible de travailler avec des personnes privées de liberté. Cette formation peut devenir une garantie fondamentale dans le respect des droits des personnes privées de liberté, en particulier celui des personnes les plus vulnérables telles que les mineurs, les femmes ou encore les membres des minorités.

La Convention des Nations Unies contre la torture **impose aux Etats l'obligation de former le personnel** intervenant avec des personnes privées de liberté à la question de l'interdiction de la torture.

Convention contre la torture et autres peines et traitements  
cruels, inhumains ou dégradants

Article 10

**Tout Etat partie veille à ce que l'enseignement et l'information concernant l'interdiction de la torture fassent partie intégrante de la formation du personnel civil ou militaire chargé de l'application des lois, du personnel médical, des agents de la fonction publique et des autres personnes qui peuvent intervenir dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de tout individu arrêté, détenu ou emprisonné de quelque façon que ce soit.**

L'article 46 des Lignes directrices de Robben Island affirme également cette obligation de **formation** en disposant que les Etats devraient « *établir, promouvoir et soutenir des codes de conduite et d'éthique et développer des outils de formation pour le personnel chargé de la sécurité et de l'application des lois, ainsi que pour le personnel de toute autre profession en contact avec des personnes privées de liberté, tel que les avocats ou le personnel médical* ».

## 1.1 Objectifs de la formation des fonctionnaires

La protection effective et la forme du traitement accordées aux personnes privées de liberté dépendent en grande partie d'un environnement propice au respect de leurs droits par le personnel amené à travailler avec les personnes privées de liberté.

La formation des différentes catégories du personnel aux droits de l'homme remplit ainsi une **fonction de prévention directe** :

- en leur apportant les connaissances et les compétences nécessaires aux normes relatives à l'interdiction de la torture
- en les sensibilisant au respect de la dignité humaine et à leur éthique professionnelle.
- en renforçant leur rôle et leur attitude dans la protection et la promotion des droits de l'homme

## 1.2 Le contenu des programmes de formation

Les programmes de formation des fonctionnaires amenés à travailler avec les personnes privées de liberté doivent contenir des modules sur l'étude des droits de l'homme, et plus particulièrement sur les normes relatives à l'interdiction de la torture et aux normes qui concourent à la prévention de cette dernière.

### Point de vigilance

**Le contenu de ces programmes doit aussi prendre en compte les exigences nationales, le contexte culturel et social ainsi que le système juridique spécifique de l'Etat dans lequel se déroule le programme de formation.**

### 1.2.1 - Un contenu normatif

La prévention de la torture implique que l'ensemble des fonctionnaires connaisse et respecte les droits de l'homme en général et en particulier les normes relatives à l'interdiction et à la prévention de la torture. Pour cela, les droits de l'homme, y compris l'interdiction de la torture, doivent être traités comme partie intégrante et primordiale du programme de formation. Toutes les parties techniques du programme de formation des fonctionnaires doivent également refléter ces normes.

Le contenu normatif devrait notamment comprendre l'enseignement :

- **des normes relatives à l'interdiction de la torture et des mauvais traitements** avec un accent mis sur le caractère absolu de l'interdiction, sur la définition de la torture et des mauvais traitements, sur le fait qu'aucune déclaration faite sous la torture ne sera citée comme élément de preuve dans une procédure ainsi que sur le fait que les ordres d'un supérieur ne peuvent être invoqués pour justifier la torture.
- **des droits et garanties accordées aux personnes privées de liberté.** L'enseignement à ces normes devrait au minimum comprendre : le droit des détenus de porter plainte, le droit à la santé des détenus dans toutes les phases de sa détention, le droit de tous les détenus à communiquer avec l'extérieur y compris avec sa famille et son avocat, la proportionnalité des sanctions disciplinaires et dans le maintien de l'ordre, les mécanismes d'inspection. Selon les fonctions du groupe cible de la formation, l'étude de certains droits et traitements des détenus sera approfondie.
- **des droits spécifiquement reconnus aux mineurs et aux femmes.** Une partie de la formation doit porter également sur la prévention de la violence faite contre les femmes, les mineurs et les minorités ainsi que sur la protection spécifique qui doit leur être accordée en toutes circonstances.  
Ces normes doivent être absolument abordées quel que soit la fonction du groupe ciblé par la formation et doivent être explicitées afin que la pertinence de cette étude devienne apparente pour tous les fonctionnaires.

### 1.2.2 - Un contenu pratique

La connaissance des normes internationales, régionales et nationales relatives à l'interdiction et à la prévention de la torture par le personnel est essentielle et constitue la base de tout programme de formation. Cependant, la formation doit également comprendre des outils pratiques pour la mise en œuvre de ces normes dans le cadre de l'exercice des fonctions du personnel.

En effet, les fonctionnaires impliqués dans l'arrestation, l'interrogatoire et la détention ainsi que dans l'application des lois doivent aussi bien comprendre les normes que pouvoir les appliquer dans leur travail quotidien. La formation sur la prévention de la torture doit donc être autant théorique que pratique par **l'acquisition d'informations et de compétences aidant les fonctionnaires à répondre concrètement aux défis opérationnels dans leur travail quotidien**<sup>55</sup>.

Le contenu pratique doit être **adapté aux différentes fonctions** qu'exercent les destinataires des programmes de formation et **s'acquiert sur le long terme** par des modules techniques complémentaires sur des domaines touchant à des activités spécifiques du groupe cible à former.

<sup>55</sup> APT, Prévenir la torture-Guide pratique à l'intention des Institutions Nationales des Droits de l'Homme, à la p. 57.

Afin de permettre cette acquisition pratique, la formation devrait être basée le plus possible sur des **méthodes participatives** telles que les débats, les simulations et les jeux de rôle, les études de cas ou encore les visites sur le terrain.

#### Point de vigilance

**Toutes les remarques de caractère discriminatoire, intolérant, raciste ou sexiste durant la tenue de la formation ne doivent pas être éludées et doivent au contraire être traitées par les formateurs en rappelant les normes internationales et en opposant des faits concrets sur les stéréotypes.**

### 1.3 Les destinataires des programmes de formation

Bien que l'ensemble du personnel susceptible de travailler avec les personnes privées de liberté doive être en mesure de recevoir une formation spécifique sur l'interdiction et la prévention de la torture, **ces programmes doivent être adaptés aux fonctions et au rôle de chaque catégorie de fonctionnaires.**

Les destinataires devraient être avant tout le personnel pénitentiaire mais également les responsables de l'application des lois ainsi que le personnel médical.

#### 1.3.1 - Le personnel pénitentiaire

Le personnel pénitentiaire de par sa proximité quotidienne et sa fonction de surveillance des personnes privées de liberté doivent être dûment formés aux droits de l'homme et plus particulièrement à l'interdiction de la torture.

Le personnel pénitentiaire doit plus particulièrement recevoir une formation spécifique en vue d'obtenir des **compétences opérationnelles pour garantir la sécurité et la sûreté tout en veillant à ce que les personnes privées de liberté soient traitées de manière digne** et humaine et dans tous les cas prises en charge en fonction de leurs besoins spécifiques.

#### À consulter

**Les Droits de l'homme et les Prisons –Guide du formateur à l'intention du personnel pénitentiaire, Série sur la formation professionnelle n°11 Add2.**

**Les Droits de l'homme et les prisons –Manuel de formation aux droits de l'homme à l'intention du personnel pénitentiaire, Série sur la formation professionnelle n°11.**

### 1.3.2 - Les responsables de l'application des lois

Les responsables de l'application des lois comprennent notamment les officiers des police, les avocats, les magistrats, les auxiliaires de justice ainsi que tous les autres responsables qui interviennent dans l'administration de la justice.

De par leurs fonctions dans l'état de droit, **les responsables de l'application des lois ont une obligation particulière quant au respect, à la protection et à la promotion des droits de l'homme et doivent donc être préparés et outillés pour assurer ce rôle.** Il est primordial qu'au titre de leur formation, soit incluse la question spécifique de la prohibition et de la prévention de la torture afin de permettre de faire évoluer les pratiques judiciaires, que la lutte contre l'impunité soit réellement poursuivie et que soit assurée au quotidien l'effectivité des règles des droits de l'homme.

En sus de l'éducation aux normes relatives à l'interdiction et à la prévention de la torture, la formation des responsables de l'application doit comprendre un **enseignement spécifique des codes d'éthique et de conduite** reliés à chacune de leurs professions :

- les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature de 1985
- le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois de 1979
- les Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet de 1990
- les Principes de base sur le recours à la force et à l'utilisation des armes à feu de 1990
- les Principes de base relatifs au rôle du barreau de 1990

#### À consulter

**Droits de l'homme et application des lois - Manuel de formation à l'intention des services de police, Série sur la formation professionnelle n°5, 1997.**

**Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Série sur la formation professionnelle n°8, 2005.**

### 1.3.3 - Le personnel médical

Le personnel médical doit recevoir une formation spécifique sur l'interdiction de la torture et sa prévention en raison de sa fonction dans l'examen et de soins aux personnes privées de liberté et/ou victimes de torture.

Il devrait être **formé entre autre à la documentation et l'évaluation des cas de torture, à la conduite d'un examen médical avec une victime de torture et à la conduite des examens médicaux avec les femmes et les mineurs.**

Les principes d'éthique médicale qui expriment les **obligations morales et juridiques des professionnels de la santé** doivent également être compris dans la formation du personnel médical :

- Les Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1982
- La Résolution sur la responsabilité des médecins dans la documentation et la dénonciation des actes de torture ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants de l'Association Médicale Mondiale de 2003
- La Charte d'Athènes du Conseil international des services médicaux pénitentiaires de 1979

## 1.4 Les responsables de la formation

L'Etat est le premier responsable de la formation du personnel à la prévention de la torture afin de garantir un véritable état de droit. En effet, afin de répondre à l'objectif de prévention de la torture, les **Etats sont tenus d'établir et de promouvoir l'enseignement des droits de l'homme au sein des programmes de formation** du personnel intervenant auprès des personnes privées de liberté.

À ce titre, **le Comité des droits de l'homme impose également aux Etats de l'informer sur l'enseignement et la formation qui sont dispensés eu égard à l'interdiction et la prévention de la torture** ainsi que de lui expliquer de quelle manière celle-ci fait partie intégrante des règles et normes déontologiques auxquelles ces personnes doivent se conformer<sup>56</sup>.

L'existence de la formation n'est possible que si l'Etat prend des mesures de planification dans ce sens. La mise en œuvre incombe essentiellement aux ministères chargés des fonctions couvertes par ces groupes professionnels mais d'autres acteurs tels que les institutions nationales des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales et les associations professionnelles peuvent également participer activement dans l'élaboration des programmes, leur dispense ou leur évaluation.

Le programme de formation doit être dispensé par des praticiens dûment formés ou spécialisés dans les droits de l'homme et exerçant dans le même domaine professionnel que le personnel à former. Ces formateurs doivent donc :

- posséder parfaitement leur sujet
- être capables d'adapter la méthodologie interactive du programme;
- jouir d'une crédibilité avérée et d'une bonne réputation auprès des différents praticiens
- être capables d'assurer une évaluation de l'impact de la formation

### Point de vigilance

**La formation ne peut être efficace que si l'institution dans laquelle exerce le personnel ciblé par la formation garantit également ce droit à la formation et respecte elle-même les droits de l'homme.**

<sup>56</sup> Comité des droits de l'homme, Observation générale n°20, par.10.

## 2

## La sensibilisation de la société civile à l'interdiction et à la prévention de la torture

La sensibilisation de la société civile sur l'interdiction de la torture est au cœur des démarches visant à sa prévention. De la même manière que les fonctionnaires doivent être sensibilisés à la prévention de la torture afin de garantir le respect des droits des personnes privées de liberté, **la société civile doit également être sensibilisée afin de pouvoir défendre ses droits**. Les campagnes de sensibilisation sont très importantes puisqu'elles **visent aussi bien à éduquer et informer la société civile qu'à créer un dialogue public en vue d'un changement social**.

La mise en œuvre de la prévention par le biais de la sensibilisation de la société civile a été expressément reconnue dans les Lignes directrices de Robben Island.

### Les lignes de Robben Island

#### Article 47

Les initiatives d'éducation publique et les campagnes de sensibilisation sur l'interdiction et la prévention de la torture et sur les droits des personnes privées de liberté doivent être encouragées et soutenues.

#### Article 48

Le travail d'éducation publique, de diffusion de l'information et de sensibilisation, sur l'interdiction et la prévention de la torture et autres formes de mauvais traitements, mené par les ONG et les médias doit être encouragé et soutenu.

De la même manière, le Comité des Nations Unies contre la torture, dans son Observation Générale n°2, a insisté sur le fait que les Etats doivent aller bien au-delà des simples mesures préventives établies par la Convention des Nations Unies contre la torture. Le Comité contre la torture a, ainsi, souligné l'importance que « **l'ensemble de la population soit sensibilisé à l'histoire, à la portée et à la nécessité de l'interdiction intangible de la torture et des mauvais traitements** »<sup>57</sup>.

Les Nations Unies ont proclamé le 26 Juin Journée internationale des Nations Unies pour le soutien des victimes de la torture<sup>58</sup>. Bien qu'avant tout symbolique, cette journée internationale tend à réaffirmer l'interdiction absolue de la torture et à honorer les victimes. Si la sensibilisation au problème de la torture ne peut se réduire à une seule journée d'action, la journée internationale montre également la volonté des Nations Unies de rendre la torture visible et connue du grand public. Elle donne, ainsi, l'occasion de sensibiliser et d'informer la société civile dans son ensemble au problème de la torture et des autres mauvais traitements.

<sup>57</sup> Comité des Nations Unies contre la torture, Observation Générale n°2, CAT/C/GC/2, 2008, par.25.

<sup>58</sup>

## 2.1 Objectifs et avantages de la sensibilisation

Une démarche de prévention de la torture efficace s'articule aussi bien au niveau institutionnel par l'adoption et la mise en œuvre dans la pratique de normes régissant l'interdiction de la torture qu'au niveau de la société civile par la connaissance et la compréhension de ces mêmes normes.

La connaissance de la société civile sur le droit de chaque personne à n'être soumise à aucune forme de torture ainsi que sur les garanties qui doivent être accordées à chaque personne privée de liberté est en elle-même une **garantie contre les violations de ces droits**. Une personne qui connaît ses droits est plus à même de les défendre, de les faire respecter et de respecter réciproquement les droits d'autrui.

## 2.2 Les acteurs de la sensibilisation

### 2.2.1 – Le rôle des défenseurs des droits de l'homme

Les organisations non gouvernementales locales et internationales ont un fort rôle à jouer dans la prévention de la torture et plus particulièrement dans la sensibilisation de la société civile. En outre, les **ONG bénéficient souvent d'une meilleure crédibilité et confiance auprès du grand public** que les institutions étatiques notamment en raison de leur combat dans la défense des droits de l'homme et en faveur des victimes.

Bien qu'agissant différemment des organisations non gouvernementales, les institutions nationales des droits de l'homme en tant qu'organes publics habilités spécifiquement à promouvoir et protéger les droits de l'homme au niveau national, ont également un rôle important dans la sensibilisation de l'opinion publique. Les Principes de Paris ont, par ailleurs, affirmé qu'au titre de leurs attributions, **les institutions nationales des droits de l'homme devaient « faire connaître les droits de l'homme, (...) en sensibilisant l'opinion publique notamment par l'information et l'enseignement »**<sup>59</sup>.

### 2.2.2 - L'importance des médias

Les médias sont des acteurs importants de la sensibilisation sur l'interdiction de la torture. Ils ont un fort impact sur la formation de l'opinion de la société civile **en diffusant des informations et des idées qui permettent d'ouvrir le dialogue public, d'influencer les parlementaires et d'exercer une pression sur les gouvernements**.

Les ONG ainsi que les institutions nationales des droits de l'homme peuvent se servir des médias pour communiquer leurs recherches, leurs rapports et également diffuser des campagnes de sensibilisation. Cela peut se traduire par des spots publicitaires, des reportages, des articles diffusés par le biais de la presse écrite, la radio, la télévision ou encore la presse en ligne.

<sup>59</sup> Les Principes concernant le statut et le fonctionnement des institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme, par 3.



## 2.2.3 - La coopération entre les différents acteurs

Afin qu'une action de sensibilisation soit réellement efficace, il est nécessaire que soit entrepris une réelle coopération entre une multitude d'acteurs : les ONG de défense des droits de l'homme, les médias, les Institutions nationales des droits de l'homme ou encore les associations de professionnels de la santé et d'avocats.

Cela ne veut pas dire que des actions isolées n'auront aucun impact et ne sont pas nécessaires mais la sensibilisation aura en plus grande portée si elle fait partie d'une stratégie d'ensemble. Cette coopération peut se poursuivre au moyen d'actions concertées, d'échange d'informations, d'une répartition thématique ou géographique de la sensibilisation, d'un partenariat sur le long-terme ou de consultations.

### 2.3 Le public ciblé par la sensibilisation

Toute stratégie de sensibilisation doit se fonder sur un ou des objectifs préalablement définis et clairement articulés mais doit également **identifier le groupe ou les groupes de personnes qui vont être ciblés par l'action de sensibilisation**.

Les problèmes que tendent à combattre la campagne doivent être compris et analysés en prenant en compte aussi bien le contexte culturel, social et politique de l'Etat dans lequel intervient la sensibilisation que les difficultés spécifiques des groupes ciblés par la campagne.

La sensibilisation peut et doit concerner **la société dans son ensemble** puisque le changement social relatif à la torture ne peut passer que par la connaissance et l'acceptation de l'interdiction de la torture par l'ensemble des citoyens.

Toutefois, certains groupes de personnes peuvent être plus particulièrement ciblés par la sensibilisation en raison du risque accru de torture qu'ils encourent.

#### 2.3.1 - Les personnes privées de liberté

Les personnes privées de liberté sont **les personnes les plus à risque vis-à-vis des actes de torture et des mauvais traitements**. Une sensibilisation ciblée sur les personnes privées de liberté peut se baser sur des objectifs spécifiques tels que :

- expliquer les procédures de dépôt de plaintes
- informer de l'existence des acteurs de la prévention de la torture ainsi que les organes compétents pour recevoir des plaintes,
- informer les personnes privées sur leurs droits durant leur détention et sur les conditions carcérales

Cette sensibilisation peut consister dans la tenue de conférences ou d'ateliers, la diffusion et l'affichage de documents, affiches et brochures informatives dans les lieux de détention y compris

dans les postes de police, la rédaction et la distribution d'un livret ou d'un guide sur les droits des détenus à l'attention des détenus.

### 2.3.2 - Les groupes les plus vulnérables

Tout comme les personnes privées de liberté, les catégories les plus vulnérables sont plus susceptibles d'être soumises à des actes de torture et **peuvent donc être spécifiquement ciblées par des campagnes de sensibilisation**. Tel est le cas, par exemple, des mineurs, des femmes, des personnes handicapées, des minorités ethniques, religieuses et raciales.

En outre, certaines catégories de populations vulnérables peuvent être soumises à des actes spécifiques de torture et des pratiques culturelles néfastes en raison de leur appartenance à une catégorie vulnérable.

Ces catégories vulnérables peuvent éprouver des difficultés particulières dans la compréhension ou dans l'accès à l'information de leurs droits mais également dans l'accès à des recours en justice. De ce fait, il est important de viser directement ces groupes afin de les sensibiliser sur leurs droits, sur les garanties qui doivent leur être accordées et sur la protection particulière qui devrait leur être reconnue<sup>60</sup>.

#### Les questions à se poser afin de mettre en place une stratégie de sensibilisation<sup>61</sup>

1. Qu'est-ce que je veux réaliser? (choix des objectifs)
2. Quel public je veux atteindre ? (choix du public cible)
3. Qu'est-ce que je dois dire ? (choix du message)
4. Comment est-ce que je dois formuler ce message ? (choix des informations)
5. Comment est-ce que je peux diffuser mon message ? (choix des outils de diffusion)
6. Qu'est-ce que je dois faire par la suite ? (choix de moyens d'évaluation)

<sup>60</sup> APT et Commission africaine des droits de l'homme et des peuples Lignes directrices de Robben Island pour la prohibition et la prévention de la torture en Afrique, Guide pour la mise en œuvre, 2008.

<sup>61</sup> Voir International Rehabilitation Council for Torture Victims, Guide de sensibilisation, 2007.

## 3

## La réparation des victimes de torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants

La reconnaissance d'un droit à réparation constitue une mesure qui participe à la prévention de la torture par son caractère dissuasif sur les violations futures et qui participe au processus curatif de la victime par la reconnaissance publique des souffrances endurées.

Le droit à réparation des victimes de violation d'une obligation du droit international est un principe consacré en droit international. Ce même principe a également été consacré pour les violations des droits de l'homme à travers de nombreuses déclarations et instruments internationaux qui accordent expressément en leur sein ce droit, tel est le cas de **la Convention contre la torture qui, par son article 14, impose aux Etats de garantir aux victimes de torture un droit à réparation.**

Cependant, les différentes conventions qui reconnaissent expressément le droit à réparation aux victimes ne font que l'énoncer sans expliciter la manière d'appliquer ce droit. Afin de combler ces lacunes, les Nations Unies ont adopté les **Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international relatif aux droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire** en décembre 2005<sup>62</sup> qui établissent les grands principes d'un système approprié de réparation aux victimes.

## 3.1

### La réparation, pour quelles violations ?

L'article 14 de la Convention contre la torture impose aux Etats parties de **garantir à la victime d'un acte de torture, le droit d'obtenir réparation et d'être indemnisée équitablement et de manière adéquate, y compris les moyens nécessaires à sa réadaptation la plus complète possible.**

L'article 16 relatif à l'interdiction des traitements cruels, inhumains ou dégradants cite explicitement les articles 10 à 13 comme étant applicables aux mauvais traitements. Le droit à réparation des victimes quant à lui, n'est pas explicitement inclus dans les articles applicables aux autres mauvais traitements énumérés dans l'article 16.

Cependant, le Comité contre la torture a estimé que cette absence ne devait être considérée comme excluant une obligation pour les Etats de fournir une réparation aux victimes de mauvais traitements. **Ainsi, le Comité contre la torture considère que l'article 14 de la Convention contre la torture accordant une réparation s'applique autant aux victimes de torture qu'aux victimes de traitements cruels, inhumains ou dégradants**<sup>63</sup>.

<sup>62</sup>Assemblée générale, Résolution 60/147, Décembre 2005.

<sup>63</sup>Comité contre la torture, Observation générale n°2, CAT/C/GC/2, par. 3.

## 3.2 La réparation, pour quelles victimes ?

Pour mettre en œuvre la réparation des victimes de torture et d'autres mauvais traitements, il convient de définir la notion de victime. **Les victimes ne sont pas définies au sein de la Convention contre la torture** aux termes de l'article 14 sur le droit à la réparation des victimes.

Cependant, le Comité contre la torture, dans son observation générale n°3 sur l'application de l'article 14 de la Convention contre la torture<sup>64</sup>, a **défini la notion de victime en reprenant la définition incluse dans les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes**<sup>65</sup>.

Pour le Comité, les victimes sont :

- **les personnes qui, individuellement ou collectivement, ont subi un préjudice**, notamment une atteinte à leur intégrité physique ou mentale, une souffrance morale, une perte matérielle ou une atteinte grave à leurs droits fondamentaux, en raison d'actes ou d'omissions constituant des violations de la Convention.
- **les membres de la famille proche ou les ayants cause de la victime** ainsi que les personnes qui ont subi un préjudice alors qu'elles intervenaient pour venir en aide à la victime ou pour empêcher qu'elle ne devienne victime.

Cette inclusion est une reconnaissance de la souffrance des membres de la famille en raison de la violation subie par la victime. L'article 50 des Lignes de Robben Island affirme également que la notion de victime doit s'étendre aux familles et aux communautés qui ont été touchées par la torture et les mauvais traitements infligés à l'un de leurs membres.

- Une personne devrait être considérée comme étant une **victime, que l'auteur de la violation ait été ou non identifié, appréhendé, poursuivi et reconnu coupable** et indépendamment de tout lien de parenté ou d'autre nature qui peut exister entre l'auteur et la victime.

Le droit à réparation doit être accordé aux victimes indépendamment de l'issue de la procédure pénale<sup>66</sup> et de l'identification ou de la reconnaissance de la culpabilité de l'auteur. Cela est particulièrement le cas pour les cas de torture et autres mauvais traitements puisque les tortionnaires sont souvent difficilement identifiables. Ainsi, une action civile pour demande de réparation peut être engagée indépendamment de l'action pénale.

<sup>64</sup> Comité contre la torture, Observation générale n°3, par.3.

<sup>65</sup> Assemblée générale, Résolution 60/147, Décembre 2005, Principe 8.

<sup>66</sup> Lignes directrices de Robben Island, article 50.

### 3.3 Les formes de la réparation

Selon les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes, **une réparation complète comprend cinq éléments : la restitution, l'indemnisation, la réadaptation, la satisfaction et les garanties de non-répétition**<sup>67</sup>.

Bien que ces formes ne soient pas expressément mentionnées par la Convention contre la torture, le Comité contre la torture a, dans son observation générale n°3 relative à l'application de l'article 14 de la Convention contre la torture, affirmé que **la réparation accordée aux victimes de torture devait être complète et effective** et qu'à ce titre, « le Comité fait siens les éléments d'une réparation complète (...) tels qu'ils sont énoncés dans les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation »<sup>68</sup>.

#### 3.3.1 - La restitution

Le principe 19 des Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes cite la restitution en tant que forme de la réparation. La restitution est généralement considérée comme la forme première que doit revêtir la réparation puisqu'elle **visé à rétablir la situation de la victime telle qu'elle existait avant que la torture ou les mauvais traitements n'aient été commis**.

La restitution devrait comprendre notamment :

- la restauration de la liberté,
- la jouissance des droits de l'homme
- le droit à l'identité, à la vie de famille et à la citoyenneté
- le retour sur le lieu de résidence
- la restitution de l'emploi et des biens.

Cependant, et en raison de actes de torture ou de mauvais traitements qui ont pu être commis, il peut paraître impossible de restituer une situation antérieure pour les victimes et la restitution seule peut s'avérer bien souvent inadaptée.

#### 3.3.2 - L'indemnisation

Une indemnisation devrait être accordée pour tout dommage résultant de torture ou de mauvais traitements. On entend par indemnisation, une **compensation financière résultant d'une évaluation économique du préjudice pécuniaire ou non pécuniaire subi**. Cette compensation doit être proportionnée à la gravité de la violation et aux circonstances de chaque cas.

L'indemnisation peut comprendre entre autre :

<sup>67</sup> Assemblée générale, Résolution 60/147, Décembre 2005, Principes 19 à 23.

<sup>68</sup> Comité contre la torture, Observation générale n°3, CAT/C/GC/3, Décembre 2012, par.6.

- le remboursement des frais médicaux engagés ou des frais à venir pour couvrir les services médicaux, psychologiques, sociaux et les services de réadaptation
- le dommage pécuniaire et non pécuniaire résultant du préjudice physique, psychologique ou mental subi
- la perte de gains et de potentiel de gains entraînée par les incapacités causées par la torture ou les mauvais traitements
- les occasions perdues en ce qui concerne notamment l'emploi, l'éducation et les prestations sociales

### 3.3.3 - La réadaptation

La réadaptation fait l'objet d'une mention expresse à l'article 14 de la Convention contre la torture ainsi qu'à l'article 50 des Lignes directrices de Robben Island. Elle constitue un élément très important de la réparation puisqu'elle  **vise à permettre l'intégration et la participation de la victime dans la société tout en tenant compte de sa nouvelle situation.**

Au titre du Principe 21 des Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes, la réadaptation **devrait comporter aussi bien une prise en charge médicale et psychologique qu'un accès aux services juridiques et sociaux.** Ces mesures peuvent être fournies directement ou indirectement par une aide financière destinée à régler les frais de ces services. Les services doivent être disponibles, accessibles à toutes les victimes sans aucune discrimination et adaptées aux besoins et à la culture, la personnalité et à l'histoire des victimes.

#### Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

L'ONU a créé, par la résolution 36/151 de l'Assemblée Générale du 16 décembre 1981, un fonds de contributions pour les victimes de la torture. Ce fonds est alimenté par des contributions volontaires de gouvernements, d'organisations et de particuliers. Le Fonds apporte une aide financière à des organisations non-gouvernementales qui offrent une assistance psychologique, médicale, sociale, juridique et économique.

### 3.3.4 - La satisfaction

La satisfaction comprend **une série de mesures qui ont pour but d'établir et de rendre publique la vérité sur les crimes subis par les victimes.** L'idée derrière la satisfaction est que chaque victime a le droit de connaître la vérité sur les crimes qu'elles ont subis et que l'ensemble de la société doit également prendre connaissance de ces crimes et de la responsabilité des auteurs.

Les Principes fondamentaux sur le droit à réparation dressent la liste de mesures qui doivent être, en tout ou en partie, prises au titre de la torture<sup>69</sup> :

<sup>69</sup> Assemblée générale, Résolution 60/147, Décembre 2005, Principe 22.

- mesures efficaces visant à faire cesser des violations continues
- vérification des faits et divulgation publique de la vérité si la divulgation n'a pas pour conséquence un nouveau préjudice ou ne menace pas la sécurité et les intérêts de la victime, de ses proches, des témoins ou de personnes qui sont intervenues pour l'aider
- recherche des personnes disparues, enlevées et tuées, et assistance pour la récupération, l'identification et l'inhumation des corps conformément aux vœux exprimés de la victime
- déclaration officielle ou décision de justice rétablissant la victime et les personnes qui ont un lien étroit avec elle dans leur dignité, leur réputation et leurs droits
- sanctions judiciaires et administratives à l'encontre des responsables des violations
- excuses publiques, y compris reconnaissance des faits et acceptation de la responsabilité
- commémorations et hommages aux victimes

### 3.3.5 - Les garanties de non-répétition

Les mesures qui devront être prises comme garanties de non-répétition sont **l'ensemble des mesures législatives, administratives et judiciaires qui doivent être mises en place par les Etats afin de prévenir la torture et autres mauvais traitements**, et qui figurent dans la Convention contre la torture en tant qu'obligations des Etats<sup>70</sup>. Le but derrière les garanties de non-répétition est d'empêcher à long-terme que ces crimes soient perpétrés.

## 3.4 La protection des victimes

La protection des victimes est importante pour l'effectivité du droit à réparation des victimes de torture ou mauvais traitements. Cette protection **constitue une garantie pour la victime d'exercer son droit à porter plainte et à demander et à obtenir réparation puisque sans cette protection, certaines victimes peuvent renoncées, sous pression ou par peur, à exercer leur droit.**

**Les lignes directrices de Robben Island** expriment l'importance cruciale que revêt la protection en accordant à cette dernière l'objet de l'article 49 qui dispose tel que suit : « Les Etats devraient prendre des mesures pour assurer la protection des victimes de torture ou de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, des témoins, des personnes chargées de l'enquête, des défenseurs des droits de l'homme et de leurs familles contre la violence, les menaces de violence ou toute autre forme d'intimidation ou de représailles en raison de plaintes déposées, d'auditions ou de déclarations faites, de rapports effectués ou de l'enquête».

Le Comité contre la torture a également rappelé que les Etats parties devaient prendre des mesures pour empêcher toute immixtion dans la vie privée de la victime et pour protéger la victime, sa famille et les témoins, et toute autre personne qui est intervenue en son nom, contre des actes d'intimidation et de représailles<sup>71</sup>.

<sup>70</sup> Comité contre la torture, Observation générale n°3, par. 18.

<sup>71</sup> Comité contre la torture, Observation général n°3, par. 31.



## INFORMATIONS PRATIQUES



## Contacts utiles



### Organisations Régionales (Afrique)

#### COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

90 Kairaba Avenue

P.O. Box 673

Banjul - Gambie

Téléphone (+220) 392 962 ou (+220) 372 070

Fax : (+220) 390 764

Email : [achpr@achpr.org](mailto:achpr@achpr.org)

Site Internet : [www.achpr.org](http://www.achpr.org)

#### Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI)

Boîte Postale 10590, Kampala, Uganda

Tél. : +256 41 22 11 19 - Fax: +256 41 22 26 23

E-mail: [unafri@unafri.org](mailto:unafri@unafri.org)

Site Internet: [www.unafri.or.ug](http://www.unafri.or.ug)

#### Organisation de l'Unité Africaine

Boîte Postale 3234

AddisAbbeba - Ethiopie

Tél. : +251 1 51 77 00

### Organisations Internationales

#### BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME

Palais Wilson – 52 Rue des Pâquis

CH-1201 Genève - Suisse

Téléphone : (+41) 22 917 90 00

Fax : (+41) 22 917 90 12

Email : [InfoDesk@ohchr.org](mailto:InfoDesk@ohchr.org)

Site Internet : [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org)

#### COMITE CONTRE LA TORTURE

Division des traités droits de l'homme - Human Rights Treaties Division

Haut-Commissariat des NU pour les Droits de l'Homme

Palais Wilson - 52, rue des Pâquis CH-1201 Genève. Suisse.

Adresse postale : UNOG-OHCHR CH-1211 Genève 10. Suisse.  
Téléphone : (+41) 22 917 97 06  
Fax : (+41) 22 917 90 08  
Email : [cat@ohchr.org](mailto:cat@ohchr.org)

### **FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES POUR LES VICTIMES DE LA TORTURE**

UNVFVT- Office du Haut-Commissariat pour les Droits de l'homme  
CH-1211 Geneva 10, Suisse.  
Téléphone : (+41) 22 917 9315  
Fax : (+41) 22 917 9017  
Email : [unvfvvt@ohchr.org](mailto:unvfvvt@ohchr.org)

### **ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE - SECRETARIAT INTERNATIONAL**

CP 21, 8, rue du Vieux-Billard  
CH-1211 Genève 8. Suisse.  
Téléphone : (+ 41) 22 809 4939  
Fax : (+ 41) 22 809 4929  
Courriel : [omct@omct.org](mailto:omct@omct.org)

#### **Pour les plaintes individuelles**

Bureau des pétitions Haut-Commissariat des NU pour les Droits de l'Homme  
1211 Genève 10. Suisse.  
Fax + 41 22 917 9022 (pour les urgences)  
Courriel : [petitions@ohchr.org](mailto:petitions@ohchr.org)

### **RAPPORTEUR SPECIAL DES NATIONS UNIES CONTRE LA TORTURE**

c/o Haut-Commissariat des NU pour les Droits de l'Homme à Genève  
CH-1211 Genève 10. Suisse.  
**Appel urgent / Email :** [urgent-action@ohchr.org](mailto:urgent-action@ohchr.org)

## **Société civile**

#### **FONDATION JOSEPH THE WORKER/ STRUCTURE LAZARIENNE**

PK 18 Route de Porto-Novo, Bâtiment annexe Maison des Jeunes de Sèmè-Podji  
01 BP 171 Sèmè-Podji  
229 21 19 60 76 / 229 97 38 96 31/ 229 95 45 02 05  
[fondationjosephtheworker@gmail.com](mailto:fondationjosephtheworker@gmail.com)  
[www.fondationjosephtheworker.org](http://www.fondationjosephtheworker.org)

#### **ACAT BENIN**

03 BP 0394 Cotonou. Bénin.  
Téléphone : (+229) 21 04 35 88 / 90 01 03 94 / 95 85 16 46  
Email: [paszahoun@yahoo.fr](mailto:paszahoun@yahoo.fr)  
Site Web: [http://www.fiacat.org/fr/article.php3?id\\_article=17](http://www.fiacat.org/fr/article.php3?id_article=17)

**AMNESTY INTERNATIONAL BENIN**

01 BP 3536 Cotonou BJ

Téléphone : (+ 229) 21 32 36 90

Fax : (+ 229) 21 32 36 90

Courriel: [info@aibenin.org](mailto:info@aibenin.org)

Facebook : [www.facebook.com/aibenin](http://www.facebook.com/aibenin)

**ASSOCIATION DES FEMMES JURISTES DU BENIN AFJB**

04 BP 331 Quartier Wologuèdè Immeuble HOUENASSOU

(dans la VONS avant la Pharmacie Eternité en venant de Sikècodji)

Téléphone : (+229) 32-83-53

Fax : (+229) 30-78-47

Courriel : [afjb.benin@intnet.bj](mailto:afjb.benin@intnet.bj)

**ASSOCIATION POUR LA PREVENTION DE LA TORTURE (APT)**

Centre Jean-Jacques Gautier CP 137.

CH-1211 Genève 19. Suisse.

Téléphone: (+41) 22 919 21 70

Fax: (+41) 22 919 21 80

Email : [apt@apt.ch](mailto:apt@apt.ch)

**CENTRE AFRIKA OBOTA BENIN (CAO-BENIN)****SIEGE SOCIAL**

C/723 Gbégamey - Cotonou

**BOITE POSTALE**

03 BP 1514 Jéricho – Cotonou

Téléphone : (+229) 21 30 42 10

Courriel : [afrikaobota@yahoo.fr](mailto:afrikaobota@yahoo.fr)

**ENFANTS SOLIDAIRES D'AFRIQUE ET DU MONDE (ESAM)**

Siège Akotomeya (BOPA) / Dept. du Mono

08 P.O. Box 0049 Tri Postal

Cotonou-Benin

Phone: (+229) 21 30 52 37

E-mail: [esam\\_benin@yahoo.fr](mailto:esam_benin@yahoo.fr)

Website: <http://www.esamsolidarity.org>

**FRATERNITE DES PRISONS DU BENIN**

Rez-de-chaussée A

C/2213 - Face Hôtel de l'Amitié (Stade de l'Amitié)

03 BP : 3642 COTONOU – BENIN

Téléphone: (+229)21.38.35.84

Courriel : [contact@fraterniteprisonbenin.org](mailto:contact@fraterniteprisonbenin.org)

Site internet : <http://www.fraterniteprisonbenin.org/>

**ONG Droits de l'Homme, Paix et Développement (DHPD-ONG)**

08 BP 396 Centre de Tri Postal Cotonou-Bénin

Téléphone : 21 30 99 39/21 07 11 63

Courriel : [dhpdpd\\_ong@yahoo.fr](mailto:dhpdpd_ong@yahoo.fr)

## Foire aux questions



### 1. Mon pays va-t-il bientôt ou a-t-il fait l'objet d'une visite du Rapporteur Spécial ?

La liste des pays devant faire l'objet de visite et ayant fait l'objet de visite du Rapporteur spécial des Nations Unies pour la torture est disponible sur le site internet à l'adresse suivante: <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Torture/SRTorture/Pages/Visits.aspx>

Adresse courriel: [sr-torture@ohchr.org](mailto:sr-torture@ohchr.org)

### 2. Que dois-je indiquer dans ma plainte au Rapporteur Spécial des Nations Unies ?

Le site du Rapporteur Spécial des Nations fournit un exemple de plainte à envoyer, consultable en suivant le lien suivant : <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Torture/SRTorture/Pages/model.aspx>

La plainte doit être la plus détaillée et la plus précise possible. Elle doit comporter certaines indications, notamment :

- l'identité de la victime
- la description des circonstances
- l'existence ou non d'action en réparation par les autorités

### 3. Y a-t-il une journée internationale de soutien ?

Dans sa résolution A/RES/52/149, l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé **le 26 Juin** Journée Internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture.

### 4. Comment puis-je voir si mon pays ou un pays a adhéré ou ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ?

Le Bureau des traités des Nations Unies tient à jour les signatures, ratifications et entrées en vigueur des traités par les Etats au travers un site internet sur lequel les utilisateurs peuvent faire des recherches multicritères.

Pour la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'état des ratifications peut être vu en suivant le lien suivant :

[http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-9&chapter=4&lang=en](http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-9&chapter=4&lang=en).

## 5. Comment savoir s'il s'agit bien d'un acte de torture ?

Selon l'article 1 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, trois éléments fondamentaux permettent de définir la torture :

- 1) Il doit s'agir d'une douleur aiguë, physique ou mentale
- 2) Elle doit être infligée avec objectif précis
- 3) Elle doit être infligée par un agent public ou toute autre personne agissant à titre officiel.

Ce sont les traits caractéristiques de toutes les définitions de torture. Après, il sera fait un examen de l'appréciation subjective via les motivations et les intentions.

## 6. Comment faire la différence entre la torture et un traitement cruel, inhumain ou dégradant ?

L'article 16.1 de la Convention contre la torture définit comme étant un traitement cruel, inhumain ou dégradant les actes « qui ne sont pas des actes de torture telle qu'elle est définie à l'article premier lorsque de tels actes sont commis par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel, ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite ».

Ainsi, tout acte qui ne correspond pas à la définition de la torture parce qu'il manque un ou plusieurs critères peut néanmoins être couvert en vertu de l'interdiction soulignée à l'article 16 de la Convention contre la torture.

## 12. Quelles sont les formes de torture ?

Le Protocole d'Istanbul cite quelques formes courantes de torture:

- a) Coups de poing ou de pied, gifles, coups infligés au moyen d'un fouet, de fil électrique, d'une matraque et autres traitements causant des meurtrissures, comme de faire tomber la victime à terre;
- b) Tortures positionnelles, consistant à suspendre le sujet, à attacher ses membres en extension, à lui imposer de manière prolongée une position particulière ou inconfortable;
- c) Brûlures au moyen de cigarettes, d'instruments portés à haute température, de liquide bouillant ou de substances caustiques;
- d) Décharges électriques;
- e) Asphyxie par noyade, suffocation, étouffement ou inhalation de produits chimiques;
- f) Blessures par écrasement – des doigts, ou des cuisses ou du dos au moyen d'un rouleau, par exemple;
- g) Blessures pénétrantes – à l'arme blanche, par balle, ou causées par l'introduction d'un fil de fer sous les ongles;
- h) Brûlures causées par l'application de sel, piment, essence ou autres substances sur des plaies ou des muqueuses;
- i) Violences sexuelles – coups sur les parties génitales et autres brutalités touchant les organes sexuels, viol;
- j) Blessures par broiement ou arrachage de doigts ou de membres;
- k) Amputation et ablation chirurgicales de doigts, membres ou organes;
- l) Torture pharmacologique par administration de doses toxiques de sédatifs, neuroleptiques, produits paralysants, etc.;
- m) Conditions de détention cruelles ou dégradantes – cellules exigües ou surpeuplées, isolement, insalubrité et manque d'hygiène, nourriture et boisson insuffisantes ou contaminées, températures extrêmes, promiscuité, nudité forcée;

- n) Privation des stimuli sensoriels normaux, déni ou restriction des besoins naturels – son, lumière et éclairage, notion du temps, isolement, besoins physiologiques, sommeil, eau, nourriture, hygiène, mobilité, soins médicaux, contacts sociaux à l'intérieur du lieu de détention et avec le monde extérieur (les victimes sont souvent maintenues en isolement afin d'éviter l'établissement de liens de solidarité et de favoriser un attachement névrotique au tortionnaire);
- o) Humiliations verbales et physiques;
- p) Menaces de mort, de violences contre la famille, de tortures supplémentaires, d'emprisonnement, simulacres d'exécutions;
- q) Menaces d'agressions par des animaux tels que chiens, chats, rats ou scorpions;
- r) Tortures psychologiques visant à détruire la personnalité, en forçant la victime à trahir, en la confrontant à son impuissance, en l'exposant à des situations ambiguës, en lui adressant des messages contradictoires;
- s) Violation de tabous;
- t) Contrainte comportementale – le fait d'obliger la victime à enfreindre les préceptes de sa propre religion (par exemple, forcer un musulman à manger du porc), à infliger à d'autres la torture ou d'autres sévices, à détruire des biens, à trahir d'autres personnes en les mettant en danger;
- u) Le fait d'obliger la victime à assister à des tortures ou atrocités infligées à d'autres

# ANNEXES

# Annexe 1

## Principales dispositions internationales et régionales régissant La prévention de la torture

### 1- Conventions des Nations Unies

**1966** (19 Décembre), *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 999 RTNU 171, art 7 (entrée en vigueur: 23 Mars 1966, accession du Bénin 12 Mars 1992).

**1984** (10 Décembre), *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, 1465 RTNU 85 (entrée en vigueur: 26 Juin 1987, accession du Bénin 12 Mars 1992).

**1989** (20 Novembre), *Convention relative aux droits de l'enfant*, 1577 RTNU 3 (entrée en vigueur : 2 Septembre 1990, accession du Bénin 3 Août 1990).

**2002** (18 Décembre), *Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, 2375 RTNU 237 (entrée en vigueur : 22 Juin 2006, accession du Bénin 20 Septembre 2006).

### 2- Résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil Economique et Social des Nations Unies

**1957** (31 Juillet), *Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants*, Rés CES 663C (XXIV) 1957, amendé Rés CES 2076 (LXII) 13 mai 1977.

**1975**(9 Décembre), *Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, Rés. AG 3452(XXX).

**1979** (17 décembre), *Code de conduite pour les responsables de l'application des lois*, Rés AG 34/169.

**1982**(18 Décembre),*Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, Rés. AG 37/194.

**1984**(25 Mai),*Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort*, Rés ECOSOC 1984/50.

**1985**(29 Novembre), *Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir*, Rés. AG 40/34.

**1985**(29 Novembre), *Ensemble des règles minima concernant l'administration de la justice pour les mineurs («Règles de Beijing»)*, Rés. AG 40/33.

**1985**(13 Décembre), *Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature*, Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Rés. AG 40/146.

**1988**(9 Décembre), *Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement*, Rés. AG 43/173.



**1989**(24 Mai), *Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions*, Rés. ECOSOC 1989/65.

**1990**(14 Décembre), *Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus*, Rés. AG 45/111.

**1990** (14 Décembre), *Principes directeurs pour la prévention de la délinquance juvénile («Principes directeurs de Riyad»)*, Rés AG 45/112.

**1990**(14 Décembre), *Règles pour la protection des mineurs privés de liberté*, Rés. AG 45/113.

**1990**(18 Décembre), *Principes de base relatifs au rôle du barreau*, Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Rés. AG 45/121.

**1990**(18 Décembre), *Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois*, Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Rés AG 45/121.

**1990**(18 Décembre), *Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet*, Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Rés AG 45/121.

**1991**(17 Décembre), *Protection des personnes atteintes de maladie mentale et amélioration des soins de santé mentale*, Rés. AG 46/119.

**1992**(18 Décembre), *Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées*, Rés. AG 47/133.

**1997**(21 Juillet), *Directives relatives aux enfants dans le système de justice pénale*, Rés. ECOSOC 1997/30.

**2000**(4 Décembre), *Principes relatifs aux moyens d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et d'établir la réalité de ces faits («Protocole d'Istanbul»)*, Rés. AG 55/89 Annexe.

**2007**(Juin), *Recueil des règles et normes de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale*, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Nations Unies, New-York.

### **3- Documents de l'Union Africaine**

**1981**(27 Juin), *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, Doc. OAU CAB/LEG/67/3 Rev. 5 21 I.L.M. 58 [1982], art 5 (entrée en vigueur : 21 octobre 1986, accession du Bénin 20 Janvier 1986).

**2002**(23 Octobre), *Résolution sur les Lignes Directrices et Mesures d'Interdiction et de Prévention de la Torture et des Peines ou Traitements Cruels, Inhumains ou Dégradants en Afrique (Ligne directrices de Robben Island, Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, ACHPR /Res.61(XXXII) 02.*

## Annexe 2

### Lignes Directrices et Mesures d'Interdiction et de Prévention de la Torture et des Peines ou Traitements Cruels, Inhumains ou Dégradants en Afrique (Ligne directrices de Robben Island)

#### Préambule et Deuxième partie sur la prévention de la torture

##### Préambule

**Rappelant** le caractère universel de la condamnation et de l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

**Profondément** préoccupé par la persistance de tels actes;

**Convaincu** de l'urgence d'aborder le problème dans tous ses aspects;

**Conscient** de la nécessité de prendre des mesures positives pour favoriser l'application des dispositions en vigueur relatives à l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

**Conscient** de l'importance des mesures préventives dans la poursuite de ces objectifs;

**Conscient** des besoins spécifiques des victimes de tels actes;

**Rappelant** les dispositions des articles suivants :

- Art. 5 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, qui interdit toute forme d'exploitation et d'avilissement de l'homme, notamment l'esclavage, la traite des personnes, la torture et les peines ou les traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- Art. 45 (1) de la Charte africaine selon lequel la Commission africaine a pour mission, inter alia, de formuler et élaborer, en vue de servir de base à l'adoption de textes législatifs par les gouvernements africains, des principes et règles qui permettent de résoudre les problèmes juridiques relatifs à la jouissance des droits de l'homme et des peuples et des libertés fondamentales;

- Arts. 3 et 4 de l'Acte constitutif de l'Union africaine en vertu duquel les Etats parties s'engagent à promouvoir et à respecter le caractère sacro-saint de la vie humaine, l'autorité de la loi, la bonne gouvernance et les principes démocratiques;

**Rappelant** également les obligations internationales des Etats selon :

- Art. 55 de la Charte des Nations Unies, qui invite les Etats à promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous;

- Art. 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Art. 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui stipulent que nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- Art 2 (1) et 16 (1) de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui invite chaque Etat à prendre des mesures efficaces pour prévenir des actes de torture ou de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans tout territoire sous sa juridiction;

**Prenant note** de l'engagement des Etats africains tel qu'il est réaffirmé dans la Déclaration et Plan d'action de Grand Baie, adoptée par la première Conférence ministérielle consacrée aux droits de l'homme en Afrique dans le but d'améliorer la promotion et le respect des droits de l'homme sur le continent;

**Souhaitant** la mise en œuvre de principes et de mesures concrètes visant à renforcer la lutte contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en Afrique, et désireux d'aider les Etats africains à remplir leurs obligations internationales en la matière:

« **L'Atelier de travail de Robben Island sur la prévention de la torture** », tenu du 12 au 14 février 2002, a adopté les lignes directrices et mesures suivantes concernant l'interdiction et la prévention de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et recommande leur adoption, leur promotion et leur mise en œuvre en Afrique.

## **DEUXIEME PARTIE : PRÉVENTION DE LA TORTURE**

### **A. Garanties fondamentales pour les personnes privées de liberté**

20. La privation de liberté de toute personne par une autorité publique devrait être soumise à une réglementation conforme au droit. Celle-ci devrait fournir un certain nombre de garanties fondamentales qui seront appliquées dès l'instant où intervient la privation de liberté. Ces garanties comprennent:

- a) Le droit à ce qu'un membre de la famille ou toute autre personne appropriée soit informée de la détention;
- b) Le droit à un examen par un médecin indépendant;
- c) Le droit d'accès à un avocat;
- d) Le droit de la personne privée de liberté d'être informée des droits ci-dessus dans une langue qu'elle comprend.

### **B. Garanties durant la détention préventive**

Les Etats devraient :

- 21. Mettre en place des réglementations sur le traitement des personnes privées de liberté, qui prennent en compte l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement;
- 22. Prendre des dispositions pour que les enquêtes criminelles soient menées par des personnes dont la compétence est reconnue par les codes de procédure pénale pertinents;
- 23. Interdire l'usage de lieux de détention non autorisés et veiller à ce que l'enfermement d'une personne dans un lieu de détention secret ou non officiel par un agent public soit considéré comme un délit;
- 24. Interdire la détention au secret;
- 25. Prendre des dispositions pour que toute personne détenue soit immédiatement informée des motifs de sa détention;

26. Prendre des dispositions pour que toute personne arrêtée soit immédiatement informée des charges portées contre elle;
27. Prendre des dispositions pour que toute personne privée de liberté soit déférée sans délai devant une autorité judiciaire où elle bénéficie du droit;
28. Prendre des dispositions pour qu'un procès-verbal intégral de tous les interrogatoires soit dressé, dans lequel doit figurer l'identité de toutes les personnes présentes à l'interrogatoire, et examiner la possibilité d'utiliser des enregistrements d'interrogatoires sur bande audio ou vidéo;
29. Prendre des dispositions pour que toute déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par usage de la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ne puisse être invoquée comme un élément de preuve dans une procédure, si ce n'est contre la personne accusée de torture pour établir qu'une telle déclaration a été faite;
30. Prendre des dispositions pour qu'un registre officiel de toutes les personnes privées de liberté mentionnant, inter alia, la date, l'heure, le lieu et le motif de la détention soit tenu à jour dans tout lieu de détention;
31. Prendre des dispositions pour que toute personne privée de liberté ait accès à l'assistance juridique et aux services médicaux et qu'elle puisse communiquer avec sa famille tant par correspondance qu'en recevant des visites;
32. Prendre des dispositions pour que toute personne privée de liberté puisse contester la légalité de sa détention.

### **C. Conditions de détention**

Les Etats devraient :

33. Prendre des mesures pour que toute personne privée de liberté soit traitée conformément aux normes internationales contenues dans l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par les Nations Unies;
34. Prendre des mesures nécessaires visant à améliorer les conditions de détention dans les lieux de détention non conformes aux normes internationales;
35. Prendre des mesures pour que les personnes en détention préventive soient séparées des personnes reconnues coupables;
36. Prendre des mesures pour que les jeunes, les femmes et toute autre personne appartenant à un groupe vulnérable soient détenus séparément dans des locaux appropriés;
37. Prendre des mesures visant à réduire le surpeuplement des lieux de détention en encourageant, inter alia, l'usage des peines alternatives à l'incarcération pour les délits mineurs.

### **D. Mécanismes de surveillance**

Les Etats devraient :

38. Assurer et promouvoir l'indépendance et l'impartialité de la magistrature en prenant, entre autres, des mesures inspirées des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature pour empêcher toute ingérence au cours de poursuites judiciaires;

39. Encourager les professionnels de la santé et du droit à s'intéresser aux questions relatives à l'interdiction et à la prévention de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
40. Mettre en œuvre et promouvoir des mécanismes de plaintes efficaces et accessibles, indépendants des autorités chargées de l'application des lois et des autorités responsables des lieux de détention, et habilités à recevoir des allégations de torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à mener des enquêtes et à prendre des mesures appropriées;
41. Mettre en place, promouvoir et renforcer des institutions nationales indépendantes, telles que les commissions de droits de l'homme, les ombudsmen ou les commissions parlementaires, ayant mandat de visiter tous les lieux de détention et d'aborder dans son ensemble le thème de la prévention de la torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en tenant compte des Principes de Paris concernant le statut et le fonctionnement des Institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme;
42. Encourager et faciliter les visites des lieux de détention par des ONG;
43. Promouvoir l'adoption d'un Protocole facultatif à la Convention contre la torture afin de mettre en place un mécanisme international de visites ayant pour mandat de visiter tous les lieux où des personnes sont privées de liberté par un Etat partie;
44. Examiner la possibilité d'élaborer des mécanismes régionaux de prévention de la torture et des mauvais traitements.

## **E. Formation et renforcement de capacités**

Les Etats devraient :

45. Mettre en place et promouvoir des programmes de formation et de sensibilisation sur les normes des droits de l'homme et qui accordent une attention particulière au sort des groupes vulnérables;
46. Etablir, promouvoir et soutenir des codes de conduite et d'éthique et développer des outils de formation pour le personnel chargé de la sécurité et de l'application des lois, ainsi que pour le personnel de toute autre profession en contact avec des personnes privées de liberté, tel que les avocats ou le personnel médical.

## **F. Education et renforcement de capacité de la société civile**

47. Les initiatives d'éducation publique et les campagnes de sensibilisation sur l'interdiction et la prévention de la torture et sur les droits des personnes privées de liberté doivent être encouragées et soutenues.
48. Le travail d'éducation publique, de diffusion de l'information et de sensibilisation, sur l'interdiction et la prévention de la torture et autres formes de mauvais traitements, mené par les ONG et les médias doit être encouragé et soutenu.

## Annexe 3

### Lignes directrices pour la présentation des Communications

**Plaignant(s) :** indiquer si vous agissez en votre nom propre ou pour le compte de quelqu'un d'autre. Préciser aussi dans votre communication si vous êtes une ONG et si vous souhaitez garder l'anonymat.

**Nom :**

**Age :**

**Nationalité :**

**Fonction et/ou Profession :**

**Adresse :**

**Tél/Fax :**

**Email:**

**Gouvernement accusé de la violation:** s'assurer qu'il s'agit d'un État partie à la Charte Africaine.

**Éléments constituant la violation alléguée :** expliquer avec autant de détails factuels que possible ce qui s'est passé, en précisant, si possible, le lieu, l'heure et les dates de la violation.

**Urgence du cas :** s'agit-il d'un cas qui pourrait occasionner la perte de la vie/des vies humaines ou de graves dommages physiques s'il n'est pas vite réglé? Préciser la nature du cas en expliquant pourquoi vous estimez qu'il mérite une action immédiate de la part de la Commission.

**Dispositions de la charte prétendument violées. :** si vous n'êtes pas sûr des articles spécifiques, veuillez ne pas les mentionner.

**Noms et titres des autorités gouvernementales qui ont commis ces violations:** s'il s'agit d'une institution gouvernementale, veuillez indiquer le nom de l'institution ainsi que celui de son responsable.

**Témoins de la violation:** inclure les adresses complète et si possible les numéros de téléphone des témoins cités.

**Pièces justificatives :** joindre par exemple les lettres, les textes juridiques, les photos, les rapports d'autopsie, les enregistrements, etc. pour prouver la violation.

**Voies de recours internes exploitées:** expliquer pourquoi elles n'ont pas été exploitées.

**Autres voies de solutions internationales :** prière d'indiquer si le cas a déjà été soumis ou s'il est en instance devant un autre organe international des droits de l'homme; préciser l'organe en question et indiquer le stade d'avancement du dossier.

## Annexe 4

### Model questionnaire to be completed by persons alleging torture or their representatives

Information on the torture of a person should be transmitted to the Special Rapporteur in written form and sent to:

**Special Rapporteur on Torture**

c/o Office of the High Commissioner for Human Rights  
United Nations Office at Geneva  
CH-1211 Geneva 10, Switzerland

E-mail: [urgent-action@ohchr.org](mailto:urgent-action@ohchr.org)

Although it is important to provide as much detail as possible, the lack of a comprehensive accounting should not necessarily preclude the submission of reports. However, the Special Rapporteur can only deal with clearly identified individual cases containing the following minimum elements of information:

- a. Full name of the victim;
- b. Date on which the incident(s) of torture occurred (at least as to the month and year);
- c. Place where the person was seized (city, province, etc.) And location at which the torture was carried out (if known);
- d. Indication of the forces carrying out the torture;
- e. Description of the form of torture used and any injury suffered as a result;
- f. Identify of the person or organization submitting the report (name and address, which will be kept confidential).

Additional sheets should be attached where space does not allow for a full rendering of the information requested. Also, copies of any relevant corroborating documents, such as medical or police records should be supplied where it is believed that such information may contribute to a fuller accounting of the incident. Only copies and not originals of such documents should be sent.

#### I. Identity of the person(s) subjected to torture

- A. Family Name
- B. First and other names
- C. Sex: Male Female
- D. Birth date or age
- E. Nationality
- F. Occupation

- G. Identity card number (if applicable)
- H. Activities (trade union, political, religious, humanitarian/ solidarity, press, etc.)
- I. Residential and/or work address

## **II. Circumstances surrounding torture**

- A. Date and place of arrest and subsequent torture
- B. Identity of force(s) carrying out the initial detention and/or torture (police, intelligence services, armed forces, paramilitary, prison officials, other)
- C. Were any person, such as a lawyer, relatives or friends, permitted to see the victim during detention?  
If so, how long after the arrest?
- D. Describe the methods of torture used
- E. What injuries were sustained as a result of the torture?
- F. What was believed to be the purpose of the torture?
- G. Was the victim examined by a doctor at any point during or after his/her ordeal? If so, when?  
Was the examination performed by a prison or government doctor?
- H. Was appropriate treatment received for injuries sustained as a result of the torture?
- I. Was the medical examination performed in a manner which would enable the doctor to detect evidence of injuries sustained as a result of the torture? Were any medical reports or certificates issued? If so, what did the reports reveal?
- J. If the victim died in custody was an autopsy or forensic examination performed and which were the results?

## **III. Remedialaction**

Were any domestic remedies pursued by the victim or his/her family or representatives (complaints with the forces responsible, the judiciary, political organs, etc.)? If so, what was the result?

## **IV. Information concerning the author of the present report:**

- A. Family Name
- B. First Name
- C. Relationship to victim
- D. Organization represented, if any
- E. Present full address



## Annexe 5

### Directives pour l'évaluation médicale de la torture et autres mauvais traitements

Les présentes directives se fondent sur le *Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (Protocole d'Istanbul). Elles ne doivent pas être appliquées de façon rigide, mais en tenant compte du but de l'évaluation et des ressources disponibles. L'évaluation des éléments de preuve physique et psychologique de la torture et autres mauvais traitements pourra être effectuée par un ou plusieurs cliniciens, en fonction de leurs qualifications respectives.

#### I. Informations générales

Date de l'examen:..... Examen demandé par (nom/fonction): .....

Numéro du cas ou rapport: ..... Durée de l'évaluation: .....heures .....minutes

Prénom du sujet: ..... Date de naissance: .....Lieu de naissance:.....

Nom de famille du sujet: ..... Sexe: masculin/féminin

Motif de l'examen: ..... Numéro de pièce d'identité du sujet:.....

Nom du clinicien: ..... Nom de l'interprète (le cas échéant):.....

Consentement en connaissance de cause: oui/non

Dans la négative, pourquoi? .....

Personne accompagnant le sujet (nom/fonction):.....

Personnes assistant à l'examen (nom/fonction):.....

Le sujet était-il soumis à une contrainte pendant l'examen? oui/non

Dans l'affirmative, préciser le nature et la raison:.....

Rapport médical transmis à (nom/fonction/numéro de pièce d'identité):.....

Date et heure de la transmission:.....

Évaluation/enquête médicale conduite sans restrictions (pour les sujets en détention)? oui/non

Dans la négative, préciser la nature des restrictions: .....

## II. Qualification du clinicien (pour témoignage judiciaire)

Études médicales et formation clinique

Formation psychologique/psychiatrique

Expérience des enquêtes sur la torture et autres mauvais traitements

Expérience au niveau local dans le domaine des droits de l'homme s'appliquant à l'enquête

Publications, conférences et cours de formation pertinents

Curriculum vitae.

## III. Déclaration concernant la véracité du témoignage (pour témoignage judiciaire)

Exemple: «J'ai personnellement connaissance des faits rapportés ci-dessous, à l'exception de ceux fondés sur des informations extérieures que je tiens pour véridiques et sur mon intime conviction. Je serais prêt à témoigner en justice sur la foi des faits établis et de mon intime conviction.».

## IV. Profil du sujet

Informations générales (âge, métier, études, situation familiale, etc.)

Antécédents médicaux

Examens médicaux antérieurs basés sur les allégations de torture et mauvais traitements

Profil psychosocial avant détention.

## V. Allégations de torture et autres mauvais traitements

1. Description résumée de la détention et des sévices
2. Circonstances de l'arrestation et de la détention
3. Différents lieux de détention (chronologie, transferts, conditions de détention)
4. Récit des séances de torture ou autres mauvais traitements (pour chaque lieu de détention)
5. Examen des méthodes de torture.

## VI. Symptômes et infirmités physiques

Décrire les symptômes et infirmités aigus et chroniques, leur évolution et le processus de guérison.

1. Symptômes et infirmités aigus
2. Symptômes et infirmités chroniques.

## VII. Examen physique

1. État général
2. Peau
3. Visage et tête
4. Yeux, oreilles, nez, gorge
5. Cavité buccale et dentition
6. Poitrine et abdomen (y compris signes vitaux)
7. Système génito-urinaire
8. Système musculo-osseux
9. Système nerveux central et périphérique.

## VIII. Profil/examen psychologique

1. Méthodes d'évaluation
2. État psychologique actuel
3. Profil psychologique après la torture
4. Profil psychologique avant la torture
5. Antécédents psychologiques/psychiatriques
6. Usage et abus de substances toxiques
7. Examen de l'état mental
8. Évaluation des fonctions sociales
9. Tests psychologiques (voir chap. VI, sect. C.1, pour les indications et limitations)
10. Tests neuropsychologiques (voir chap. VI, sect. C.4, pour les indications et limitations).

## **IX. Photographies**

## **X. Résultats des tests de diagnostic (voir annexe II pour les indications et limitations)**

## **XI. Consultations**

## **XII. Interprétation des observations**

1. Éléments de preuve physique
  - A. Établir le degré de cohérence des symptômes et infirmités physiques aigus et chroniques mentionnés avec les sévices allégués. 83
  - B. Établir le degré de cohérence des résultats de l'examen physique avec les sévices allégués. (Note: L'absence d'observations physiques n'exclut pas la possibilité qu'il y ait eu effectivement torture ou autres mauvais traitements.)
  - C. Établir le degré de cohérence des résultats de l'examen physique avec la connaissance des méthodes de torture employées localement et de leurs effets usuels.
2. Éléments de preuve psychologique
  - A. Établir le degré de cohérence des observations psychologiques avec les sévices allégués.
  - B. Indiquer si les symptômes psychologiques constituent des réactions prévisibles ou caractéristiques d'un stress extrême dans le contexte socioculturel du sujet.
  - C. Indiquer la chronologie et l'évolution des troubles mentaux liés au traumatisme (situation dans le temps par rapport aux événements, stade de guérison).
  - D. Identifier les éventuels facteurs de stress concomitants (persécution persistante, migration forcée, exil, perte de la famille et du rôle social, par exemple) et leur impact potentiel.
  - E. Mentionner les problèmes physiques qui pourraient contribuer au tableau clinique, notamment les possibles lésions de la tête subies lors de la torture ou de la détention.

## **XIII. Conclusions et recommandations**

1. Formuler une opinion sur le degré de cohérence de tous les éléments de preuve mentionnés plus haut (observations physiques et psychologiques, informations recueillies, photographies, résultats de tests diagnostiques, connaissance des méthodes locales de torture, rapports de consultations, etc.) avec les sévices allégués.
2. Rappeler les symptômes et infirmités qui continuent d'affecter le patient par suite des sévices allégués.
3. Signaler les examens complémentaires et traitements jugés nécessaires.

**XIV. Déclaration de bonne foi (pour témoignage judiciaire)**

Exemple: «Le soussigné certifie, sous peine de sanction ou parjure aux termes des lois de ... (pays) que les déclarations qui précèdent sont exactes et véridiques. Fait le ... (date) à ... (lieu), ... (État ou province).».

**XV. Déclaration de restrictions à l'évaluation/investigation médicale (pour les sujets en détention)**

Exemple: «Les cliniciens soussignés certifient qu'ils ont pu travailler librement et de manière indépendante et qu'ils ont été autorisés à s'entretenir avec le sujet et à l'examiner en privé, sans aucune restriction ni limitation, ni sans aucune forme de contrainte de la part des autorités de détention.»; ou: «Les cliniciens soussignés ont dû conduire leur évaluation avec les restrictions suivantes: ...».

**XVI. Signature du clinicien, date et lieu****XVII. Annexes**

Copie du curriculum vitae du clinicien, schémas anatomiques pour l'identification des actes de torture et autres mauvais traitements, photographies, rapports de consultations et résultats de tests diagnostiques, entre autres.

Pour obtenir des renseignements complémentaires, s'adresser au: Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (Suisse).

E-mail: [publications@ohchr.org](mailto:publications@ohchr.org) Internet: [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org)

## Annexe 6

### Résultat du vote sur le Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture

#### Région Afrique

Région	Ratifi- cation UNCAT	Vote à la CDH		Vote à l'ECOSOC		Vote à l'AG	
		Motion de non-action de Cuba (22/04/02)	Résolution E/CN.4/2002/L. 5 (22/04/02)	Amendement USA E/2002/L.23 (24/07/02)	Résolution E/2002/23 (24/07/02)	Troisième Commission A/C.3/57/L.30 (07/11/02)	Session Plénière A/RES/57/199 (18/12/02)
<b>AFRIQUE</b>							
Afrique du Sud	OUI	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Algérie	OUI	ABST.	ABST.			ABST.	ABST.
Angola	NON			NON	OUI	OUI	OUI
Bénin	OUI			NON	OUI	OUI	OUI
Botswana	OUI						OUI
Burkina Faso	OUI			NON	OUI	OUI	OUI
Burundi	OUI	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Cameroun	OUI	ABST.	ABST.	Pas de vote	ABST.	ABST.	ABST.
Cap Vert	OUI					OUI	OUI
Comores	s						
Congo	NON					OUI	OUI
Côte d'Ivoire	OUI						OUI
Djibouti	OUI						ABST.
Egypte	OUI			OUI	NON	ABST.	ABST.
Erythrée	NON					OUI	OUI
Ethiopie	OUI			OUI	ABST.	ABST.	ABST.
Gabon	OUI						OUI
Gambie	s					OUI	OUI
Ghana	OUI			NON	OUI	OUI	OUI
Guinée	OUI						OUI
Guinée équatoriale	NON						OUI
Guinée- Bissau	s						
Kenya	OUI	ABST.	ABST.			ABST.	ABST.
Lesotho	OUI					OUI	OUI
Libéria	NON						
Libye	OUI	OUI	NON	OUI	NON	ABST.	ABST.

Madagascar	s					OUI	OUI
Malawi	OUI					OUI	OUI
Mali	OUI					OUI	OUI
Maroc	OUI					OUI	OUI
Maurice	OUI					OUI	OUI
Mauritanie	NON					ABST.	ABST.
Mozambique	OUI					OUI	OUI
Namibie	OUI					OUI	OUI
Niger	OUI						
Nigeria	OUI	OUI	NON	OUI	NON	NON	NON
Ouganda	OUI	OUI	ABST.	OUI	OUI	OUI	OUI
R.D Congo	OUI	ABST.	OUI			OUI	OUI
République Centrafricaine	NON						
Rwanda	NON						
Sao Tome et Principe	NON						OUI
Sénégal	OUI	NON	OUI			OUI	OUI
Seychelles	OUI						OUI
Sierra Leone	OUI	NON	ABST.				OUI
Somalie	OUI						ABST.
Soudan	s	OUI	NON	OUI	NON	ABST.	ABST.
Swaziland	NON	OUI	ABST.			OUI	OUI
Tanzanie	NON					ABST.	ABST.
Tchad	OUI						
Togo	OUI	OUI	ABST.			ABST.	ABST.
Tunisie	OUI					ABST.	ABST.
Zambie	OUI	OUI	ABST.			OUI	OUI
Zimbabwe	NON			Pas de vote	ABST.	OUI	OUI
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>53</b>	<b>53</b>
<b>OUI</b>		<b>7</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>24</b>	<b>32</b>
<b>NON</b>		<b>4</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>ABST.</b>		<b>4</b>	<b>8</b>		<b>3</b>	<b>11</b>	<b>13</b>
<b>Pas voté</b>				<b>2</b>		<b>17</b>	<b>7</b>

s : Signature

ABST. : Abstention

Remarque : en plus de voter oui ou non, un Etat membre peut choisir l'abstention. C'est souvent le cas lorsqu'un Etat souhaite voter contre mais ne peut le faire en raison de pressions diplomatiques exercées sur lui, ou lorsque aucune prise de position n'a été adoptée par les dirigeants de l'Etat en question. Dans le cas où le représentant d'un Etat ne procède à aucun enregistrement de vote, il est dit que l'Etat n'a pas voté. Ce cas de figure peut se produire si le représentant n'est pas dans la salle. Pour certains Etats, le fait de ne pas voter reste la meilleure solution lorsqu'ils subissent des pressions diplomatiques extrêmement fortes.

## Annexe 7

### Principes relatifs aux moyens d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants Pour établir la réalité des faits

Adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 4 décembre 2000 (résolution 55/89)

1. Toute enquête efficace sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ci-après dénommés "torture ou autres mauvais traitements") visant à établir la réalité des faits a notamment pour objet:

a) D'élucider les faits, d'établir et de reconnaître la responsabilité des particuliers et de l'État envers les victimes et leur famille;

b) De déterminer les mesures nécessaires pour éviter que ces faits ne se reproduisent;

c) De faciliter les poursuites ou, le cas échéant, les sanctions disciplinaires contre ceux dont l'enquête a établi la responsabilité, et de mettre en évidence la nécessité pour l'État d'accorder pleine réparation, notamment de verser une indemnité juste et adéquate et de fournir des soins médicaux et des moyens de réadaptation.

2. Les États doivent veiller à ce que toute plainte ou information alléguant des actes de torture ou des mauvais traitements fasse promptement l'objet d'une enquête approfondie. Même en l'absence d'une plainte formelle, une enquête doit être ouverte s'il existe d'autres indications donnant à penser qu'on se trouve en présence de cas de torture ou de mauvais traitements. Les enquêteurs doivent être compétents et impartiaux et indépendants vis-à-vis des suspects et de l'organe qui les emploie. Ils doivent être habilités à prendre connaissance des résultats des enquêtes menées par des experts médicaux impartiaux ou par d'autres experts ou à ordonner de telles enquêtes. Les enquêtes doivent être menées selon des méthodes qui répondent aux normes professionnelles les plus exigeantes et leurs conclusions doivent être rendues publiques.

3. a) L'autorité chargée de l'enquête doit être en mesure et a l'obligation d'obtenir tous les renseignements nécessaires à l'enquête. Les enquêteurs doivent disposer de toutes les ressources budgétaires et techniques dont ils ont besoin pour travailler efficacement. Ils ont aussi le pouvoir d'obliger à comparaître et à témoigner toute personne agissant à titre officiel dont on suppose qu'elle est impliquée dans des actes de torture ou des mauvais traitements. Il en va de même en ce qui concerne les témoins. À cette fin, l'autorité chargée de l'enquête est habilitée à citer les témoins à comparaître, y compris les fonctionnaires en cause, et à exiger que des preuves soient fournies.

b) Les victimes présumées de torture ou de mauvais traitements, les témoins, les personnes chargées de l'enquête et leur famille doivent jouir d'une protection contre la violence, les menaces de violence ou toute autre forme d'intimidation qui peut être liée à l'enquête. Les personnes éventuellement impliquées dans des actes de torture ou des mauvais traitements doivent être écartées de toute fonction leur permettant d'exercer une autorité, directe ou indirecte, sur les plaignants, les témoins et leur famille ainsi que sur les personnes chargées de l'enquête.

4. Les victimes présumées de torture ou de mauvais traitements et leurs représentants légaux sont informés de toute audition qui pourrait être organisée, ont la possibilité d'y assister et ont accès à toute information touchant l'enquête; ils peuvent produire d'autres éléments de preuve.

5. a) Lorsque les procédures d'enquête établies sont inadéquates, soit que les compétences techniques ou l'impartialité nécessaires fassent défaut, soit que l'on se trouve en présence d'abus apparemment systématiques ou pour toute autre raison grave, les États veillent à ce que l'enquête soit confiée à une commission d'enquête indépendante ou menée selon une procédure similaire. Les membres de la commission sont choisis pour leur impartialité, leur compétence et leur indépendance personnelles reconnues. Ils doivent, en particulier, être indépendants vis-à-vis des suspects et des institutions ou organes qui les emploient. La commission a tout pouvoir pour obtenir tout renseignement nécessaire à l'enquête, et mène celle-ci conformément aux présents principes.

b) Un rapport écrit est établi dans un délai raisonnable; il doit notamment indiquer la portée de l'enquête, décrire les procédures et méthodes utilisées pour apprécier les éléments de preuve et contenir des conclusions et recommandations fondées sur les faits établis et le droit applicable. Sitôt achevé, le rapport est rendu public. Il expose en détail les événements constatés et les éléments de preuve sur lesquels s'appuient ces constatations et précise le nom des témoins ayant déposé, à l'exception de ceux dont l'identité n'a pas été révélée aux fins de leur protection. L'État répond dans un délai raisonnable au rapport d'enquête et, le cas échéant, indique les mesures à prendre pour y donner suite.

6. a) Les experts médicaux intervenant dans des enquêtes sur la torture ou les mauvais traitements doivent satisfaire en tout temps aux normes éthiques les plus exigeantes et, en particulier, doivent, avant de procéder à tout examen, obtenir que les intéressés consentent en connaissance de cause. Cet examen doit être conforme aux règles établies de la pratique médicale. En particulier, il doit se faire en privé sous le contrôle de l'expert médical et en dehors de la présence d'agents de la sécurité et autres fonctionnaires.

b) L'expert médical élabore sans retard un rapport écrit détaillé, qui comporte à tout le moins les éléments suivants:

i) Circonstances de l'entretien: nom de la personne examinée et nom et affiliation des personnes présentes lors de l'examen; heure et date précises; emplacement, nature et adresse (y compris, le cas échéant, le local) de l'établissement où l'examen a lieu (par exemple, centre de détention, hôpital ou maison privée); conditions dans lesquelles l'intéressé s'est trouvé lors de l'examen (par exemple, obstacles rencontrés à son arrivée ou pendant l'examen, présence de forces de sécurité pendant l'examen, comportement des personnes accompagnant le détenu ou déclarations menaçantes faites à l'encontre du médecin examinateur); et tout autre facteur pertinent;

ii) Faits: compte rendu détaillé des faits rapportés par l'intéressé pendant l'examen, notamment les actes de torture ou les mauvais traitements allégués, le moment où ils se seraient produits et toute autre plainte faisant état de symptômes physiques ou psychologiques;

iii) Examen physique et psychologique: compte rendu de toutes les conclusions d'ordre physique et psychologique tirées de l'examen clinique, y compris des tests de diagnostic appropriés, et, si



possible, des photos en couleurs de toutes les lésions;

iv) Opinion: considérations concernant le lien probable existant entre les conclusions d'ordre physique et psychologique et la possibilité de torture ou de mauvais traitements. Une recommandation doit être faite sur tout traitement médical ou psychologique ou un examen ultérieur qui seraient nécessaires;

v) Identification: le rapport doit indiquer clairement qui a procédé à l'examen et être signé.

c) Le rapport est confidentiel et communiqué à l'intéressé ou au représentant qu'il a désigné. Il faut demander à l'intéressé ou à son représentant ce qu'il pense du processus d'examen et faire état de cette opinion dans le rapport. Le texte de cette opinion doit, le cas échéant, être également communiqué à l'autorité chargée d'enquêter sur les allégations de torture ou de mauvais traitements. Il incombe à l'État de veiller à ce que ce document parvienne effectivement à cette autorité. Le rapport ne doit être communiqué à personne d'autre, sauf avec le consentement de l'intéressé ou l'autorisation d'un tribunal habilité à cet effet.